le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
18 décembre 1997
au 29 janvier 1998

20 F

Sur le front des luttes

Pour la révolution sociale et libertaire !

ISSN 0026-9433 – **hors série N°9**

T 6726 - 9 H - 20,00 F - RD

Bilan social et politique de 1997 ★ La sécurité sociale en question ★ Immigration, intégration ★ Fascisme et antifascisme ★ Parcours de femme au Salvador et chez les sans-terre du Brésil ★ Les leçons d'octobre 1917 ★ En mémoire : Sacco et Vanzetti ★ Bourse du Travail et syndicalisme ★ Contre vents et marée, la résistance des anarchistes espagnols sous le franquisme

Éditorial

Un numéro hors série du *Monde libertaire*, pour terminer l'année, voilà qui pourra surprendre plus d'un d'entre vous tant les anarchistes sont peu habitués à se plier au calendrier des fêtes institutionnelles, religieuses de surcroît.
Néanmoins, le « trêve des confiseurs » approchant, il semble que traditionnellement les esprits et les multiples résistances sociales et politiques se relâchent. Beaucoup d'entre nous semblent profiter de cette période pour faire le point sur l'année écoulée et souffler un peu. C'est généralement le cas, sans que pour autant nous oubliions la misère qui nous entoure et les conséquences de ce système économique qui broie chaque jour un peu plus les individus. Si les rues sont illuminées, les magasins et les sapins enguirlandés, que madame la marquise va dîner au Hilton et qu'on nous annonce la naissance du petit Jésus, les individus qui sont entraînés dans l'engrenage de la misère et de la précarité, ne ressentent pas moins, voire davantage, la dureté de leur condition.
Seul décembre 1995 aura jeté un pavé dans cette marre faite d'euphorie, de luxure pour certains, d'apathie et de résignation pour d'autres. Rappelons-nous qu'il y a deux ans, alors que le pays connaissait un mouvement général de grèves, de nombreux travailleurs passaient « leurs fêtes de fin d'année » coudes à coudes, solidaires, en lutte contre l'État et le capitalisme. Deux ans après ce mouvement qui marqua notre société par un retour d'une offensive sociale de classe, notre journal a voulu profiter de cette période de relative « trêve sociale » pour faire le point sur divers aspects du monde qui nous entoure.
Sur le front des luttes, pour la Révolution sociale et libertaire, voilà une devise que notre organisation, la Fédération anarchiste, et son hebdomadaire s'efforcent de revendiquer. Ce numéro a pour objectif de donner des éléments d'informations, de réflexions et d'analyses afin de poursuivre cet effort. Bien évidemment, ce numéro ne peut être exhaustif et présenter l'ensemble des champs de lutte sur lesquels nous sommes investis tout au long de l'année. Ceci est le rôle du *Monde Libertaire* hebdomadaire. Bien d'autres thèmes, ayant eux aussi marqué l'année et sur lesquels nous n'avons pas manqué de nous investir auraient pu être abordés. C'est notamment le cas des luttes pour le droit des femmes ou encore la question de l'antimilitarisme.
Parce que le mouvement social de novembre-décembre 1995 a marqué le début d'une nouvelle période, nous ne pouvions faire l'impasse sur la question qui fut au centre de la lutte, celle de la sécurité sociale. Il semblait important de faire le point sur les nombreuses attaques portées contre celle-ci, sous la poussée de la mondialisation du capitalisme, aujourd'hui sous Jospin comme hier sous Juppé. Il sera bon, avant tout, de se livrer à une analyse de la situation sociale et politique actuelle éclairée par le bilan social et politique de 1997. Une année écoulée essentiellement marquée par le retour de la gauche au pouvoir et son inévitable rôle de pacification sociale au plus grand service des dominants bien entendu. L'immigration étant aussi au centre de nombreux débats, relevant bien souvent de véritables choix de société, il était important de remettre en cause un certain nombre de discours, notamment sur les questions « d'intégration », et d'y apporter notre point de vue libertaire. Des discours qui bien souvent nourrissent la bête immonde dont nous ne pouvions là aussi oublier de parler en nous interrogeant sur la nature du fascisme aujourd'hui et du combat que nous pouvons mener face à lui.
A l'heure de la mondialisation du capitalisme, la lutte ne peut-être, elle aussi qu'internationale. Nous irons alors faire un tour du côté de l'Amérique Latine au hasard d'une rencontre avec Anite. Elle nous parlera de la situation au Salvador et de son expérience d'un moment de lutte parmi les paysans sans-terre du Brésil. Parce que l'histoire est aussi là pour nous aider à comprendre le monde qui nous entoure, ses luttes et définir des perspectives, l'année 1997 rappelle à notre mémoire deux anniversaires que nous ne pouvions passer sous silence. Ce sont celui de la Révolution Russe de 1917 pour laquelle nous essayerons de cerner certains enseignements et celui de l'exécution de nos camarades Sacco et Vanzetti en août 1927 aux États-Unis en pleine période de chasse aux sorcières qu'elles soient immigrées et/ou révolutionnaires. Enfin, pour terminer, nous nous entretiendrons un moment avec Richard Prost à propos de son dernier film « Contre vents et marées », sur la résistance des anarchistes espagnols sous le franquisme.
Ce numéro a pour but de vous tenir en haleine jusqu'à la fin du mois de décembre. Nous reprendrons notre parution hebdomadaire dès le jeudi 8 janvier. Alors bonne lecture, et n'oubliez pas que « nous n'avons pas peur des ruines car nous portons dans nos cœurs un monde nouveau » (Buenaventura Durruti).

s o m m a i r e

société-politique

1997 : une année en trompe l'œil p.4
Sécurité sociale : les enjeux d'une lutte p.8
Le post-fascisme est-il soluble
dans la démocratie blindée ? p.12
Intégration : un discours alibi p.16

dans le monde

Le partage d'un révolte.
Voyage au Salavador et au Brésil p.19
Il y a trente ans : le partage de Jérusalem p.25

histoire

Sacco et Vanzetti ou les passions militantes p.27
Leçons d'octobre.
A propos des 80 ans de la révolution russe p.30
Les Bourses du Travail p.34

expressions

Contre vents et marées.
Interview de Richard Prost p.37

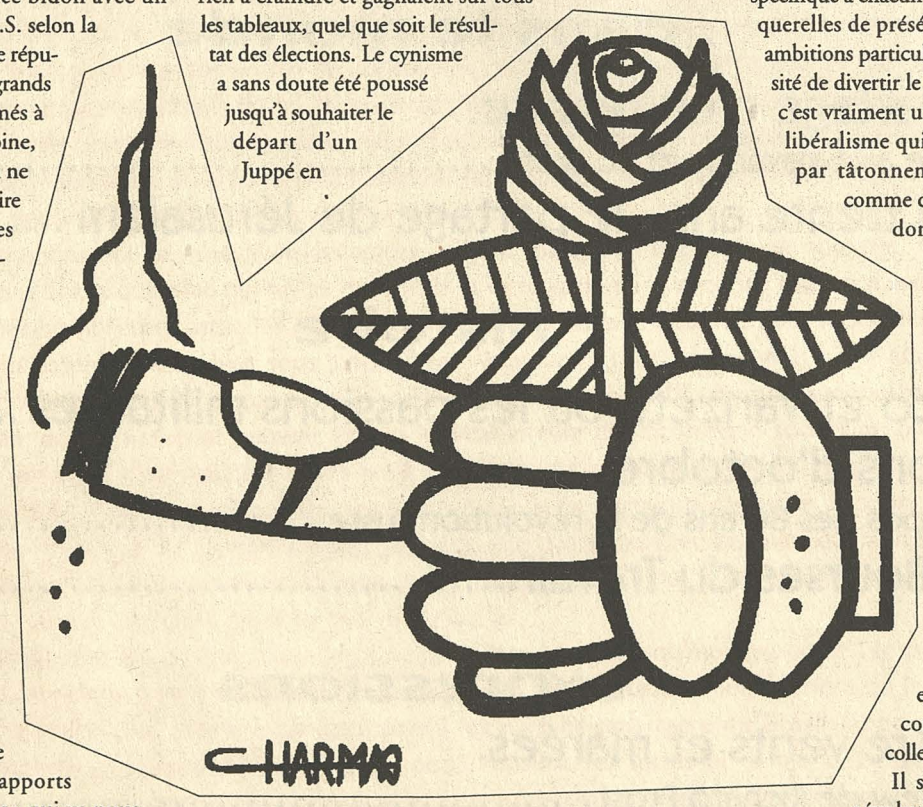
Fédération anarchiste: les adresses p.41

1997 : une année en trompe l'œil

AU MOMENT DE FAIRE LE BILAN de l'année 1997 on essaie, par réflexe, de se repasser le film des événements, de faire une liste exhaustive des faits qui nous semblent les plus marquants, catégorie par catégorie: politique, économique, social, culturel, etc. Mais très vite on s'aperçoit que notre mémoire a du mal à dégurgiter un tel catalogue parce que rien de très extraordinaire n'y est resté gravé.

1997 serait-elle une année bidon avec un encéphalogramme plat? R.A.S. selon la codification des pros du crime républicain? Pris sous l'angle des grands moments historiques parfumés à l'émotionnel et à l'hémoglobine, c'est sûrement vrai. Mais rien ne serait plus illusoire que de croire que 1997 fait partie de ces années ordinaires où la stabilité et la continuité des rapports sociaux de production capitaliste se reproduisent tranquillement, sans heurts majeurs. Au contraire, 1997 est une année charnière qui aura vu s'affirmer les nouveaux modes de gestion des grandes institutions publiques et se renforcer les nouvelles relations entre pouvoirs et représentations sociales, dans l'entreprise comme dans la ville.

L'année 1997 sera celle de l'officialisation, par élections législatives interposées, d'une nouvelle conception des rapports entre « société » et « pouvoir » qui va nous imposer une autre vision des luttes de classes.



l'institutionnalisation d'une gestion trans-partis du pouvoir!

Après les expérimentations improvisées et imposées par les échéances électorales de 1986 (couple Mitterrand/Chirac) et celles de 1993 (couple Mitterrand/Balladur) une gestion trans-partis est aujourd'hui appliquée dans le champ politique, comme la gestion est devenue transnationale dans le champ économique.

En effet, et contrairement à l'idée diffusée par Jospin voulant nous convaincre que Chirac s'est fait prendre à son propre jeu en dissolvant l'Assemblée nationale en avril dernier, il faut prendre conscience qu'il s'agit d'un calcul politique de Chirac, rendu possible parce que fondamentalement l'État et le capitalisme n'avaient rien à craindre et gagnaient sur tous les tableaux, quel que soit le résultat des élections. Le cynisme a sans doute été poussé jusqu'à souhaiter le départ d'un Juppé en incapacité d'assurer la cohésion sociale et donc devenu un risque politique.

Nous sommes entrés en 1997 dans la mise en pratique préméditée, voulue et calculée, d'une nouvelle forme d'organisation du pouvoir due à l'homogénéisation de la classe politique, produit de l'intégration économique et politique des classes moyennes dans l'institution étatique.

L'État français n'est pas cogéré dans un rapport conflictuel entre Chirac et Jospin, représentants d'un clivage gauche-droite, mais administré, tel un conseil d'administration, par deux libéraux, représentants d'intérêts parfois opposés mais le plus souvent convergents, et toujours soucieux de préserver l'essentiel, à savoir la reproduction de la domination des classes dirigeantes.

Quelques frictions surgissent. Elles sont le fruit de la résurgence d'une culture politique spécifique à chacun d'eux, et aussi des querelles de préséance liées à leurs ambitions particulières et à la nécessité de divertir le bon peuple. Mais c'est vraiment une autre forme de libéralisme qui se met en place, par tâtonnements successifs, comme d'autres formes de domination et d'exploitation s'imposent progressivement sur les lieux de travail et de vie, avec aussi des heurts et des confrontations. Nous changeons de système politique, sans vraiment nous en apercevoir, ou du moins nous avons du mal à en avoir une conscience claire et collective.

Il s'agit bien d'une révolution rampante, même si le romantisme n'est plus de mise et la mise en spectacle devenu superflue. Les classes dominantes n'ont plus besoin, en France, de bonnes guerres ou de drames sociaux héroïques pour légitimer et asseoir leur pouvoir. Elles pratiquent plutôt la révolution permanente, inodore et sans saveur, le harcèlement quotidien, le consensus politique, et surtout requièrent notre participation active, sous prétexte que nous

sommes devenus «citoyens»... et à défaut admettent notre indifférence.

D'où cette impression écrasante et étouffante que de toute façon les choses se font, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, et qu'importe de savoir qui est au gouvernement puisque notre réalité est façonnée dans d'autres espaces de pouvoir que ceux de la représentation politique.

La cogestion réformiste n'est plus de mise,

la guerre économique et sociale règne partout!

Certains s'offusqueront sans doute, sous prétexte que depuis plus de six mois le gouvernement est de gauche, que c'est très important et que comme d'habitude les anarchistes ne font pas dans la nuance. Le militant de base ou le simple sympathisant de la «gauche plurielle» croit que malgré tout, il est bon que la droite ne soit plus aux affaires et qu'avec un peu de patience les choses seront moins pires. C'est une croyance tenace à laquelle nombre de personnes s'attachent encore mais qui montre quand même une sacré dose de désillusion.

Cette conception de la nécessité de conquérir le pouvoir politique relève d'une époque où être de gauche donnait à un individu des références porteuses de revendications progressistes, et lui permettait d'être ainsi partie prenante d'un rapport de force permettant de contraindre les capitalistes à concéder des améliorations économiques et sociales. Être réformiste avait un sens parce que concrètement les salariés voyaient s'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

L'État et le capitalisme acceptaient certaines revendications dans la mesure où elles s'inscrivaient à l'intérieur d'un compromis tout à leur avantage. La gauche constituait réellement une force différenciée de la droite et les anarchistes le reconnaissaient, même s'ils pensaient, à juste raison, que le réformisme et la cogestion ne conduiraient jamais à la révolution. Aujourd'hui cette vision des rapports entre gauche et droite n'a plus rien à voir avec une quelconque réalité, et les anarchistes doivent aussi en prendre la mesure.

Pour des raisons tenant tout à la fois de sa logique économique interne et d'un contexte politique nouveau (plus de «bloc soviétique») le capitalisme a accéléré sa mondialisation, accroissant les rythmes de restructuration et de concentration des entreprises industrielles et financières transnationales.

Cet engrenage impitoyable rend les modes de gestion du personnel, comme la politique des prix et des salaires, extrêmement durs. Il n'y a plus de place pour les petits cadeaux, les notes de restaurant et autres avantages jadis accordés aux cadres moyens. Pas question bien entendu d'accorder le moindre avantage au petit personnel. Au contraire il faut le bousculer, le précariser, voir le terroriser pour l'obliger à accepter des salaires de plus en plus bas, dans des conditions de plus en plus stressantes, sous prétexte de voir le site de production abandonné et le patron aller s'installer là où son profit est supérieur. La pression économique est donc individualisée, mais aussi collectivisée, puisque des entreprises, voire des régions entières, sont instrumentalisées et mises en concurrence.

Dans cette guerre économique, il n'y a plus de place pour la concertation, le respect de l'individu, ni quoi que ce soit d'ailleurs. Il y a la brutalité des faits, c'est tout. Le réformisme a fait son temps, parce que cela ne correspond plus aux nécessités économiques, ni aux jeux de pouvoir actuels.

Cette situation inédite depuis longtemps pose de sérieux problèmes à nombre d'organisations et de militants, qui trop souvent se sont reposés sur la reproduction de comportements revendicatifs acquis et perçus comme immuables. Les remises en question collectives sont très difficiles et parfois impossibles de l'intérieur.

le darwinisme politico-syndical: s'adapter ou mourir!

Certaines organisations politiques et syndicales ont perçu cette mutation et ont choisi d'être dans le camp des «gagnants». Elles développent des stratégies cohérentes pour s'adapter à cette révolution rampante. C'est le cas du P.S. et de ses satellites, comme de la F.E.N. et de l'U.N.S.A., de la C.F.D.T. et de quelques autres.

Pour eux, tout va bien, et on se bouscule pour intégrer leurs réseaux, car au bout il y a la gamelle. Le cas de la C.F.D.T. est exemplaire en ce sens que cette organisation s'est affichée ouvertement avec Juppé contre le mouvement social de 1995, et sa secrétaire générale s'est faite huer publiquement.

Elle impulse les nouvelles formes de gestion des organismes sociaux qu'elle «contrôle», poussant toujours plus à la privatisation de la protection sociale. C'est pour cela que la C.F.D.T. a l'appui du P.S. comme des patrons, sans que cela ne nuise à son développement. Elle arrive même à se fabriquer une image de syndicat de lutte. Ce fut le cas lors de la dernière grève des routiers, largement pré-médiatisée et dont l'issue a été l'objet d'une polémique virulente avec F.O., ce qui ne doit rien au hasard. Seule l'origine sociale de ses adhérents évolue, tout comme le P.S. avoue ne pas ou peu représenter les classes pauvres.

D'autres se savent plus très bien où est leur espace politique et sont soumis à des pressions internes contradictoires. C'est le cas du P.C. mais aussi de ce qui reste de l'extrême gauche, comme de la C.G.T. et de F.O. Leur légitimité idéologique est détruite et leur avenir est derrière eux. La seule référence idéologique du P.C. d'aujourd'hui se résume à un vague humanisme puisque le marxisme-léninisme n'est plus présentable.

La C.G.T., bien qu'encore encore imprégnée de la lutte de classes, marche sur une seule jambe parce qu'il lui manque les perpectives politiques qu'autrefois le P.C. se chargeait s'assumer pour elle. C'est pourtant l'organisation syndicale qui reste la mieux armée pour capter à l'avenir le prolétariat qui subit le plus les effets du capitalisme-piranhas. Le discours de la C.G.T. essaie aujourd'hui de mettre en avant des concepts inspirés d'un anarcho-syndicalisme aseptisé. Mais ne sera pas suffisant pour répondre à la radicalité sociale que requière la situation.

F.O. revendique la cogestion et a souvent pratiqué la collaboration de classe, sous un vernis d'indépendance syndicale. Ce syndicat voit son espace social se refermer au fur et à mesure que la C.F.D.T. s'intègre dans les structures gestionnaires du système. Et les coups de gueule de Blondel ne font que relever le fait que ce type de syndicalisme est bel et bien aux abois.

Cependant ces lourdes machines ont suffisamment d'inertie de fonctionnement et de permanents pour qu'elles puissent perdurer pas mal de temps, d'autant plus qu'elles rendent encore de bons "services", les choses ne se transformant que progressivement.

La gauche plurielle doit s'intégrer à l'édifice étatique ou disparaître!

C'est dans ce contexte qu'a surgit en 1997, le terme de «gauche plurielle» peu en cours auparavant. L'expression est on ne peut plus révélatrice de la désespérance de ces milieux politiques. Elle est le produit de la nécessité de resserrer les liens entre différentes composantes politiques pour éviter le naufrage et paraître fort.

Et c'est tout à l'avantage du P.S., qui a ses entrées dans les puissantes transnationales comme il a la sympathie des classes moyennes, et se trouve ainsi au centre de toutes les stratégies politiques actuelles. Le P.S. a tout intérêt à phagocyter un P.C. disposant encore de capacités militantes non négligeables. Cela lui permet très concrètement de faire passer ses textes de loi et sa politique dans les entreprises sans trop de vagues, y compris sur l'Europe et la monnaie unique.

A ce sujet, la manifestation prévue en janvier prochain par le P.C. contre l'Euro tient plus de l'enterrement que de la relance d'une dynamique de contestation. Les ministres P.C. se comportent «bien», et sont au service d'une stratégie visant à poser le parti comme une force politique

responsable, capable de prendre en compte l'intérêt général, c'est à dire sachant être à l'écoute et au service du patronat. Le P.C. espère ainsi sauver les meubles en attendant de savoir ce que pourrait être son avenir.

La gauche extrême, toutes tendances confondues, opère elle aussi sa reconversion et cherche à négocier quelques strapontins auprès du P.C., voir du P.S. Leurs critiques de la « gauche plurielle » sont étonnamment molles, alambiquées et frisent le suicide politique. Leur attitude pendant la dernière campagne électorale a été lamentable et cela ne s'est pas arrangé depuis.

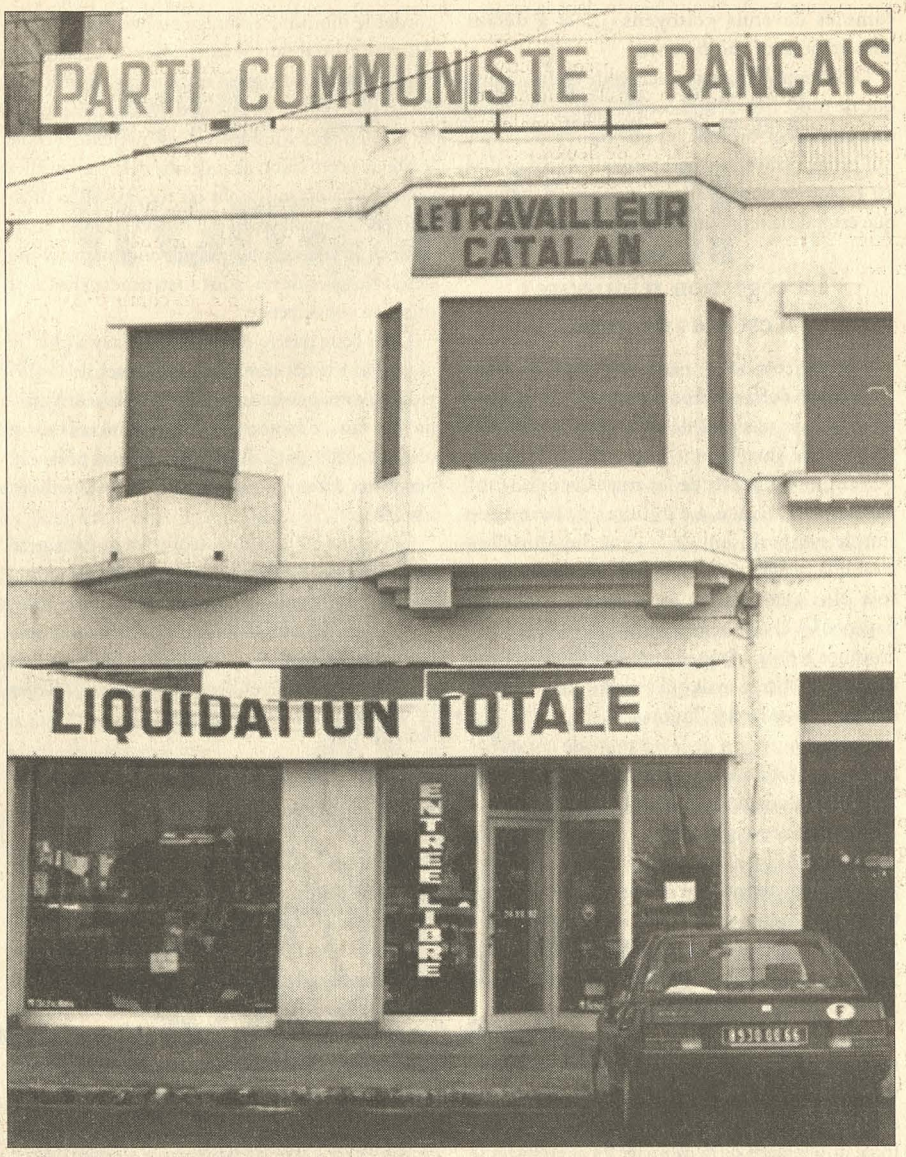
Dans une certaine mesure, cela ne fait pas vraiment l'affaire du P.S. qui préfère sûrement pouvoir disposer dans un petit coin d'une ou plusieurs organisations dites révolutionnaires. Cela peut toujours servir, en cas d'émeutes, à canaliser les choses ou à disposer de coupables pour porter le chapeau. Quand à lui, le P.C. joue avec cette extrême gauche un double jeu, les utilisant pour garder quelques zestes de radicalité tout en les repoussant pour ne pas troubler sa nouvelle image de responsabilité.

Avec Voynet la messe est dite depuis longtemps, et elle-même avoue être heureuse d'être au gouvernement. Nous la laisserons toute à son bonheur. Peut-être qu'à Noël ou à Pâques ou plus sûrement après les élections régionales, elle nous dira si elle est encore sous le charme... ce sera selon les résultats que les Verts obtiendront.

Loin d'être une simple alliance conjoncturelle, la stratégie du P.S., à travers la « gauche plurielle », consiste à intégrer l'ensemble des organisations politiques de gauche dans la machinerie institutionnelle. Et contrairement à ce qui s'est passé en 1981, le P.C. et les autres semblent bien être prisonniers de cette logique là. Tous mouillent donc la chemise et prennent une responsabilité politique majeure, qui peut bien s'avérer très dangereuse à plus ou moins longue échéance. Car pour exister, la « gauche plurielle » est obligée d'aligner toutes ses forces.

Que se passera-t-il si des mouvements sociaux ou d'opinion arrivent à se produire malgré l'étouffoir mis en place? La « gauche plurielle » n'a aucune troupe de réserve et prendra de plein fouet un éventuel échec politique. Et objectivement qu'y a-t-il comme autre recousr sinon la droite... et le F.N.?

Il reste à construire de toutes pièces un mouvement social révolutionnaire, à caractère libertaire, et c'est bien notre ambition en tant qu'organisation anarchiste. L'espace politique existe potentiellement, encore faut-il une prise de conscience collective de cette situation, et des militants pour lui donner de la consistance. Mais cette perspective nécessite à elle seule plus qu'un article de presse.



Dans l'immédiat, nous sommes bien obligés de constater que les luttes revendicatives se sont considérablement réduites et que les espoirs suscités en novembre et décembre 1995 ont été largement déçus. La politique initiée par le P.S. s'avère donc efficace et rentable... pour la classe dominante.

la « gauche plurielle » aux affaires: c'est pas la gloire!

Sur le plan économique et social, le bilan 1997 de cette « gauche plurielle » n'est pas vraiment brillant. Pour la plupart des salariés, cela se résume à quelques timides mesures: à peine + 4% pour le S.M.I.C., création de 350 000 emplois-jeunes dans la fonction publique sur des postes contestés et porteurs d'ambiguïtés à l'avenir, quelques mesures poudre-aux-yeux sur la répartition des allocations familiales, un projet de loi sur les 35 heures pour tous en l'an 2002 dont les conditions d'application sont très floues, sauf en ce qui concerne les primes allouées aux patrons, et qui laisse sous-entendre un développement et une légitimation de la flexibilité.

Par ailleurs, le cadre politique dans lequel cette politique économique s'inscrit est l'adhésion au tout libéral, tant au niveau européen et mondial que par la continuité des processus de privatisations des services publics à l'intérieur. Le premier test aura été l'affaire de Renault Vilvorde, où la stratégie patronale a été confirmée par Jospin en dépit des promesses électorales.

Traitement identique pour France Telecom, où de vagues et foireuses promesses de référendum auront permis de mettre un mouchoir sur

les engagements électoraux. Idem dans la santé, avec la restructuration des hôpitaux et des systèmes de protection sociale qui prépare activement la privatisation. Idem dans les banques et les assurances, dans l'éducation nationale et même à la S.N.C.F. (création de deux sociétés séparant les activités de vente de services des activités d'investissements en matériel et d'entretien) et ce en dépit d'un ministre communiste, etc.

Par ailleurs, toutes les études statistiques récentes font ressortir le développement de la précarité, du chômage et de la pauvreté. Les inégalités sociales s'affirment chaque jour avec plus de morve. De plus les cracks boursiers à répétition qui se multiplient en Asie présagent mal du taux de croissance de 3% à partir duquel le budget 1998 a été construit.

Et comme les investissements industriels stagnent, que la consommation des ménages ne repart pas vraiment, il n'est pas sûr du tout que les créations d'emplois puissent seulement freiner la courbe ascendante du nombre de chômeurs. Il faudra peut-être inventer une nouvelle manière de recenser les chômeurs pour maintenir leur nombre à un chiffre présentable. Ce ne serait pas une première. Il est même question de revoir les bases techniques de calcul du S.M.I.C. puisque c'est le vœu du patronat, qui prétend que ce salaire minimum est un frein à l'embauche!

Le pendant à cette politique économique antisociale, qui depuis quelques années met les libéraux de droite en compétition avec les libéraux de gauche, relève de la politique d'immigration et de la politique sécuritaire. Ce qui pour la plupart d'entre eux revient au même tant le discours d'extrême droite a diffusé dans leurs milieux.

Chacun y va de son mieux pour encadrer, policer, contrôler, réprimer, expulser et surtout terroriser des populations systématiquement présentées comme dangereuses. Les jeunes et les immigrés sont les cibles privilégiées de toute la classe politique.

Nombre de militants et de sympathisants de la «gauche plurielle» ont du mal à s'y retrouver et certains s'essaient à se démarquer de leurs représentants gouvernementaux. Néanmoins, sur ces aspects là aussi le carcan «gauche plurielle» arrive à peser suffisamment pour réduire à peu les manifestations de solidarité avec les sans-papiers et les populations d'origine immigrée.

Attention, les violences peuvent précéder un retour de la lutte de classes!

Depuis plusieurs mois, la violence sociale s'accroît, et elle est l'objet d'une instrumentalisation de la part des partis politiques. Elle se manifeste dans tous les espaces de vie collective, bien sûr, transports, écoles, centres commerciaux, etc., mais touche aussi en profondeur l'intimité des foyers. Les internements «provisoires» en hôpitaux psychiatriques ou dans les centres sociaux pour jeunes sont moins spectaculaires qu'un bus qui flambe mais ils n'en sont pas moins dramatiques. Sauf à croire que cette violence est le fait d'individus génétiquement marqués ou ayant irrémédiablement sombré dans la folie furieuse, il y a bel et bien là l'expression d'une désespérance collective produite par une absence de perspective politique et sociale.

Cette désespérance n'a pas commencé avec l'arrivée de la «gauche plurielle» au pouvoir, bien sûr, mais il faut prendre acte que cette soit-disant nouvelle donne politique n'a amené aucun enthousiasme, offert aucun espoir, ni changé un iota du quotidien des millions de pauvres qui crèvent d'ennui et qui accumulent les rancœurs.

La désespérance semble s'aggraver depuis que Jospin est Premier ministre.

Cette situation est dangereuse parce qu'elle permet au F.N. de se renforcer idéologiquement et électoralement. Mais le Pouvoir, apeuré par les pressions sociales résultant de sa politique économique, et influencé par la demande sécuritaire des classes possédantes, ne sait que multiplier les mesures policières, et se prépare à des situations de crise forte. Une spirale «violence/répression» s'est enclenchée, qui pourrait bien nous amener à des situations de répression institutionnelle meurtrière.

Mais politiquement, il est plus intéressant de voir les populations plus se préoccuper de leur sécurité que de les voir réfléchir à leur rapport avec les classes pauvres issues de l'immigration, comme c'était le cas en janvier et février derniers. Mais c'était avant les élections, bien sûr. Chacun a encore en mémoire les pétitions et autres déclarations de solidarité qui avaient surgi spontanément des milieux intellectuels, entre autres.

A coup sûr ces protestations et ces élans de générosité permettaient de poser les problèmes sociaux d'une manière plus ouverte et plus humaine, laissant entrevoir de belles perspectives d'entraide, et à terme des changements d'attitude collective dans notre rapport aux autres. Encore un enthousiasme saccagé pour cause de responsabilité gouvernementale!

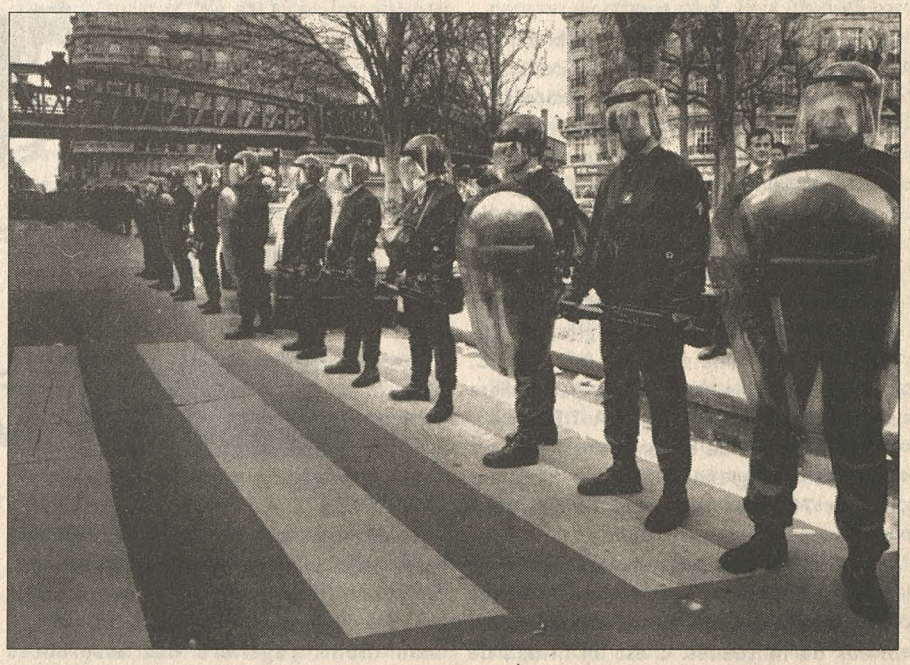
L'année 1997 aura été une nouvelle fois une année de dupes dans le sens où les salariés savent que plus aucune organisation ne porte leurs espoirs d'émancipation.

Le problème est que, collectivement, ils ne savent pas, ou ne veulent pas se donner les moyens d'entrer en rupture ouverte avec la représentation politique.

Tout fonctionne en négatif et par peur du vide. On vote à gauche sans y croire, par réflexe, et en référence à une époque révolue. On râle et on dénonce l'incivisme, la violence, et on exige de la sécurité tout en sachant que c'est le produit de la misère sociale, et que rien ne peut, dans la logique des processus actuels, l'enrayer. On continue à vivre malgré tout, en naviguant entre les écueils, en fermant les yeux, et en espérant que les mauvais coups passeront à côté.

Chacun attend que quelque chose craque, ou se passe, tout en le redoutant parce que chacun pressent que cela risque d'être autrement plus dangereux que quelques jets de pierres. Finalement, en 1997, quelques jeux électoraux auront permis d'effacer complètement le souvenir de l'automne 1995. Les brèches ont été colmatées... Jusqu'à quand?

Bernard (groupe Déjacque)



Sécurité sociale

Les enjeux d'une lutte

En 1995, le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale déclenchait un mouvement social impressionnant... qui n'a malheureusement pas suffi. Depuis, le plan Juppé est rentré en application. Et Jospin a suivi à la lettre les projets de son prédécesseur. C'est que la réforme de la Sécurité sociale est très loin d'être un dossier mineur sur lequel le pouvoir politique pourrait improviser à sa guise. Le démantèlement de la Sécu s'inscrit dans un processus global de restructuration capitaliste. Les enjeux, pour les bourgeoisies, sont énormes, car les budgets de la protection sociale dépassent les 2 000 milliards de francs par an, soit près du tiers du P.I.B. C'est pourquoi la lutte pour la défense de la protection sociale en général, et de la Sécurité sociale en particulier, doit s'inscrire dans nos priorités. De par nos réflexions et nos expériences sur les questions du mutuellisme, de l'autogestion et des pratiques de solidarité, nous avons des réponses spécifiques et originales à apporter dans ce combat populaire.

l'évolution du système de protection sociale

La Sécurité sociale (avec ses trois branches: maladie, famille et vieillesse) ne constitue qu'une partie du système de protection sociale, qui se structure sur trois grands niveaux. D'abord, on trouve le système que nous qualifierons de «basique». C'est celui dont bénéficient le plus grand nombre de personnes, le système commun si l'on peut s'exprimer ainsi. Il est constitué par le régime général de sécurité sociale, mais également par d'autres régimes d'indemnisation comme celui des A.S.S.E.D.I.C. et par l'ensemble des régimes particuliers obligatoires (S.N.C.F., R.A.T.P., fonctionnaires, etc.). Ce système «basique» est en constante régression depuis le milieu des années 70, sous les attaques des gouvernements successifs.

Un second niveau du système de protection sociale est formé par l'ensemble des assurances complémentaires, assurances privés ou mutuelles. C'est un niveau de «confort» (bien que cette notion soit très relative) qui s'élargit aujourd'hui avec l'apparition des fameux fonds de pension pour les retraites. Ce niveau est donc actuellement en expansion sous la forte pression des puissances financières (banques et assurances).

Enfin, un troisième et dernier niveau a pour finalité de gérer la misère. Il repose à la fois sur l'État et sur un ensemble d'acteurs privés composé d'une kyrielle d'associations humanitaires. On y retrouve les allocations d'assistance publique, et des allocations différentielles comme le R.M.I. Mais on y retrouve également les Restos du cœur, les Petits frères des pauvres, le Secours populaire, qui constituent en quelque sorte la protection sociale «de la dernière chance»... dispositifs «d'assistance publique» destinés aux plus pauvres dessinent la tendance générale de l'évolution du système de protection sociale.

Une évolution qui répond aux transformations de l'économie capitaliste de ces dernières décennies et à ses conséquences. La recherche d'une rentabilité maximale dans tous les domaines s'est traduite par les politiques de rigueur, avec des baisses continuelles des budgets des services publics. L'affaiblissement planifié des régimes de base fait partie intégrante de cette logique. Depuis le milieu des années 1980, l'accroissement des inégalités a généré une augmentation sensible du nombre de «lumpenprolétaires» qualifiés d'exclus ou

Inutile de préciser que ce niveau recouvre des pans de plus en plus vastes de la société!

En résumé, le démantèlement progressif et continu des systèmes de base, la progression non moins régulière des assurances complémentaires et privées ainsi que des de nouveaux pauvres, et qui ont constitué la nouvelle clientèle des structures caritatives logiquement appelées à croître et à multiplier...

Et puis, la dictature de plus en plus totale des marchés financiers – liée à la mon-

dialisation de l'économie – a mis le Capital en appétit des sommes brassées sur le marché de la santé et par les fonds de pension... Dans le cadre d'un marché toujours plus segmenté, le Capital veut exploiter au mieux les besoins solvables des classes moyennes et moyennes-supérieures.

Les objectifs du Capital

Pour le capitalisme, l'essentiel est d'entretenir la force de travail de sa main d'œuvre! C'est une vérité élémentaire de ce système. Tout ce qui s'inscrit dans le cadre d'une santé de qualité doit par conséquent être considéré comme superflu. Bien sûr, on pourra objecter que l'industrie pharmaceutique est un secteur fort lucratif, mais il n'en reste pas moins que le fait de consacrer 8 ou 10% du P.I.B. à la santé des citoyens demeure un manque à gagner: l'énergie (au sens large du terme), la force de travail, les investissements engagés pour ces besoins de santé ne pouvant l'être pour d'autres productions plus profitables.

Cependant, pour saisir la logique globale des attaques menées contre la protection sociale, un élément parait encore plus essentiel. Le schéma qui prévalait entre 1945 et 1975 (période dite des Trente glorieuses) n'est plus opérationnel et la rupture avec le modèle fordien est consommée. Ce schéma se résumait au circuit suivant: de forts gains de productivité se traduisaient par des augmentations de salaires, c'est-à-dire la distribution de pouvoir d'achat supplémentaire. Cela renforçait la demande intérieure (nationale), ce qui permettait de vendre plus, donc d'encourager l'investissement, et la croissance de la production etc.

De nos jours, devant la montée en puissance de la mondialisation de l'économie, le poids des marchés intérieurs est relégué loin derrière celui des marchés extérieurs. Autrement dit, cela explique pourquoi la bourgeoisie n'a plus du tout le même intérêt qu'auparavant à soigner le pouvoir d'achat des consommateurs résidant dans «son» pays. C'est même l'inverse. Être compétitif sur les marchés internationaux suppose de faire baisser le coût du travail par tous les moyens. Ce sera le premier objectif de la bourgeoisie. Un objectif auquel s'en ajoute un second, très «pragmatique»: mobiliser suffisamment de nouveaux capitaux (ce qui nous amènera au problème des fonds de pension).

Comme chacun sait, il y a deux formes de salaires: les salaires directs (ceux versés directement par l'employeur) et les salaires indirects (ou de transfert), c'est-à-dire ceux qui vous sont reversés sous forme de prestations (remboursements de soins, allocations familiales, retraites) après avoir été collectés par le système des cotisations sociales.

S'attaquer aux salaires directs, le patronat ne s'en prive pas! Les salaires nets de 1996 ont par exemple baissé de 1,3% en moyenne (source I.N.S.E.E.). Le «partage du travail» tel qu'il se pratique aujourd'hui permet aux employeurs de diminuer ou de bloquer la masse salariale, au nom de la sacro-sainte défense de l'emploi.

Les salaires différés dans la ligne de mire

Mais s'attaquer aux salaires indirects représente des centaines de milliards de francs de profits supplémentaires. On peut même dire que la bourgeoisie a beaucoup plus à gagner, et rapidement, sur les revenus de transfert que sur les salaires directs. En effet, ces derniers sont déjà bien mis à mal et ne peuvent être abaissés brusquement sans provoquer de vives réactions. Par contre, des économies drastiques peuvent être faites sur les salaires différés. Pour cela, il suffit soit d'interrompre ou de diminuer les collectes, soit de réduire les versements.

La première opération se fait en multipliant par exemple les exonérations de charges que les employeurs versent à l'U.R.S.S.A.F. (organisme chargé de collecter les cotisations sociales de la Sécurité sociales) et en accumulant les impayés. La seconde opération consiste à mettre en œuvre les politiques de restriction des soins. Ce sont, pour ne citer encore qu'un seul exemple, la fermeture et la restructuration de services hospitaliers, d'après les recommandations des nouvelles Agences régionales d'hospitalisation; ou encore les baisses de remboursement des soins, le gel des retraites etc.

Finalement, l'idéal, pour les patrons, serait de cesser tout paiement de charges et de laisser les salariés se payer leur protection sociale sur leurs salaires actuels. Cela représenterait un profit supplémentaire annuel de plus de 1 000 milliards de francs (ensemble des cotisations sociales patronales versées à l'U.R.S.S.A.F. chaque année). 1 000 milliards de francs par an, voilà de quoi faire rêver intensément la bourgeoisie. Pour mieux se rendre compte de ce que représente ce chiffre, on peut très approximativement estimer que l'ensemble des profits peut se situer aux alentours justement de ladite somme de 1 000 milliards – selon les modes de calculs. Pour ainsi dire, avec la casse totale du salaire différé, la bourgeoisie verrait ses profits annuels doubler!

Les fonds de pension: du capital «libéré»...

C'est le second objectif de la bourgeoisie, qui relève du même besoin que le précédent: se renforcer sur la scène capitaliste mondiale, c'est pouvoir mobiliser des capitaux. Or, le système de protection sociale actuel, basé sur la principe de la répartition, a un grand défaut: par définition, il ne permet pas de capitalisation. En effet, tout ce qui est cotisé sert immédiatement pour payer les prestations du moment. En clair, les pensions de retraite, les remboursements maladie et les allocations familiales de 1997 sont payées sur les cotisations sociales de la même année. Mais si les individus sont mis dans l'obligation de se constituer un pécule pour se garantir une couverture pour leurs soins ou pour s'assurer leur retraite, cette épargne pourra travailler et faire des petits sur les places financières. Actuellement, les fonds de pension aux États-Unis brassent plus de 5000 milliards de dollars pour 65 millions d'Américains. Ces régimes d'employeurs se sont développés entre 1950 et 1970, avec bien entendu d'importantes différences de couverture en fonction de la taille de l'entreprise, du secteur d'activité, de l'ancienneté etc. Les fonds de pension se sont également développés en Allemagne où les actifs se montent à 500 milliards de Deutschmarks. L'obstacle majeur au développement des fonds de pension reste cependant l'instabilité des marchés monétaires. L'Euro devrait donc considérablement arranger les promoteurs de ces fonds. Quant aux risques de détournements et d'escroqueries, l'histoire du fond de pension du groupe de Robert Maxwell parle d'elle-même. Magnat de la presse, chef d'entreprise connu dans le monde entier, «Captain Bob» avait promis à ses 32000 salariés de confortables compléments de retraite. A la mort du milliardaire, la déception fut cruelle: les actifs avaient été habilement «siphonnés» pour soutenir les cours de ses sociétés cotées en Bourse!

le «trou de la Sécu» ou l'histoire d'un leurre

Bien entendu ces objectifs du Capital devaient être masqués. Il fallait trouver un prétexte et ce sera le prétendu déficit des caisses du régime général. Grâce à des campagnes médiatiques incessantes - et l'on peut dire grâce à l'une des plus grandes opérations d'intox de notre monde moderne -, le «trou de la Sécu» va devenir un élément familier du paysage politico-social! Mais il nous sera facile de réfuter les arguments se référant à ce fameux déficit...

Juppé, avant l'annonce de son plan, parlait d'un déficit cumulé de 230 milliards de francs. Ce chiffre est censé frapper les esprits par son importance mais, en lui-même, il ne signifie pas grand chose. Il est beaucoup plus amusant de le mettre en comparaison avec d'autres données! On peut, par exemple, le comparer au déficit du Crédit lyonnais (qui s'est monté à 130 milliards de francs) ou encore au budget de l'armée (1 110 milliards de francs pour la loi de programmation militaire 1997/2002). Mais bon, comme l'on dit, c'est une question de «valeurs»... La farce est encore plus évidente lorsqu'on fait l'analyse des recettes et des manques à gagner de la sécu. Le coût du chômage est énorme, puisqu'on estime habituellement que 100 000 emplois correspondent à environ 8 milliards de cotisations. Trois millions de chômeurs retrouvant un emploi engrangeraient par conséquent une rentrée supplémentaire de 240 milliards de cotisations (une somme supérieure au déficit cumulé de 1995). Nous avons ensuite les impayés du patronat, dont le cumul s'élevait en 1993 à 75,4 milliards de francs et qui se montaient, au seul titre de l'exercice 1996, à plus de 18 milliards de francs. Nous avons enfin l'ensemble du dispositif des «aides à l'emploi» qui sont en réalité des aides directes au patronat. Les exonérations de charges représentent un montant de plus de 78 milliards de francs en 1997 (source: *Liaisons Sociales*, Comptes du régime général, octobre 1997).

Des revendications de ruptures... à la révolution sociale!

Notre premier souci sera d'organiser la contestation du discours dominant, de contrer ces opérations d'intox. Il faut déjà essayer de comprendre et de faire comprendre les réels enjeux, autour de la protection sociale, tout en évitant les débats de techniciens qui ne font que brouiller les cartes. Il nous faut ensuite avancer des perspectives concrètes. Il s'agit de définir ce que nous voulons défendre et ce vers quoi nous voulons aller. Nous savons pertinemment que les institutions de la protection sociale ont été, et sont encore, pour l'État démocratique, un outil de pacification sociale. D'ailleurs, Bismarck n'avait-il pas inauguré en la matière, dans l'Allemagne des années 1880, les lois sociales, dans l'objectif de contrer la menace que représentait le mouvement socialiste? Mais il ne peut être question d'en rester là. Il s'est parfois trouvé des énergumènes pseudo-révolutionnaires pour qualifier de réformiste la défense de la Sécurité sociale. Cette absence de logique est affligeante, car, dans des périodes de forte régression sociale, «l'existant» est évidemment à défendre si on ne veut pas prendre le risque de descendre encore bien plus bas! En fait, la vrai question est de savoir comment définir des revendications de rupture.

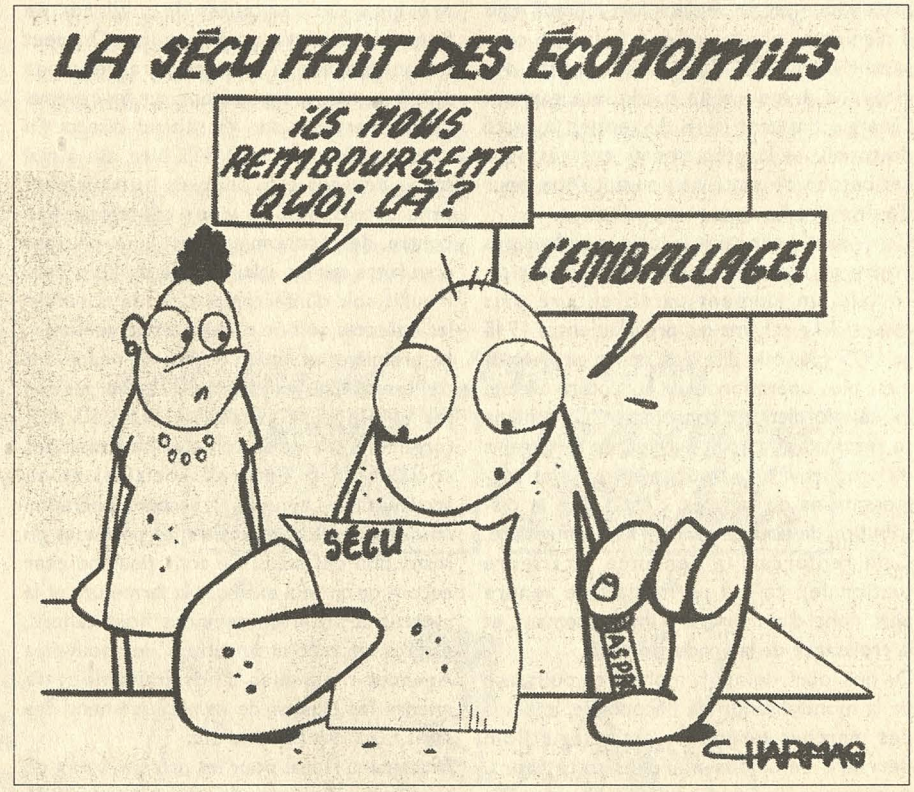
L'action politique, au bout de laquelle se trouve éventuellement une société plus ou moins comme nous la rêvons (sûrement moins que plus d'ailleurs!) est constituée de mouvements sociaux et d'interventions politiques aux seins de ces mouvements. Nous partons toujours d'un point A pour essayer d'arriver à un point B. Et le chemin pris est soumis à ce que l'on appelle des choix stratégiques et tactiques. Tout cela pour dire que le concept de «revendication de rupture» nous semble essentiel à une démarche révolutionnaire, pratique, ancrée dans les luttes du mouvement ouvrier.

Les revendications de rupture prennent racine dans les problèmes actuels et quotidiens. On les nomme ainsi parce qu'elles contiennent ou renvoient en elles-mêmes à des valeurs, des notions, des pratiques incompatibles avec les règles du jeu du système capitaliste et étatique; parce qu'elles véhiculent un projet sociétaire radicalement différent. Les revendications de rupture peuvent, sur le sujet de la protection sociale, s'articuler autour des axes suivants...

Il s'agit de refuser toute étatisation comme toute privatisation des organismes de protection sociale. Les lois de financement de la sécurité sociale que Juppé qualifiait de clef de voûte de son projet de réforme et dont le gouvernement Jospin a hérité sans sourciller, sont en réalité un pas vers la privatisation. Le pouvoir met la sécu sous contrôle du Parlement pour avoir ensuite la possibilité de la démanteler. La fonction de la C.S.G. rentre dans ce cadre. En effet, la C.S.G. est un impôt et non pas une cotisation sociale. Alors que la cotisation sociale maladie était par définition attribuée automatiquement à la Sécurité sociale, la C.S.G. peut être affectée à n'importe quel budget de l'État. En opérant le transfert des cotisations sociales sur la C.S.G., le gouvernement Jospin a fini de placer la sécu sous perfusion. Il ne restera plus qu'à attendre le moment opportun pour débrancher le malade...

Quand on observe donc ce qui se passe réellement, les discours de la gauche et de l'extrême gauche, qui ne cessent d'en appeler à l'intervention de l'État, ne peuvent que nous paraître encore plus démagogiques et pitoyables. Contre le totalitarisme du marché ou contre la dictature de l'État, nous ne pouvons envisager qu'une seule alternative: se réapproprier directement les richesses, les services publics et... la sécu!

Notre rôle est de tout faire pour que les



salariés se réapproprient les organismes de protection sociale. Notre objectif est donc d'en finir avec la cogestion bâtarde avec l'État et le patronat qui, pour nous, ne seront jamais des «partenaires sociaux»! La sécu est à nous, elle doit être gérée par nous et, concrètement, par l'intermédiaire d'administrateurs, clairement et précisément mandatés, étroitement contrôlés par tous les assurés. Il reste, sur ce point, une interrogation à laquelle on ne peut échapper, surtout lorsque nous sommes confrontés aux mouvements politiques de gauche. Que proposons-nous concernant le système de financement?

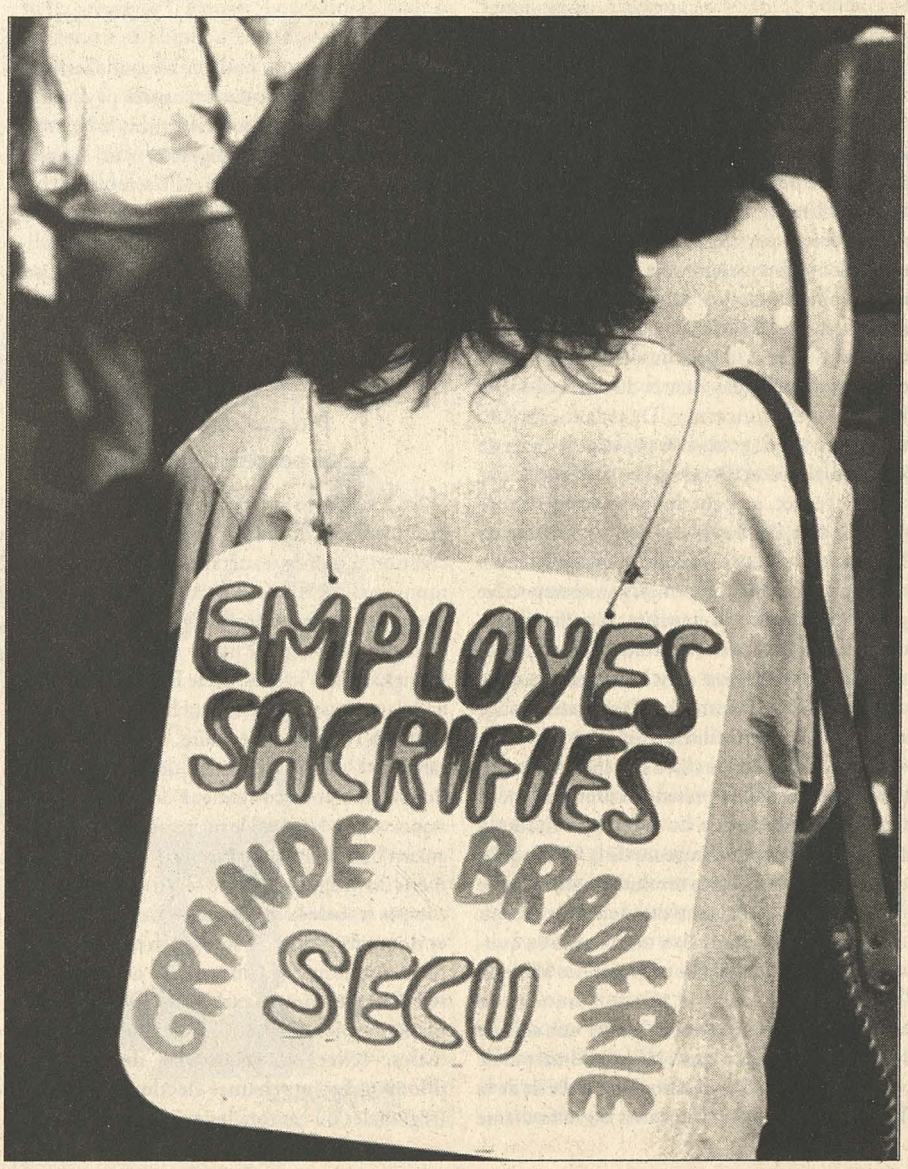
Taxation des profits ou augmentation massive des salaires?

Si les salariés se réapproprient la Sécurité sociale, ce n'est pas pour gérer leur misère actuelle. En d'autres termes, la revendication autogestionnaire se couple forcément avec celle de l'égalité économique et sociale: il faut reprendre au patronat ce qu'il nous vole. Pour accroître les recettes de la Sécurité sociale, deux options sont possibles. Soit on revendique la taxation des profits (comme le font entre autres le P.C.F., L.O., la L.C.R. etc.), soit on table sur de massives augmentations de salaires, à réinjecter ensuite dans le régime général, ce qui est aussi une manière de s'attaquer aux profits... Nous marquerons ici notre préférence pour la seconde méthode, car l'idée de «taxer les profits» pose problème: elle implique d'en appeler à l'intervention de l'État (seule institution légitime à prélever l'impôt). Tandis que les revendications en faveur d'augmentations de salaires sont, à notre avis, beaucoup moins sources de confusions. De plus, on peut penser que lorsque les salariés seront en mesure d'imposer une taxation significative des profits, ils seront aussi en mesure d'obtenir des augmentations massives de salaires! Donc, autant privilégier tout de suite la revendication la plus intéressante politiquement. Si les salariés ont, par leurs luttes, arraché des augmentations, ils ne doivent rien à l'État. Même aux yeux des éléments les moins politisés du mouvement ouvrier, l'idée de l'autonomie de classe et d'auto-organisation peut faire son chemin...

La satisfaction intégrale des besoins et la gratuité

Ce dernier axe est directement en rapport avec notre projet sociétaire, fédéraliste et solidaire. Il s'ancre également dans l'actualité, car aujourd'hui des centaines de milliers de personnes se retrouvent sans aucune protection sociale, des millions de retraités survivent avec un minimum vieillesse, tout cela parce que le versement des prestations est conditionné à des durées (et des montants) de cotisations. Des milliers «d'étrangers» se trouvent également privés de droits sociaux... Partout et toujours, il est donc nécessaire de revendiquer la satisfaction intégrale des besoins des individus, cette satisfaction suivant une logique résolument contraire aux lois de l'économie et de la gestion capitalo-bureaucratique. En fonction des circonstances et des opportunités nous pouvons exiger le maintien intégral du revenu pour les chômeurs ou l'obtention d'une indemnisation équivalente à un vrai salaire pour celui qui n'a pas assez ou jamais travaillé, exiger le maintien des pensions de retraite à 100% du dernier salaire ou l'obtention de pensions équivalent à de vrais salaires, etc. Mais la revendication qui reste la plus intéressante idéologiquement est sans aucun doute celle de la gratuité des biens et des services, puisqu'elle se place directement (et symboliquement) en opposition à la logique marchande. La gratuité (que ce soit pour l'accès aux soins, le logement, les transports...), couplée à l'aspiration de l'autogestion généralisée de la société, doit demeurer un axe fort de notre action. Les arguments majeurs étant qu'il y a suffisamment de richesses produites, et que le seul problème est la répartition égalitaire de ces richesses, et qu'aucun d'entre nous ne peut être tenu responsable des conséquences du système capitaliste et de la concurrence féroce qu'il engendre. Bref, c'est bien la formule «A chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens» qui doit inspirer notre politique.

Régis. – groupe Dejacque



politique

Le post-fascisme est-il soluble dans la démocratie blindée ?

Autour de la brochure « Du fascisme au post-fascisme - mythes et réalités de la menace fasciste, éléments d'analyse et propositions d'action » (1997, 62 p., éditions du *Monde Libertaire*)

LA RÉSURGENCE DU FASCISME apparaît comme une véritable crise de civilisation à l'aube du XXIe siècle. Pourtant, il faut souligner que deux des trois principales puissances de la Triade industrielle, les États-Unis et le Japon, ne sont pas touchées explicitement par ce phénomène qui, dans son expression politique spécifique, reste cantonné à des groupuscules ou à des sphères d'influence dans l'orbite des grands partis conservateurs. C'est la « vieille » Europe, au demeurant le berceau historique du fascisme et du national-socialisme, qui est concernée. Dans la mesure où toute analyse qui ne se situe pas dans le cadre de la mondialisation du capital et des États serait vouée à l'échec, on peut donc s'interroger sur ce que cela signifie. La résurgence du fascisme en Europe est-elle une exception passéiste, un résidu, inquiétant certes mais sans perspective profonde, ou bien, au contraire, la préfiguration de ce qui pourrait arriver partout ailleurs, à l'instar de ce qui s'est passé dans les années trente et quarante lorsque fascisme brun et fascisme rouge ont gagné la quasi totalité du monde?

La recomposition du bloc soviétique et la disparition officielle du prétendu communisme, à l'exception mineure de Cuba ou de la Corée du Nord, et à l'exception majeure de la Chine qui a consacré le nationalisme révolutionnaire comme moyen de sortir du sous-développement, ont offert au fascisme européen une chance de quitter le ghetto où sa faillite et la victoire alliée en 1945 l'avaient confiné. Cette conjonction confirme bien la nécessité de garder une analyse mondiale des événements. Ne la perdons pas de vue en examinant la situation de l'Italie et de la France, deux pays importants où le fascisme arrive aux portes du pouvoir central. Certes la montée du fascisme dans d'autres pays européens comme la Belgique, l'Autriche, la Norvège ou la Grèce, n'est pas négligeable, mais, à moins de brusques changements, elle semble encore loin du pouvoir. En Allemagne, où le national-socialisme est constitutionnellement et juridiquement banni, l'agitation xénophobe et raciste profite à d'autres forces politiques et joue son rôle de sub-culture réactionnaire parfaitement digérable par le système en place.

Ne pas exagérer la percée du F.N.

En France, le lepénisme se structure sur le plan interne et organique: formation des cadres, création d'une bureaucratie lepéniste dans les municipalités F.N.... Les stratégies sont différentes suivant les endroits mais elles ne sont pas antagoniques: une ligne dure à Orange, Marignane et Vitrolles, où le F.N. a gagné grâce au bilan désastreux de la gauche, une ligne plus souple à Toulon, où le maire, qui provient des rangs de l'U.D.F., a bénéficié de l'effondrement du système politico-mafieux de la droite classique, voire à Nice, où le maire néo-R.P.R. est un ancien bras droit de Le Pen. Le F.N. tente également de progresser sur le terrain social, mais, compte tenu de la résistance des forces de gauche et des ambiguïtés de son propre programme socio-économique (libéralisme ou non? Que signifie lutter contre l'exclusion pour le F.N.?), il ne perce guère: échec aux élections prudhomales, échec ou stagnation de syndicats pilotes... Les prochaines élections politiques (régionales ou cantonales au printemps 1998) vont nous montrer si le F.N. a atteint son seuil maximum ou s'il est capable de progresser.

A cet égard, il faudra se garder des commentaires propagés un peu partout qui ne cessent de gloser sur l'ascension constante - et par conséquent présumée irrésistible - du F.N. dans les urnes alors que celui-ci peut stagner ou reculer (comme dans la région parisienne). Après tout, avec ses 4,5 millions de voix au présidentielles de 1995 en France métropolitaine, Le Pen n'obtient qu'un gain de 169 299 voix par rapport à son maximum antérieur des présidentielles de 1988, ce qui représente seulement... 0,4% des inscrits (1). Deux ans après, aux législatives de 1997, le F.N. régresse avec ses 3,7 millions de voix mais cela n'empêche pas les médias de mettre en exergue « la progression du F.N. », à l'image du journal *Le Monde* (numéro du 27 mai 1997) (2).

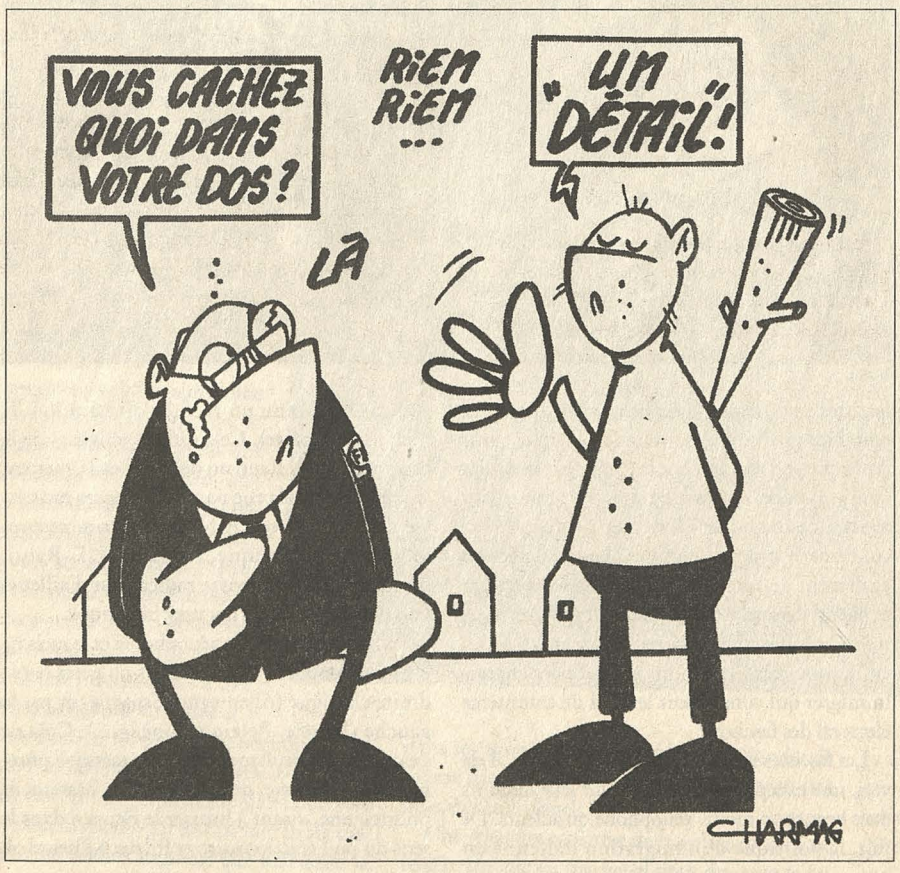
Il va sans dire que cette exagération du vote F.N. profite aux divers protagonistes du jeu politicien: à l'extrême droite, bien sûr, à la droite, qui espère bénéficier de cette dynamique, mais aussi à la gauche qui, compte tenu du bilan catastrophique légué par le mitterrandisme, compte plus que jamais sur le sursaut antifasciste de son électorat pour se faire élire, quitte à surestimer le danger lepéniste. Cette manipulation est d'autant plus pernicieuse qu'elle cherche non seulement à culpabiliser ceux qui refusent de cautionner l'électoralisme antifasciste mais, aussi et surtout, à alimenter la progression du fascisme qu'elle dénonce. C'est un peu comme le double jeu de la gauche en 1982-1984 qui a donné la parole à Le Pen dans les médias publics et qui lui a aussi donné des députés en instaurant la proportionnelle (une saloperie qu'il ne faudra jamais

oublier), avec pour objectif à peine masqué de diviser la droite classique.

Du néo-fascisme au post-fascisme en Italie

En Italie, le processus est beaucoup plus avancé. Le M.S.I. (Mouvement social italien, Movimento Sociale Italiano), créé en décembre 1946 par les héritiers de Mussolini, s'est transformé en Alliance nationale (A.N., Alleanza nazionale) en janvier 1994. Depuis des années, les néo-fascistes avaient tenté, sous la houlette du leader Giorgio Almirante, d'intégrer le jeu démocratique. Ils avaient failli réussir, à la suite de quelques succès électoraux, si la Démocratie chrétienne ne s'y était opposée pour des raisons conjoncturelles (stratégie de la tension durant les années de plomb) et pratiques (maintien de son système clientéliste). Mais à partir du moment où le système pivotant autour de la DC se désintégra (opération «Mains propres») et que, simultanément, le Parti communiste italien lui-même se relifta, à la suite de la recomposition soviétique et de la décomposition du Parti socialiste italien (création du P.D.S. et de Refondation communiste), l'ouverture devint possible.

Pour les fascistes italiens, le grand jour arriva lorsque Silvio Berlusconi déclara, le 23 novembre 1993, lors de l'élection qui opposait le Vert Francesco Rutelli au M.S.I. Gianfranco Fini pour la mairie de Rome, qu'il voterait pour Fini s'il habitait Rome. Dans sa conquête du pouvoir, le leader de la nouvelle mais fragile organisation Forza Italia avait en effet besoin du M.S.I. pour contrer la non moins nouvelle Ligue du Nord qui chassait sur les mêmes terres que lui: au sens propre (l'Italie du Nord, fief de la Ligue comme de la Fininvest de Berlusconi) et au sens figuré (les idées), mais en plus radical: anti-fiscalisme poujadisme, néo-fédéralisme, néo-libéralisme, nouvelles couches urbaines de "l'Italie qui réussit". Les fascistes du M.S.I. ont compris le message et ont parfaitement joué le jeu: sous la houlette du nouveau secrétaire Gianfranco Fini, ils se transforment donc en Alliance nationale. Au total, l'opération est largement réussie: Berlusconi fait entrer l'A.N. au gouvernement tandis que la Ligue subit en mars 1994 un recul électoral en Italie du Nord, là même où Forza Italia progresse (Piémont, Lombardie), pour se replier sur son bastion historique (l'avant-pays alpin, Varèse, Bergame, Vérone, la Vénétie, le Frioul). L'Alliance nationale post-fasciste enregistre à cette occasion ses meilleures scores électoraux: 13,5% des suffrages exprimés à l'échelon national, soit 109 députés, avec des pointes de 24,7% à Rimini, 22,2% à Rome, 21,2% à Bari, tout en restant très faible là où domine la Ligue.



La victoire de la coalition de gauche l'Olivier aux élections d'avril 1996 semble mettre un terme à ce schéma. Malgré tout, les post-fascistes progressent. L'A.N. obtient 15,7% des voix, avec 93 députés et 43 sénateurs, confirmant son enracinement au centre (22,2%) et au sud (19,2%) de la péninsule, et sa relative faiblesse au nord (11%). Comme le souligne le rapport 97 du C.R.I.D.A., la défaite d'avril «pose en grand la question du leadership à droite: Berlusconi ou Fini. La recomposition des droites est en marche» (3).

En attendant la suite des opérations, il n'est pas inutile de s'interroger sur la nature de la mutation du néo-fascisme italien en post-fascisme. Certains observateurs mettent l'accent sur l'évolution des comportements (4), d'autres sur la continuité idéologique (5). En tout état de cause, la filiation avec le fascisme historique demeure. Outre les faits relevés dans la récente brochure des Éditions du Monde libertaire, on peut souligner la position de Fini qui déclare au congrès de 1994 qu'il s'oppose toujours au «système de valeurs et de vie du monde occidental (démocrato-libéral en politique, capitaliste en économie, laïc et matérialiste sur le plan spirituel) et qu'il veut extraire du fascisme «les intuitions encore valides aujourd'hui et actuelles». Sachant que, lors de son investiture au congrès M.S.I. de 1987, il s'était prononcé pour «un fascisme de l'an 2000 [parce que] ses valeurs sont éternelles, non modifiables et non historicisables», on comprend que l'extraction de ces valeurs-là sera quasi totale et bien fasciste (6).

Le post-fascisme traduit également une géopolitique interne, particulière à l'Italie, qui se situe à deux niveaux:

- Il défend l'unité italienne en s'opposant aux tendances fédéralistes ou sécessionnistes incarnées par la Ligue du Nord. C'est d'ailleurs conforme à sa tradition historique, Mussolini déclarant au congrès fasciste de 1921: «c'est la volonté du fascisme qu'il n'y ait plus de Vénitiens, de Romagnols, de Toscans, de Siciliens et de Sardes à l'intérieur de ses frontières, mais des Italiens, seulement des Italiens. C'est pourquoi le fascisme s'opposera à toute tentative séparatiste; et si les autonomies qui se déclarent à présent devaient nous conduire au séparatisme, nous aurions le devoir de nous y opposer. Nous sommes en faveur d'une décentralisation administrative, et non de la division de l'Italie» (7); de fait, le fascisme est électoralement bien implanté là où "l'italianité" semble menacée, comme dans la ville de Bolzano (Trentin-Haut-Adige) qui est entourée par un monde rural germanophone (8).

- Et, dans la foulée, le fascisme symbolise une

certaine forme de redistribution socio-économique incarnée par l'État central unitaire; cela explique son succès auprès de certaines couches urbaines fragilisées et, surtout, dans le Mezzogiorno où, contrairement au fascisme historique né dans la plaine du Pô, il a constitué un nouveau bastion dans l'après-guerre, comme dans les Pouilles qui vont fournir deux des cinq ministres A.N. au sein du gouvernement Berlusconi (9).

De la même façon qu'il a aidé Berlusconi à contrer tactiquement l'avancée électorale de la Ligue du Nord, le post-fascisme permet de contrebalancer, structurellement et stratégiquement, les sécessionnismes et les régionalismes qui menacent l'intégrité ainsi que la puissance de l'État italien. Tous les compromis sont à cet égard possibles, comme en témoigne la rencontre entre les délégations de la Ligue et de l'Alliance nationale, le 9 avril 1994, qui aboutit à une mise en veilleuse du fédéralisme chez la Ligue, laquelle renonce à son principe de double souveraineté de l'État et de la macro-région (10). Cette reculade va d'ailleurs conduire Gianfranco Miglio à rompre avec Umberto Bossi et la Ligue dont il était le théoricien (11).

La fascisation de la démocratie va de pair avec la démocratisation du fascisme

Le fascisme italien se distingue du point de vue géopolitique interne du fascisme français. Celui-ci reposait davantage, dans le passé, sur le régionalisme. Actuellement, ce phénomène est plus discutable et moins perceptible. Car, à l'exception de l'Alsace, l'implantation politico-électorale du F.N. ne recouvre pas les grandes lignes de fond des régionalismes hexagonaux. Sa puissance autour du littoral méditerrannéen s'explique largement par l'héritage spécifique de l'O.A.S. et des pieds noirs et par leur confrontation avec une importante immigration nord-africaine.

De façon parallèle, le virage social-démocrate des Verts français, grâce au triomphe de la tendance Voynet sur la tendance Waechter, semble reléguer aux calendes toute hypothèse d'un écofascisme régionalisant, via le développement d'une deep ecology, cette mouture contemporaine du naturalisme intégriste qui, quoi que certains refusent de le voir, constitue l'une des bases idéologiques du fascisme et du national-socialisme historiques (12).

Le F.N. n'a donc qu'un rôle mineur dans les recompositions territoriales de la France au sein de la subsidiarité européenne, contrairement à l'A.N. italienne. De ce point de vue, il est, pour l'instant, bien moins utile à la bourgeoisie et à la technobureaucratie étatique françaises, et, nonobstant les autres dimensions, on peut se demander si cette différence n'a pas été déterminante dans l'échec de l'un et le succès de l'autre pour la course vers le pouvoir.

Que l'on ne s'y trompe pas en effet. Le triomphe fasciste ne dépend pas seulement des fascistes eux-mêmes. Il est lié au ralliement plus ou moins gradué et plus ou moins fort des partis politiques en place, à commencer par la droite conservatrice, comme l'a montré le passé du mussolinisme ou de l'hitlérisme, et comme le confirme la stratégie berlusconienne. Il dépend également de l'évolution du système capitaliste et libéral-démocrate lui-même. Or que constate-t-on à ce sujet, sinon un renforcement, partout en Europe, des législations xénophobes et anti-immigrés qui constituent le fond de commerce électoral des fascistes?

Les fascistes italiens semblent constituer, il est vrai, une exception sur ce plan car leur discours était beaucoup moins xénophobe qu'ailleurs. De fait, la politique d'immigration italienne est encore l'une des moins féroces. La tendance incarnée par Pino Rauti, prédécesseur de Fini à la tête du M.S.I., reposait même sur des positions national-révolutionnaires, tiers-mondistes et officiellement antiracistes, mais elle a été écartée. Pino Rauti, qui s'est opposé à la mutation en A.N., a maintenu un M.S.I., dit M.S.I.-F.T. (Flamme tricolore). Cela dit, les activistes de la base, proches de Rauti ou des skinheads, mettent la pression dans la rue par des violences racistes. Ce double jeu entre A.N.-Fini, vitrine respectable et démocratique, et M.S.I.-F.T.-Rauti, mouvementiste activiste radical, est d'ailleurs l'un des classiques du fascisme historique.

Partout en Europe la xénophobie et le racisme d'État triomphent donc, avalisés ou gérés par la droite classique (Allemagne, Espagne) et par la gauche (France, Belgique, Suède...). Cela ne s'explique pas seulement par une tactique purement électoraliste, démagogique et bassement politicienne, visant à brosser le citoyen dans le sens du poil réactionnaire et frileux à l'heure où

le chômage fait des ravages. Il y a aussi, tout simplement et ne l'oublions pas, une stratégie socio-économique profonde qui s'appuie sur ce formidable volant de main d'œuvre, taillable, corvéable à merci, faisant pression à la baisse sur les salaires et permettant de diviser un peu plus une classe ouvrière déjà bien désunie, que représentent les immigrés, et notamment les clandestins, quelles que soient leur origine ou leur religion. Les sans-papiers africains ou turcs sont devenus les juifs de l'Europe du XXI[e] siècle, ballotés d'un pays à l'autre, désignés comme boucémissaires, abusés par les humanistes qui prétendent les défendre, enfermés dans des camps de transit ou de rétention qui, pour ne pas être des camps d'extermination, n'en sont pas moins des signes de honte pour l'humanité.

Il est frappant de constater que l'argumentaire qui servait à justifier la discrimination anti-juive dans les années 30 et 40 repose sur les mêmes bases: la crainte de l'étranger, la stigmatisation de l'errant. Dans ce prodigieux film consacré à Vichy, *l'Hôtel du Parc* (13), on entendait Xavier Vallat, commissaire aux Affaires juives de Vichy, dire qu'il n'avait rien contre les juifs français mais qu'il en voulait aux juifs étrangers parce qu'ils étaient étrangers, qu'il y en avait trop, et qu'ils étaient incontrôlables. Il utilisait des termes pratiquement identiques à ceux du F.N. ou des dirigeants gouvernementaux actuels. On voyait également l'ex-ministre de la justice, Raphaël Allibert, responsable du premier statut de Vichy sur les Juifs, rappeler, non sans cynisme mais avec une cruelle vérité, que, pour cela, il n'avait fait que s'appuyer sur une loi de 1938 contre les étrangers, loi entérinée, faut-il le rappeler, par le parlement issu du Front populaire.

Le problème, il est là, bien là, et pas ailleurs. La fascisation de la démocratie va de pair avec la démocratisation du fascisme. Face à l'ignoble revendication de la «préférence nationale» avancée par les fascistes, il n'y a pas trente-six alternatives, ni de demi-mesures ou atermoiements possibles, comme essaient de les imaginer les tenants de la gauche plurielle en France: c'est la «préférence humaine» qu'il faut avancer, dans tous ses domaines, tous ses aspects. C'est l'idée même de «nationalité», qui conduit tout droit au «nationalisme», qu'il faut radicalement critiquer et contester. Tergiverser sur cette question, c'est donner du grain à moudre aux fascistes qui sont malheureusement plus cohérents que les pleutres de la démocratie libérale.

Philippe Pelletier.
groupe Nestor Makhno (Saint-Etienne)

(1) Il ne faut jamais oublier de prendre en compte l'abstention (près de 12 millions de personnes aux législatives de 1997), le vote blanc ou nul (plus de 1,2 million de suffrages) et la non inscription sur les listes électorales (environ 3 millions de personnes). En additionnant ces trois critères, on obtient un total de plus de 16 millions de personnes réfractaires aux partis en place... à comparer aux 3,7 millions de voix obtenues par le F.N. au même moment! Il faut également considérer les votes en valeur absolue – le nombre de voix – et pas seulement en valeur relative, les pourcentages pouvant conduire à des interprétations hâtives, distordues et fausses d'une élection à l'autre (un même nombre de voix n'a pas la même signification si l'abstention est forte ou si un autre parti se mobilise). Mais ces considérations ne peuvent qu'ébrécher les prétentions du consensus démocratique, et on comprend qu'elles passent généralement à la trappe.

(2) On pourrait rétorquer que les médias comparent avec les résultats des précédentes législatives de 1993, car il convient de comparer des élections de même type uniquement. Mais en 1993 le F.N. obtenait à peu près la même chose, avec 3,1 millions de voix et, surtout, il a cette particularité, contrairement à d'autres partis, de disposer d'un électorat stable, avec des noyaux durs importants, ce qui autorise les comparaisons d'un scrutin à l'autre comme le confirment les diverses études de détail.

(3) C.R.I.D.A. (Centre de recherche d'information et de documentation antiraciste): Rapport 97 - panorama des actes racistes et de l'extrémisme de droite en Europe, 288 p.

(4) Bouillaud Christophe (1995): «Les droites en Italie - la science politique italienne face à un objet renouvelé». *Politix*, n° 30, p. 151-167.

(5) Ignazi Piero (1994): Postfascisti? Dal Movimento sociale italiano ad Alleanza nazionale. Bologna, Il Mulino, 122 p.

(6) in Ignazi (1994), op. cit., p. 118 et 120.

(7) Mussolini Benito (1951): Opera omnia. Florence, La Fenice, t. XVI, p. 101.

(8) Barozzi Maurilio (1995): «Le Haut-Adige: postfascisme ou ethnies». *A quoi sert l'Italie?* Korinman M. et Caracciolo L. éd., La Découverte/Limes, 260 p., p. 91-99.

(9) Gorgoni Raffaele (1995): «Les Pouilles: un post-fascisme à la croisée des chemins». *A quoi sert l'Italie?* Korinman M. et Caracciolo L. éd., La Découverte/Limes, 260 p., p. 100-105. La faiblesse du néo-fascisme dans le Nord de l'Italie s'explique par le lourd héritage des deux annnées de guerre civile sous la République sociale italienne, dite de Salo (1943-1945), par le rôle historique d'une résistance unitaire et par la structure rurale des métayers opposés au grands propriétaires fonciers fascistes. Ces éléments ont favorisé l'émergence d'un bastion de gauche dans le sud de la plaine padane. Inversement, le fascisme a laissé des souvenirs moins vivaces dans le Midi.

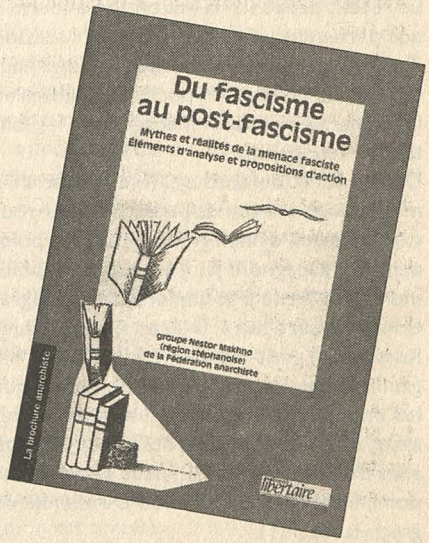
(10) Quelques jours avant l'entrée de la Ligue dans le gouvernement Berlusconi, Umberto Bossi, son leader, proclamait à l'envi: «Mai con i fascisti!» (« Jamais avec les fascistes!»). On sait ce qu'il advint. A la flexibilité socio-économique du système post-fordiste, incarnée par la "Troisième Italie" fief de la Ligue, correspond bien une flexibilité politico-idéologique!

(11) Damiani Ilvo (1995): «Le bluff fédéraliste». *A quoi sert l'Italie?* Korinman M. et Caracciolo L. éd., La Découverte/Limes, 260 p., p. 145-154. On notera que l'idée de Padanie a été lancée en 1975 par un... communiste, Guido Fanti, «président de la région Emilie-Romagne, et reprise par Miglio qui était encore, à l'époque, un spécialiste de droit constitutionnel peu connu du grand public. L'entreprise Montedison l'encourage, dans un premier temps, en organisant un débat sur la question», cf Rampini Federico (1995): « Un pays de plus en plus dirigé au Nord ». ib., p. 60-73.

(12) Pour plus de détails, voir: Pelletier Philippe (1993): *L'imposture écologiste*. Montpellier, GIP-Reclus, 210 p. La brochure reprend cette hypothèse qui semble désormais obsolète mais il faut souligner que le F.N. a maintenu ses positions écologistes (contre le nucléaire, pour les énergies renouvelables, l'identité régionale, etc., cf son programme scientifique de 1979) et que de nombreux groupes fascistes cherchent à s'appuyer sur l'écologie: le Groupe d'écologie active de la Nouvelle acropole, le Front écologique de libération d'Alternative européenne en Espagne; le «Front noir-rouge-vert» du Parti national communautaire européen en Belgique; le magazine Perspectives en Angleterre. Pino Rauti, épigone de la Nouvelle droite française, a fait de l'écologie l'une de ses luttes prioritaires dans une conception anti-système, estimant que les fascistes devaient prendre la place des écologistes et des communistes sur ce terrain. Le documentaire sur la communauté de Monte Verità au début du XX[e] siècle, diffusé par Arte le 10 décembre 1997, rappelle que, même au sein de la sphère libertaire, les tendances écologistes du type intégrisme naturaliste peuvent conduire au fascisme. On distinguera à cet égard la position de l'écrivain anarchiste Erich Mühsam qui finit par critiquer cette communauté, par rester sur le terrain de la lutte des classes et par être torturé puis assassiné par les nazis, de celle du chorégraphe Rudolph von Laban qui se mit au service du national-socialisme avant de prendre, mais trop tard, ses distances.

(13) Fiction documentaire de Pierre Beuchot (1991) diffusée par Arte le 11 décembre 1997.

La brochure
«Du fascisme au post-fascisme»
est en vente à la librairie
du *Monde libertaire*. 20 F



politique

Intégration : un discours alibi

DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES, journalistes et politiciens nous assènent que le modèle républicain d'intégration traverserait une crise profonde. Régulièrement, les banlieues sont stigmatisées comme des zones de non-droit où d'honnêtes citoyens subiraient la violence de « bandes ethniques ». Présenté comme devant ruiner notre fragile édifice républicain, le spectre d'un « communautarisme en plein développement » est constamment agité. Alors que Wojtyla tente d'endoctriner la jeunesse avec la bénédiction de l'État et des médias publics, c'est l'Islam qui ferait peser une terrible menace sur la laïcité. Dans un contexte où l'immigration est massivement perçue comme étant un problème politique central, de tels discours alarmistes ne sont pas sans influence sur l'opinion. Leur omniprésence tend à imposer une représentation totalement déformée de la réalité.

Le récent débat sur la nationalité a fourni à nos parlementaires une nouvelle occasion d'en rajouter une couche. Sur ce sujet hautement symbolique, l'hypocrisie républicaine fait généralement bon ménage avec les fantasmes xénophobes.

Député R.P.R. du Vaucluse, Thierry Mariani a mis en avant ses grands-parents italiens pour expliquer que « l'immigration italienne, polonaise ou espagnole [...] était indiscutablement plus facile à assimiler que l'immigration d'aujourd'hui ». De son côté, Jacques Kossowski, petit-fils d'un Biélorusse et élu gaulliste des Hauts-de-Seine, a estimé que les immigrés d'aujourd'hui seraient « des ayant-droit et des sans-papiers », bien éloignés de ceux d'autrefois, issus de pays « où dominait la civilisation judéo-chrétienne ou gréco-latine » (1).

Le Pen ne renierait certainement pas une telle argumentation. Pour le FN, l'immigration maghrébine serait inassimilable car profondément différente des autres vagues migratoires. Cette différence s'expliquerait par la religion musulmane qui menacerait l'« identité française », catholique pour l'éternité. Une population, par ses croyances, s'auto-exclurait de fait des valeurs établies par la société française.

Même la gauche n'est pas épargnée par cette porosité du camp républicain aux idées du Front national. Idéologue officiel du gouvernement pour tout ce qui concerne l'immigration, Patrick Weil, dans son célèbre rapport, justifie son opposition au droit du sol intégral en invoquant l'idée qu'« il ne faut pas que l'on puisse devenir français sans l'avoir voulu ». Au passage, soulignons l'hypocrisie de cette argumentation : si un seul d'entre vous a souhaité à sa naissance une nationalité quelconque, qu'il le signale à Patrick Weil. Rappelons surtout que c'est le F.N. qui a lancé le débat sur la remise en cause du droit du sol. Dès 1985, Le Pen a su faire fructifier la prétendue menace que représenteraient ces jeunes dévenus « français sans le savoir ». Chez le chevènementiste et chez le facho, les logiques défendues paraissent, sur ce point, dangereusement proches.

« Avant, ils s'intégraient »

Les polémiques actuelles sur l'assimilation ou l'intégration des immigrés n'ont rien de nouveau. En France, elles fleurissent invariablement dans les périodes où l'immigration est érigée en problème. Mais à chaque fois, le « problème » est présenté comme étant fondamentalement différent et particulièrement grave, sans commune mesure avec les situations antérieures. Par leur parfaite interchangeabilité, ces trois citations illustrent parfaitement cet étrange phénomène d'amnésie collective.

« Pourrons-nous toujours imposer aux envahisseurs nos mœurs, notre civilisation, notre marque en un mot? L'assimilation s'effectuera-t-elle avec aisance? Des symptômes non équivoques semblent indiquer que nous approchons du point de saturation [...]. Nos coutumes s'imprègnent d'exotisme, notre langue fourmille de vocables étrangers, notre sécurité même est menacée par des éléments dangereux que nos richesses attirent et que des lois indulgentes n'effraient guère. » G.Dallier, La Police des étrangers à Paris et dans le département de la Seine, 1914.

« Aujourd'hui que des hordes compactes d'étrangers s'établissent sur notre territoire et qu'en certains districts, les éléments jeunes de ces Aubains dépassent en nombre les éléments jeunes d'autochtones, le problème prend un tout autre caractère et nous exposerait à voir se constituer chez nous des minorités ethniques. » L.Nadeau, La France se regarde, 1931.

« Serons-nous encore français dans trente ans? » *Le Figaro Magazine*, 26 octobre 1985 (2).

On oublie généralement que la xénophobie a atteint en France une intensité inouïe dans les années 1880-1890. En 1892, à Drocourt (Pas-de-Calais), les mineurs belges sont victimes d'une véritable mobilisation collective de la population française qui multiplie les actes de vandalisme pour obtenir leur départ. En août 1893, le paroxysme de la haine contre les Italiens est atteint à Aigues-Mortes. Suite à des rixes entre ouvriers des salines, trois cents personnes munies de bâtons, pelles et branches d'arbre s'en prennent aux travailleurs transalpins. Pendant la nuit, un convoi de quatre-vingt Italiens, protégé par la gendarmerie, est attaqué par des émeutiers munis de fusil, faisant de nombreux morts, les blessés étant achevés à coups de bâton. Les jours suivants, la population locale ratisse la campagne environnante dans l'espoir de découvrir d'autres Italiens. Le bilan officiel est de huit morts et de cinquante blessés; mais pour le Times, il y aurait eu en fait cinquante morts et cent cinquante blessés. Jugés en cour d'assise, les inculpés ont tous été acquittés (3).

Avancer que l'intégration des vagues d'immigration précédentes se serait faite sans heurts est une vue de l'esprit dont l'enjeu politique est clair. On cherche ainsi à démontrer que la France, « patrie des droits de l'homme », à toujours été accueillante,

compréhensive et ouverte. La responsabilité des problèmes actuels serait donc totalement imputable aux caractéristiques particulières de la dernière vague d'immigration, en particulier les Maghrébins. Ceux-ci ne feraient pas les « efforts » nécessaires pour s'intégrer ou, plus radicalement, ne pourraient s'assimiler de par leur origine ethnico-culturelle.

« Ni Blacks, ni Reubeus mais des B.B.R. »

L'intégration ne dépend pas de la bonne volonté individuelle ou collective des immigrés, mais bien, plutôt, de l'attitude de la société d'accueil à leur égard et de la place qu'elle leur accorde. Sommés de s'assimiler culturellement, on leur refuse simultanément la possibilité de s'intégrer socialement. Dans le discours dominant, fermer les frontières aux immigrés du Sud est considéré comme un moyen légitime pour tenter de combattre le chômage. Incontestablement, cela entretient l'idée que les étrangers priveraient de travail les « bons français ». Il est toujours utile de rappeler que les immigrés en provenance du Maghreb, d'Afrique noire ou de Turquie sont, de fait, les principales victimes du chômage et de la précarité. En France, si le taux de chômage est globalement de 12,4%, il varie brutalement pour les étrangers selon leur origine. Il s'élève à 10,1 % pour les ressortissants des États de l'Union européenne alors qu'il culmine à 31,2% pour ceux venus d'autres pays (4).

Ces chiffres par nationalité sont un bon indicateur des difficultés rencontrées par la population immigrée, socialement marginalisée. Mais, pour notre problématique autour de l'intégration, il parait plus significatif de s'intéresser à la seconde génération. Dans leur très grande majorité, ces jeunes issus de l'immigration étant français, ces statistiques nous apportent peu de choses. Le handicap qu'ils subissent sur le marché du travail n'est un mystère pour personne mais reste difficile à évaluer, les distinctions ethnico-religieuses étant exclues des statistiques françaises (5).

Les témoignages attestant du caractère massif de ces discriminations ne manquent pas. Psychosociologue, Catherine Grangeard a travaillé pendant six ans au siège d'une entreprise d'intérim, comme chargée de mission pour la formation des personnels d'agence. Le bilan qu'elle en tire est très clair : « Dans mon entreprise, sachez que près des trois quart des demandes des recruteurs comportaient des exigences visant à exclure certains candidats pour des raisons ethniques. Toujours formulées par

téléphone, ces critères ont d'ailleurs fini par déboucher sur un leitmotiv : "Donnez-nous un B.B.R." Comprenez un Bleu-Blanc-Rouge » (6).

Une enquête de l'I.N.E.D., achevée en 1995 apporte aussi quelques éléments intéressants (7). Elle souligne que, à chaque niveau de qualification, les jeunes nés à l'étranger, ou nés en France d'un parent né à l'étranger, ont plus de probabilité de se retrouver au chômage que la moyenne des jeunes Français. La discrimination subie est particulièrement claire pour les jeunes d'origine maghrébine. Parmi les jeunes de 20 à 29 ans, titulaires d'un diplôme inférieur au baccalauréat, 20% des enfants d'immigrants espagnols et 17% des jeunes de parents nés au Portugal se trouvaient au chômage – la moyenne est de 16% chez les jeunes Français. En revanche 37% des jeunes d'origine algérienne restaient sans emploi. Au-delà du bac, 32% d'entre eux étaient au chômage contre 19 et 17% des enfants d'immigrés espagnols ou portugais. Le constat indiscutable de telles discriminations concrètes ne peut que favoriser le développement de terribles frustrations.

Du social vers l'ethnique

Depuis la fin des années soixante-dix, l'immigration, érigée en bouc émissaire, est devenue progressivement un enjeu politique central qui polarise l'attention. Jusque là largement confinés dans le domaine privé, les préjugés xénophobes et racistes ont acquis peu à peu une légitimité publique : dans le débat politique, dans la législation et les pratiques xénophobes de l'administration. Pour comprendre ce processus, il parait nécessaire de revenir trente ans en arrière.

Dans le sillage de Mai 68, la société française a connu quelques années marquées par un contexte de luttes sociales et de radicalité politique. Globalement, les enjeux sont alors perçus comme étant sociaux. Signe que le thème n'est pas encore porteur, Le Pen, candidat aux élections présidentielles de 1974, ne fait aucune allusion à l'immigration dans les quatre pages et les six points que comporte sa plate-forme électorale. A cette époque, les « travailleurs immigrés » font partie du discours commun. Ce vocabulaire n'est pas anodin, il inscrit l'immigration dans une grille de lecture basée sur l'appartenance de classe. Grâce à l'impulsion de l'extrême gauche puis des syndicats, les conditions de vie et de travail des immigrés deviennent un enjeu politique et social. Dans de nombreuses grèves, travailleurs français et immigrés luttent au coude à coude.

Le 3 juillet 1974, le conseil des ministres entérine, par une simple circulaire, la décision de suspendre l'immigration de nouveaux travailleurs. C'est le premier recul important. Cette décision gouvernementale fait autour d'elle un large consensus à gauche et dans le mouvement syndical. Seule la C.F.D.T., se déclarant à l'époque « autogestionnaire », affirme son désaccord. Accepter cette adaptation de la masse de main-d'œuvre disponible aux besoins capitalistes, c'est donner son aval à la logique nationaliste et accepter la cogestion de la crise avec l'État et le patronat.

Dix ans plus tard, le mouvement social sera bien désarmé pour répondre au Front national quand celui-ci affirmera : « Trois millions de chômeurs, trois millions d'immigrés : la solution est simple ».

Dès 1978, le nombre de grèves commence à chuter. L'élection de Mitterrand en 1981 clôt définitivement cette période. Dévoyée vers l'électoralisme, la contestation sociale se lit encore au niveau politique. Dans le programme que publie le P.S. en mai 1981, on peut par exemple trouver ceci : « Les moyens dont les socialistes disposent pour faire front et, à partir de là, pour renverser le cours des choses, sont d'une autre nature : l'idée d'abord, celle qui n'a pas cessé d'inspirer un siècle et demi de luttes ouvrières, l'idée toujours neuve d'une société sans classes d'où les causes de l'exploitation de l'homme par l'homme, à l'ère industrielle, auront été éliminées par la transformation, notamment, des structures économiques et des rapports de production [...] »(8).

Tout s'accélère. Très vite, la désillusion et les frustrations seront à la mesure des immenses espoirs suscités. En 1982, c'est la « rigueur » puis, l'année suivante, « l'austérité ». Confronté à plusieurs grèves d'O.S. immigrés dans l'ensemble du secteur de l'automobile, le gouvernement n'hésite pas agiter le spectre de l'islamisme khomeyniste. En janvier 1983, Deferre, ministre de l'Intérieur, interrogé sur une grève d'O.S. chez Renault, affirme: « il s'agit d'intégristes, de chiites » (9). Quelques mois plus tard, le Front national réalise ses premières percées électorales en concentrant ses attaques sur l'immigration.

Tout au long des années quatre-vingt, les représentations de la société se transforment. Les « travailleurs immigrés » laissent tout d'abord la place aux Beurs et aux Blacks puis aux Arabes et aux musulmans. De plus en plus souvent, on nous parle de communautés, qu'elles soient « étrangères », « maghrébines » ou « musulmanes ». Une définition ethnique, nationale, religieuse ou raciale se substitue à une définition sociale. Dans un contexte où le libéralisme fait consensus et semble apparaître comme la seule perspective, les clivages politiques changent de nature. Aux problématiques sociales se substituent des fantasmes identitaires. Sur ce terrain, le F.N. est évidement comme un poisson dans l'eau, la gauche étant bien incapable de lui opposer autre chose qu'un discours moralisateur et de plus en plus ouvertement sécuritaire.

Seule l'impulsion d'une nouvelle dynamique sociale est à même de briser cette spirale infernale, comme au début des années soixante-dix, c'est la multiplication des luttes sociales qui peut aujourd'hui dégager de nouvelles perspectives en repositionnant les enjeux sur un terrain de classe.

Tarek.
groupe Durruti (Lyon)

(1) *Le Monde* du 31 novembre et 1er décembre 1997.
(2) Citations extraites de Gérard Noiriel, « Le creuset Français » p. 247.
(3) Cf Noiriel, op. cit., chap V.
(4) Enquête emploi de l'I.N.S.E.E., mars 1997.
(5) Sur le fond, on ne peut bien évidemment que s'en féliciter.
(6) Supplément Initiatives, *Le Monde* du 3 décembre 1997.
(7) *Le Monde* du 12 mars 1996.
(8) cf. Parti socialiste, Projet socialiste pour la France des années quatre-vingt, mai 1981, p.9.
(9) cf. Gilles Kepel, *Les Banlieues de l'Islam*, p.253.

• abonnez-vous! •

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Le partage de la révolte

Une femme du Québec au Salvador et au Brésil (1994-1996)

Au hasard des rencontres qui font la richesse du milieu libertaire, Anite est arrivée jusqu'à Paris. Depuis 1986, elle vit à Montréal, où elle a rejoint ses parents, immigrés portugais. Alors qu'elle était engagée dans le mouvement étudiant et dans des collectifs de femmes, Anite a voyagé au Salvador et au Brésil, rencontrant des ex-combattant(e)s du F.M.L.N. et des paysan(ne)s du Mouvement des sans-terre. Elle nous parle de son expérience, avec un regard lucide, sans lequel le mot solidarité perd tout sens.

Anite : En 1994, je suis allée au Salvador. C'était juste après les accords de paix. Nous sommes arrivés dans une petite communauté paysanne dépourvue de tout qui avait reçu quelques terres. Notre but était d'aider les gens du pays à bâtir une école. Le projet n'est pas allé très loin. Assez vite, j'ai pris contact avec des personnes liées au Parti communiste, qui avaient fait partie de la guérilla du F.M.L.N (1). À ce moment là, un des débats à l'ordre du jour était la formation de la nouvelle police nationale civile. Le F.M.L.N. avait beaucoup investi dans ce projet car il pensait pouvoir intégrer dans cette police une partie de ses guérilleros. Moi, j'étais très dubitative. Créer une police, cela voulait clairement dire se préparer à réprimer. La plupart des femmes de la guérilla ne pouvaient pas en faire partie, car elles étaient en dessous de la taille minimum prévue... De toute façon, pour moi, femmes ou hommes, ça aurait été pareil. C'était une police ! D'ailleurs, on parlait de cette police alors que le droit de manifester n'était même pas rétabli ! Ceux et celles qui avaient été dans la guérilla me disaient : « Tu n'as pas tort, mais nous on garde espoir. » Moi je leur répondais : « Vous gardez vraiment l'espoir, ou est-ce le parti que vous demande de garder espoir ? Les dirigeants du F.M.L.N. soutiennent des politiciens qui négocient avec le parti au pouvoir, l'A.R.E.N.A. ; l'A.R.E.N.A. et l'O.N.U. organisent votre police civile et le peuple vote pour le F.M.L.N. Le jour où le peuple se révoltera, qu'il fera grève et qu'il sera réprimé par la nouvelle police, comment le F.M.L.N. va justifier tout ça ? À la place du peuple, je tirerai comme conclusion que le F.M.L.N. a trahi. » Ils n'ont pas apprécié mes propos. Mais je n'allais pas me taire seulement parce que je n'étais pas née au Salvador ou parce que je n'avais pas fait la guerre. J'estime que personne n'a le droit de me dire que mon opinion n'est pas valable seulement parce que je ne suis pas née à tel ou tel endroit. Je l'ai assez entendu au Québec, en tant que fille d'immigrés. Je leur avais toujours dit que je n'étais pas une coopérante, que je n'étais pas venue juste pour étudier la situation, que j'étais quelqu'un qui partageait leur révolte.

Il y avait aussi la question des accords de paix. Le F.M.L.N. avait déposé les armes en accord avec l'O.N.U. Ils avaient lutté pour une vie meilleure, pour une réforme agraire, moins d'exploitation et, tout d'un coup, il n'y avait aucune garantie de réforme agraire, de meilleurs salaires. Le soir, les anciens guérilleros continuaient à prendre des chemins détournés pour rentrer chez eux. Pendant les élections, des militant(e)s qui s'étaient présenté(e)s sous l'étiquette du F.M.L.N. avaient été liquidés. En rendant les armes, le F.M.L.N. avait été obligé de déclarer toutes et tous ses militants. D'ailleurs, il n'était plus question de guérilla clandestine mais d'Armée du F.M.L.N., avec tant d'hommes, tant de femmes, tant de fusils... Et les militantes et militants se retrouvaient avec une carte de l'O.N.U. en poche, tous bien fichés ! Cela me mettait en rage : « Eh bien bravo ! Maintenant on sait qui tu es, comment tu t'appelles et on pourra te liquider quand on voudra ! » Je n'ai jamais vécu une situation de guerre. Mais il me semblait que je n'aurais jamais rendu mes armes à l'O.N.U. Autant fuir le pays. Mieux valait être ailleurs qu'être fiché comme ça.

Plus tard, j'ai appris que tout le monde n'avait pas déposé les armes. L'organisation avait déclaré des gens qui n'avaient jamais fait partie de la guérilla et qui couvraient, de fait, des cadres de l'organisation qui restaient dans la clandestinité. À première vue, j'ai trouvé ça plus intelligent, encore que, à bien y réfléchir, c'était une attitude typique d'organisation verticale. Ceux et celles qui avaient prêté leur nom volontairement étaient désormais vulnérables face à l'État, alors que les dirigeantes et les dirigeants restaient dans l'ombre, à l'abri. Ça ne me plaisait qu'à moitié...

La révolte des femmes

Un an après, en 1995, j'ai décidé de retourner là-bas pour travailler avec des groupes de femmes. En 1994, les organisations que j'avais fréquentées étaient très hiérarchisées et en majorité composées d'hommes. Le Parti passait avant tout et l'organisation communautaire ne servait qu'à transmettre l'idéologie du Parti. Je voulais désormais voir comment les choses fonctionnaient du côté

des femmes. À ce moment là, les organisations de femmes revendiquaient leur indépendance et leur autonomie par rapport aux partis. En 1995, le F.M.L.N. était en train de se transformer en parti et des tendances se formaient. Les groupes de femmes en profitèrent pour réclamer plus d'autonomie, la possibilité de travailler au sein des organisations communautaires sans être liées au parti. Le groupe de femmes qui nous a reçu était organisé dans l'A.D.E.M.U.S.A. pas rembourser, à cause de la sécheresse ou autre, la perte était repartie de façon égale entre toutes. Un problème se posait : les femmes recevaient l'argent et les hommes le dépensaient. À terme, l'équilibre du système se trouvait menacé. Là aussi le rapport de pouvoir entre les hommes et les femmes devenait déterminant. À contrecœur, l'A.D.E.M.U.S.A. s'est vue obligée de demander aux hommes de consigner les prêts, afin qu'ils s'engagent aussi.

(Association des femmes du Salvador). Elles se posaient la question : groupe de femmes et groupe politique sont-ils compatibles ? À travers elles nous avons aussi rencontré deux militantes du Parti communiste qui étaient des femmes avec une formidable expérience politique. Elles étaient plutôt déçues du processus de paix qui avait permis la démobilisation de la guérilla tout comme du mouvement social. Le travail de ce groupe consistait à sensibiliser les femmes du milieu urbain aux problèmes de la violence, de la santé et de l'éducation. Notre groupe à nous avait une approche féministe très anthropologique, c'est-à-dire que nous ne revendiquions pas la défense des femmes contre les hommes mais la lutte pour un genre humain différent, avec des attitudes différentes. Avec les communautés paysannes, l'A.D.E.M.U.S.A. avait mis sur pied un système d'aide original. Les paysannes pouvaient emprunter de l'argent à une caisse communautaire pour financer leurs plantations. Ce n'était pas l'organisation de coopératives mais une forme d'entraide que je trouvais juste. Si telle paysanne ne pouvait

Cette deuxième année, j'ai vu la société différemment. En travaillant avec les groupes de femmes et avec les paysan(ne)s, je me suis rendu compte que tout n'allait pas bien. Les gens commençaient à critiquer l'idée d'une police civile, en disant ouvertement qu'on les avait trompés. L'espoir de 1994 n'y était plus. En vivant avec les femmes, on sent les problèmes de la survie du quotidien, bref, ce que j'appelle la double ou la triple oppression. La révolte des femmes est moins intellectualisée et subit moins de médiations, elle est plus spontanée et plus directe. J'avais, par exemple, rencontré une femme qui avait été dans la guérilla dans les années soixante-dix et à qui on avait donné un lopin de terre. Cette femme était très critique. Selon elle, la situation s'était aggravée après les accords de paix. Elle disait même regretter l'époque de la guérilla, la communauté de lutte et le fonctionnement égalitaire de ces années-là. Elle ne croyait pas à la politique officielle, électoraliste, du F.M.L.N. « Ceux qui avaient tout avant ont toujours tout et ceux qui n'avaient rien ont encore moins aujourd'hui ! ». Elle était aussi très remontée contre la réforme agraire, car seuls ceux et celles qui avaient quelques sous pouvaient se payer les terres soi-disant distribuées. En réalité cela changeait selon les régions. Là où la guérilla avait été puissante et où la paysannerie était très combative, les terres avaient été occupées. Compte tenu du rapport de force dans ces zones, les membres du F.M.L.N. avaient pu négocier la distribution des terres avec le gouvernement et les propriétaires. Mais on était loin d'une réforme agraire. Dans trois communautés proches du P.C. situées à des endroits différents, une communauté avait gagné les terres, une autre occupait et attendait qu'elles leur soient accordées et la troisième communauté achetait ses terres. Dans cette dernière, les gens avaient le choix d'acheter les terres de façon collective ou individuelle. Bien entendu ils allaient s'endetter, se tuer au travail et ensuite perdre à nouveau les terres au profit des banques, car ils n'arriveraient jamais à rembourser le prêt. Jamais ils ne pourraient devenir compétitifs. Dans la communauté où nous étions, le Parti communiste incitait les paysans à travailler la terre de façon collective. Mais personne n'écoutait. La mentalité était très individualiste même si la communauté avait réussi à bâtir une école. Pour ce faire, chaque famille donnait quelques heures de travail par semaine. C'était en majorité des réfugiés – paysannes et paysans déplacés d'autres régions. Il y avait aussi d'anciennes combattantes et d'anciens combattants, ainsi que des gens de la région ayant aidé la guérilla et qui avaient été forcés de fuir. En 1994, la communauté venait à peine de s'installer et je n'avais pas vu de séparations entre les maisons, pas de clôtures. Un an après, chaque famille avait délimité son foyer, son terrain, installé des portes, des serrures. Ça m'a étonné. La communication au niveau de l'espace n'existait plus. Les seuls qui ne l'avaient pas fait étaient ceux et celles qui partageaient l'idée de la collectivisation. Pour les autres, rien ne s'était passé dans leur esprit. Toujours l'idée selon laquelle tu peux vivre plus facilement dans la société si tu agis individuellement.

M.L. : Est-ce qu'il y avait un débat sur le pour et le contre de la collectivisation, ou est-ce que ce n'était qu'un mot d'ordre politique venu d'en-haut ? On pense à ce passage magnifique du film de Ken Loach, Tierra y Libertad, quand les paysans et les miliciens discutent ensemble du choix de la collectivisation.

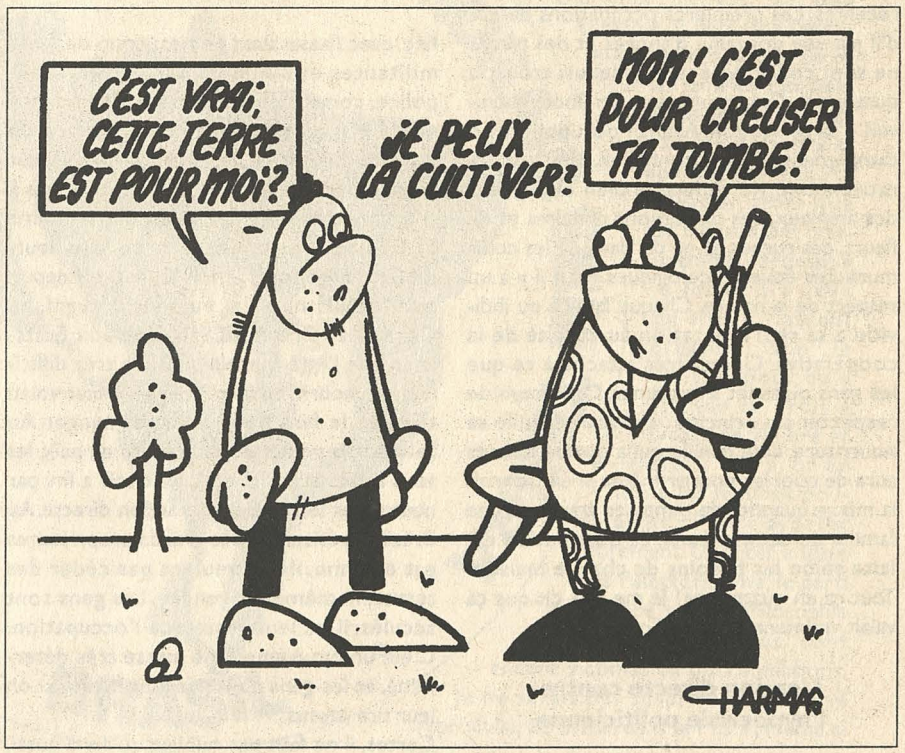
A. : Là où j'étais, jamais je n'ai assisté à de telles discussions. Je sais qu'en 1995 quelques paysannes et paysans s'étaient mis

ensemble pour commercialiser leurs produits. Ce n'est pas grand chose vu d'ici! Ça reste dans le cadre marchand, mais je vois là une amorce d'association entre les gens. Comme par hasard, c'était des gens qui avaient participé à la guérilla. J'ai aussi été dans une autre communauté où les terres avaient été occupées par les paysans. Seuls quelques membres de cette communauté avaient participé à la guerre, mais tous avaient vécu une expérience de solidarité, cachant chez eux des gens du F.M.L.N. Il émanait de tout cela un fort esprit communautaire, et des réalisations collectives concrètes avaient vu le jour: une garderie, une école, un poste de santé. D'après ce que j'ai compris, les terres n'étaient pas collectivisées alors que les achats de semences et la commercialisation se faisaient collectivement.

Ces expériences m'ont beaucoup fait réfléchir. La première année j'ai été invitée à parler publiquement, au nom de la solidarité internationale. J'ai demandé aux paysannes et paysans de travailler avec le F.M.L.N. À ce moment-là, la droite promettait aussi des fonds pour l'agriculture, des fonds qui n'arriveraient jamais jusqu'aux gens. Avec le F.M.L.N., l'argent obtenu arrivait quand même au peuple. La deuxième année, je me suis dit que je ne pouvais plus leur parler de cette façon-là. Je connaissais mieux la situation et j'avais moins d'illusions. Certes, on a toujours besoin d'espoir, de croire à quelque chose... Qu'est-ce qui m'avait fait changer d'avis? En 1995, le F.M.L.N. s'embourbait dans les compromis de l'accord de paix. L'enjeu était de plus en plus politique et la population continuait à vivre dans la misère la plus absolue. L'espoir dans le F.M.L.N. n'y était plus. On continuait à dire aux gens qu'il fallait y croire, alors que les dirigeant(e)s n'y croyaient plus eux-mêmes. Mais le choc est venu en 1995, lorsque j'ai vu le F.M.L.N. voter avec la droite, à l'Assemblée, pour la répression d'une grève! Un seul député du F.M.L.N., Dagoberto, communiste, a voté contre. Il y eut des arrestations, des ouvrières et ouvriers ont été jetés en prison et j'ai su par mes ami(e)s que dans les usines et les associations de quartier, les travailleuses et travailleurs demandaient des comptes au F.M.L.N. Exactement ce que j'avais craint en 1994: « Il va y avoir une grève et vous allez la briser avec la Police nationale civile. L'ancien combattant, devenu flic, va arrêter le travailleur, les deux étant dans le même parti politique qui est soi-disant contre le régime en place. » Tout cela m'a beaucoup secouée. Aujourd'hui, quelle que soit la guérilla, je ne me pose même plus de question, je sais comment ça fonctionne et où ça mène: prendre le pouvoir pour faire les mêmes saloperies. Je n'y crois plus. Je me battrai même contre!

M.L. : Tu es ensuite partie pour le Brésil...

A.: J'y suis allée, en 1996, avec un groupe d'O.N.G. alternatives qui travaillaient avec le Mouvement des sans-terre (M.S.T.). Nous avons débarqué dans une coopérative agricole située dans l'État de São Paulo. La coopérative était formée de cinq communautés agricoles qui se préparaient à occuper des terres pour en former une sixième qui s'appellerait communauté Chico Mendes – du nom du militant paysan écologiste assassiné. Afin de prévenir une éventuelle action policière, les paysannes et les paysans avaient installé leurs cabanes sur les terres de la coopérative déjà existante. De l'autre côté de la route se trouvait la terre qu'ils allaient occuper. Une nuit, l'assemblée paysanne a pris la décision d'occuper tôt le matin. « Voulez-vous y participer? » Nous y sommes allés avec eux. Leur façon d'occuper ne consiste pas à mettre un drapeau sur le terrain, ni à y construire des maisons. Occuper c'est cultiver la terre. C'était l'époque des semailles et il fallait faire vite. Les gens venaient à peine de commencer à travailler, et voilà qu'arrive un type qui représentait le propriétaire. « Attendez, attendez! La procédure légale n'est pas terminée, ça doit suivre son cours, peut-être qu'on va vous céder la terre, etc. ». Les gens l'ont laissé parler. Son discours a duré une bonne demi-heure; les gens l'écoutaient tranquillement, les bras croisés. À la fin, un des paysans du M.S.T. lui a dit: « Le processus juridique est une chose. Vous avez vos avocats, nous avons les nôtres. Ça se passe là où ça doit se passer et ça suivra le cours normal. Mais nous, si nous voulons manger, nous devons cultiver la terre et nous devons planter maintenant» C'était aussi simple que ça! Très concret.



La distribution selon les besoin...

Tout de suite j'ai été impressionnée par le fort sentiment de solidarité. À chaque occupation, les membres des différentes communautés venaient prêter main-forte à la nouvelle communauté qui occupait. Les membres de la coopérative où nous étions vivaient assez bien; ils mangeaient de la viande, ils avaient du lait, des céréales. En plus, ils fournissaient des vivres au campement Chico Mendes. Des personnes du campement travaillaient en dehors, dans les propriétés du village le plus proche, apportant un complément de revenu à la collectivité. La plupart étaient des paysannes et paysans pauvres de la région mais il y avait aussi des personnes qui venaient des bidonvilles de São Paulo. Ça c'est le résultat du travail que fait le M.S.T. dans les bidonvilles: « Vous

êtes d'anciennes paysannes et d'anciens paysans. Vous ne trouverez jamais de travail en ville. Venez occuper des terres!» Ce qui fait que celles et ceux qui prennent cette décision sont très déterminés et motivés. L'esprit du mouvement veut que chaque famille soit ensuite libre de participer ou non à la coopérative. On peut parfaitement participer à une occupation sans pour autant par la suite faire partie de la coopérative. Les militantes et militants du M.S.T. me disaient qu'ils n'essayaient jamais de convaincre les gens de collectiviser les terres. Après chaque occupation, il y avait un débat sur cette question, mais les choix étaient libres et non contraignants. Dans la majorité des communautés que j'ai visitées, les terres étaient collectivisées, même si chaque famille gardait un petit jardin. Mais je me souviens aussi d'une communauté où quelques familles avaient refusé la collectivisation et avaient gardé leurs lopins. Il faut dire que toutes ces expériences sont récentes. Les premières occupations datent d'il y a une douzaine d'années et des terres ne sont collectivisées que depuis trois ou quatre ans. Cela représente un énorme travail d'organisation. Avant l'occupation, un campement, c'est la confusion. Une coopérative a une vie collective bien organisée: des animaux, des plantations d'arbres et de fleurs, des ruches. Je ne dis pas que les communautés étaient écologiques, mais il y a un respect de la nature. Chaque famille ou individu a sa représentation au comité de la coopérative. On est très attaché à ce que les gens puissent s'exprimer. On essaye de respecter un principe: à chaque famille sa nourriture. Une famille qui a quatre enfants aura de quoi les nourrir même si elle fournit la même quantité de temps de travail qu'une famille de deux enfants. La distribution est faite selon les besoins de chaque maison. Tout ça en quatre ans! Je me suis dit que ça valait vraiment la peine d'occuper.

Occupation de terres par des familles

L'action directe contre l'hypocrisie politicienne

Ici je fais une parenthèse pour comparer la situation du Brésil avec celle du Salvador. Les conditions sont très différentes. Au Salvador, la guerre civile a totalement épuisé les énergies. Tu n'allais pas occuper une terre alors que l'aviation était en train de bombarder la montagne... D'ailleurs le but du gouvernement était de détruire toute production agricole afin d'empêcher la guérilla de se nourrir. Au Brésil, la paysannerie pauvre mène des occupations depuis pas mal d'années déjà. Le M.S.T. est aujourd'hui très connu parce que la répression s'est intensifiée, avec l'assassinat de beaucoup de leurs militantes et militants par l'armée et la police, comme ce fut le cas de la communauté Macacheira dans l'État de Para, au nord du Brésil. Au Salvador, le choix était entre mourir de faim ou mourir les armes à la main. Au Brésil, le choix est entre mourir de faim ou occuper une terre pour se nourrir. Ça change tout! Je suis jeune mais depuis que je suis née j'ai vu, au Portugal, au Canada, au Brésil, au Salvador, aux États-Unis, que l'être humain se laisse très difficilement mourir de faim. Même s'il faut voler, tuer, on le fera pour pouvoir manger. Au Salvador, la politique, les accords de paix, les sous à récupérer ici et là, tout cela a fini par neutraliser les pratiques d'action directe. Au Brésil, la résistance des grands propriétaires est énorme, ils ne veulent pas céder des terres, ni même les vendre. Les gens sont acculés, il ne leur reste que l'occupation. C'est un mouvement de masse très déterminé, et les gens continueront même si on leur tire dessus.

Certes, il ne faut pas oublier qu'il y a aussi, derrière le M.S.T., des forces politiques et syndicales anciennes, qui ont une assise dans la société brésilienne, le Parti des travailleurs (P.T.) et la Centrale Unie des travailleurs (C.U.T.). Encore que les liens entre ces trois organisations semblent de plus en plus distendus. Il existe aussi toute une variété de courants politiques, plus au moins organisés: des maoïstes aux cathos de la théologie de la libération. À l'intérieur du M.S.T. s'expriment différentes idéologies. D'ailleurs, l'école de formation de cadres du M.S.T. se base sur les idées politiques du maoïsme, du Che et de Zumbi (le plus connu des chefs des révoltes des esclaves noirs du XVII^{e} siècle, les Quilombos). Personnellement, je ne crois pas qu'on ait besoin des enseignements maoïstes ou guévaristes pour occuper et cultiver une terre... Au contraire, ces idéologies peuvent même devenir un frein à la libre volonté d'occuper des terres et de gérer sa vie. Le passé politique du socialisme a démontré à quel point les maoïstes étaient et sont encore des rapaces, des chefs qui profitent des luttes des autres pour arriver à leur fins politiques. Aujourd'hui, le représentant officiel du M.S.T., Stédile, fait tout un éloge de Marcos et des zapatistes. Moi, je m'en méfie! La guérilla des temps contemporains ne pourra cacher très longtemps son hypocrisie politicienne derrière le passe-montagne. Il faut être clair: la majorité des chefs du M.S.T. sont des apôtres des idées de la gauche réformiste traditionnelle, renvoyant à un avenir lointain l'avènement de la justice sociale. Ils mènent la lutte pour une réforme agraire dans le cadre du système capitaliste actuel, qu'ils ne semblent pas remettre en question. Même si cela améliorera les conditions de vie de nombreuses personnes, les réformes demeurent des réformes et le système en place reste en place, ainsi que la propriété privée et les propriétaires. Il est vrai que, dans la pratique, les choses ne sont pas aussi simples qu'en théorie. Mais je me dis que si je militais là-bas au quotidien, je parlerais d'occupations pour l'abolition de la propriété privée, plutôt que de réforme agraire. Pourquoi continuer à parler de réformer le vieux monde au lieu d'en inven-

ter un nouveau ? Jamais il n'est question d'agir pour une société fondée sur des bases nouvelles. Jamais le M.S.T. ne dit: « À bas l'État », ni même : « Autogestion généralisée sous contrôle populaire ». Je n'ai pas rencontré de libertaires actifs au sein du M.S.T. Peut-être qu'ils existent. J'ai, par contre, vu de nombreux cadres du P.T. qui ont un intérêt bien précis : tirer un profit électoraliste de ces révoltes.

« Pourquoi acheter la terre puisqu'elle nous appartient »

On peut avoir une analyse sociologique, voire journalistique des situations. Si on est militante ou militant d'un parti, on s'attarde aux formes d'organisation ou aux situations qui confortent nos analyses. Pour ma part, j'ai toujours été une sans-parti mais avec un parti pris pour la base. Au Salvador et au Brésil, j'ai voulu aller plus loin que le simple rejet de telle ou telle situation, personne ou organisation, sous prétexte qu'elles étaient inféodées à un parti ou à une idéologie. Sous chaque action humaine, il y a la richesse de la révolte contre nos conditions d'exploitation et cela aucun parti, aucune idéologie ne peut complètement le dévoyer. En allant voir derrière le miroir que me tendaient ces personnes j'ai voulu rencontrer l'authentique. Je me suis souvent trompée mais j'ai aussi vu la vrai vie en action.

Il arrive donc que, dans les coopératives, les paysannes et les paysans les plus impliqués soient liés à des groupes politiques. C'était le cas d'une dirigeante d'une des coopératives que j'ai visitée. J'ai beaucoup aimé cette femme : pour moi le fait qu'elle soit membre d'un parti ne changeait strictement rien. Ce qu'elle avait fait de sa vie, ce qu'elle avait construit, elle l'avait fait elle-même avec ses camarades. Ce n'est pas le P.T. qui l'avait fait pour elle, même si le parti lui avait servi d'appui. Cette femme venait du Nord. Son père était un paysan sans terre. Elle avait émigré à São Paulo pour travailler et économiser de l'argent dans le but de revenir au village acheter de la terre. C'était son rêve. Elle vivait dans un bidonville et, un beau jour, elle a décidé de partir avec le M.S.T. occuper des terres. Elle nous disait : « Quand j'étais jeune, jamais je n'aurais pu imaginer que je serais revenue ici et obtenir une terre sans la payer ! » C'était un message important : pourquoi acheter la terre puisqu'elle nous appartient ? On peut l'occuper !

Toutes les femmes que j'ai rencontrées n'étaient pas de cette trempe là. Un jour, j'ai été écouter Erundina, la dirigeante du P.T. qui a été maire de São Paulo. Elle avait une voix puissante et chaleureuse, elle parlait très bien et de façon envoûtante. Ce qu'elle disait me semblait génial. Jusqu'au moment où elle a dit : « Si vous votez pour moi, si je suis élue, si j'ai le pouvoir, je ferai ceci, je ferai cela. » Je me suis dit : « Mais comment ça ? Les capitalistes vont te financer ? Mais voyons donc ! Le pays est corrompu de A à Z, tout le monde achète tout le monde et toi tu vas faire tout ça juste parce que tu es élue ? » Son discours passait bien, trop bien. Et moi j'ai commencé à avoir des frissons partout, j'étais mal à l'aise devant cette démagogie. Parfois le P.T. peut paraître moins mauvais que les autres partis, car il est moins corrompu. Mais il ne peut faire que ce que les financiers et les capitalistes lui permettent de faire. Dans les mairies qu'il contrôle, il arrive que le P.T. réalise des projets financés par le F.M.I. et la Banque mondiale. Ce n'est qu'un parti de gauche traditionnel qui a l'ambition du pouvoir. Je suis persuadée que le P.T. serait le premier à s'opposer à tout véritable mouvement d'autogestion sociale. Dans le M.S.T. et dans le mouvement associatif brésilien, il y a beaucoup de femmes. Les femmes ont une énorme capacité de survie et elles deviennent facilement le moteur de ces mouvements. Ce n'est pas propre au Salvador ou au Brésil. Depuis des siècles, les femmes ont été cantonnées à l'économie familiale, à l'économie locale, communautaire. Maintenant, les femmes sont majoritaires dans les organisations et les mouvements de base. Cela étant, y a des comportements politiques qu'adoptent aussi bien les hommes que les femmes. Erundina en est un bon exemple. Il faut dire toutefois que ce n'est pas parce que les femmes assument leur place qu'on respecte leur personne et leur engagement. Au Salvador, alors que les femmes ont massivement participé à la lutte, il a fallu qu'elles fassent pression sur le F.M.L.N. pour qu'il défende le droit à l'avortement libre et gratuit, alors qu'au front, les femmes pouvaient se faire avorter librement. Une fois engagé dans l'électoralisme, le parti avait oublié la belle philosophie égalitaire. Les femmes sont encore victimes de discriminations. Je ne serais pas surprise que cela se reproduise au Brésil, dans le M.S.T., même si en théorie la direction dit respecter les droits des femmes.

Entre action directe et légalité

Revenons à la question du statut juridique de la terre. La plupart des terres occupées appartiennent à la zone d'application de la réforme agraire officielle : des terres qui n'ont jamais été distribuées. Il y a aussi les terres qui ont été distribuées au début des années 70 et qu'ensuite les paysans ont abandonnées. L'État avait donné des terres à des familles mais il ne leur avait pas donné

les moyens de les exploiter, de les rentabiliser. Alors, ces paysans et paysannes, pressés par leur endettement et aussi sous la menace, ont revendu ces terres à des individus qui avaient de l'argent. C'est un développement classique dans toute réforme agraire capitaliste, qui aboutit invariablement à la concentration de la terre. Sauf que, au Brésil, d'un point de vue juridique, aussi bien la vente que l'achat étaient illégaux, puisque les terres appartenaient toujours à la zone de la réforme agraire administrée par l'État. Aujourd'hui, les mouvements d'occupation sont surtout motivés par cette situation d'illégalité. Le M.S.T. joue sur cette contradiction et les communautés qui occupent finissent presque toujours par se faire reconnaître le droit légal des terres occupées. C'est beau, car les gens se mobilisent mais, en même temps, ce sont des occupations légales et les gens le vivent comme tel. Peut-être que ça enlève un peu à la magie et au mythe de l'occupation, de l'action directe. Les propriétaire illégaux tirent, eux aussi, un petit profit de cette situation, puisqu'ils reçoivent parfois de l'argent du gouvernement. Mais ils réagissent moins violemment aux occupations que les autres propriétaires. Peut-être parce qu'ils savent qu'ils sont dans l'illégalité. Il y a aussi des occupations qui se font dans un cadre illégal, celles des grandes propriétés privées. Il s'agit là d'autre chose qu'une simple pression pour l'application de la loi. Quand le M.S.T. parle de victoire, en général il se réfère aux occupations légales. Parce que, partout ailleurs, surtout dans le Nord et le Nord-est, les gens se font tirer dessus et tuer. Même dans les occupations légales, dans une occupation tranquille comme celle à laquelle nous avons participé, le risque est toujours présent. Il suffit que le propriétaire, au lieu d'appeler la police, engage quelques cangaceiros pour tuer la tête du M.S.T. local. Après tout, pourquoi feraient-ils appel aux militaires, ils ont leur propre armée de mercenaires?

M.L. : Tu as dis «la tête du M.S.T. local». Est-ce que le M.S.T. est très hiérarchisé?

A. : Sur place, je ne me suis pas rendu compte. Au niveau local, il y a une représentante et un représentant du M.S.T. Nous vivions sur les terres... nous avons eu peu de contacts avec l'appareil de l'organisation. Vu de l'extérieur, le M.S.T. paraît très structuré et hiérarchisé. Cela m'inquiète un peu quant aux orientations des occupations. Certains pensent que l'actuel gouvernement Cardoso joue une pseudo-neutralité sur cette question des occupations légales car il pense aux prochaines élections. Il laisse faire le M.S.T. tout en encourageant un peu les propriétaires à vendre des terres que, de toute façon, ils ne cultivent pas. Il se présente ainsi comme le sauveur d'une situation sociale très tendue. Quoi qu'il en soit, ni le M.S.T. ni les latifundiaires ne sont satisfaits de la position hésitante du gouvernement. Dans l'État de Para, avant le massacre de Macacheira, les propriétaires avaient déposé plus de trente demandes d'expulsion d'occupants de terres. Le gouvernement n'a pas donné suite à ces demandes comme il s'est refusé à soutenir les actions du M.S.T. Il semblerait que la police militaire, qui a assassiné 19 personnes, soit intervenue sur ordres des autorités locales stipendiées par les latifundiaires.

Je m'interroge. On mène une lutte, on y met toute notre énergie et on a l'impression qu'on a atteint un but. Et puis, au fond, nous ne sommes que des marionnettes. Quand ça intéresse l'État et les grands propriétaires fonciers de réduire les tensions sociales, ils cèdent... On nous donne tout ça, tout le monde y croit, on va voter et on reste des marionnettes. Et si ce n'est pas la droite, c'est la gauche qui en profitera.

M.L. : Nous vivons dans un système qui a toujours pu s'accommoder de la barbarie. Il y a aujourd'hui une surpopulation qui n'est pas nécessaire à la reproduction du système capitaliste. C'est parce que les gens luttent qu'un rapport de force se créé. Par la suite, bien sûr, le pouvoir peut intégrer cette lutte, en tirer profit. Penser que les gens sont des marionnettes me paraît simpliste. Ça ne dérange pas le pouvoir qu'on crève par milliers, dans les bidonvilles, dans des ghettos, où même dans des pays entiers. Si les gens résistent, alors là il faut courir derrière, essayer de rattraper le mouvement. C'est le travail des politiciens. En attendant les gens ont acquis une expérience de lutte collective et obtenu des résultats concrets par l'action directe. Dans la vision politique qui est la nôtre, c'est essentiel, non?

A. : Si. Mais je parlais du jeu des intérêts politiques, du pouvoir de récupération des forces politiques. Bien sûr il faut que les gens luttent. Je dirais moi aussi: «On a gagné!» Tout en sachant que tout le monde est content, du gouvernement aux propriétaires. On sait que toute réforme dans ce genre de cadre social est éphémère.

Une réflexion plus générale, à propos du Brésil. La question de la terre, les occupations, ne doivent pas nous faire oublier la gravité du problème urbain, les bidonvilles et la violence barbare qui y règne, l'extermination des gens et la pauvreté en général. Bien sûr, une distribution des terres diminuerait la taille des problèmes, y compris dans les villes. En fait c'est un problème de répartition des richesses, voire d'accumulation de richesse. Pour une minorité, la terre représente toujours la richesse, alors que, pour la majorité, elle représente la nourriture et donc la survie.

M.L. : Peux-tu parler du travail que fait le M.S.T. dans les bidonvilles?

A. : Nous sommes allés dans la favela Vigàrio Geral, à Rio. C'est une de celles où il règne la plus forte violence. Le président de l'association des habitantes et habitants nous a parlé de leurs problèmes pour finir sur la nécessité de la réforme agraire. «Si on pouvait obtenir une réforme agraire viable, ça changerait de façon radicale ce qui se passe dans les bidonvilles.» Il faisait vraiment le lien entre leurs conditions de vie et la question agraire. Ceux qui partent avec le M.S.T. ont déjà travaillé la terre, ce sont des paysans récemment émigrés à la ville. On dit que le M.S.T. gagne désormais des adeptes parmi ceux qui vivent dans les rues des grandes villes et dont les conditions de survie sont encore pires que celles des habitants des favelas... Souvent, ils ne connaissent que la monoculture (le café, la canne à sucre, le tabac); ils doivent apprendre d'autres techniques agricoles pour produire à manger. Avec les jeunes c'est différent. Lorsqu'on est né dans un bidonville, et qu'on a quinze, seize ans, on a un mode de vie très urbain et on ne part pas faire la réforme agraire. Être jeune dans un bidonville, c'est avant tout être confronté à la réalité de la violence, entre la police militaire et les gens du narcotrafic.

Pour finir, je voudrais revenir au M.S.T. Je suis convaincue que les politiciens, les directions locales et nationale, cherchent à récupérer la lutte de ces milliers de personnes. Ainsi, malheureusement, ce mouvement peut parfaitement servir de tremplin pour l'élection de celui qui sera chargé de l'étouffer. L'espoir réside dans la détermination que les paysannes et paysans sans terre auront acquis dans la lutte, dans leur capacité d'auto-organisation et dans leur volonté de dépasser le simple cadre des réformes. Pour avoir marché au petit matin sur la terre rouge du Brésil avec ces paysans et ces paysannes expropriateurs, pour avoir vu briller dans leurs yeux un espoir où tout est permis, je souhaite de tout mon cœur que la lutte continue, là-bas comme ici.

Propos recueillis par Charles Reeve
à Paris le 13 mai 1997

(1) F.M.L.N. : Front marxiste de libération nationale.

Il y a trente ans : le partage de Jérusalem

LA ZONE DU GRAND JÉRUSALEM constituait un corps séparé dans le projet de partage de l'O.N.U. en 1947. La ville devait être sous tutelle internationale et administrée par les Nations Unies. L'ensemble constitué par la vieille ville et la nouvelle ville aurait été une enclave internationale à l'intérieur du territoire de l'État arabe: «Les États indépendants arabe et juif ainsi que le régime international particulier prévu pour la ville de Jérusalem [...] commenceront d'exister en Palestine deux mois après que l'évacuation des forces armées de la puissance mandataire aura été achevée et, en tout cas, le 1er octobre 1948 au plus tard.» (Résolution 181, 1re partie, section A, point 3.)

L'occupation de Jérusalem-Ouest en 1948, est suivie de sa condamnation par l'Assemblée générale de l'O.N.U., le 11 décembre (résolution 194); le 28 juin la région de Jérusalem-Est est intégrée à l'État d'Israël. L'Assemblée générale, de nouveau, condamne (4 juillet et 14 juillet 1967) ainsi que le Conseil de sécurité (21 mai 1968, 3 juillet 1969, 25 septembre 1971, 30 juin 1980, etc.). Tout cela n'impressionne guère les autorités israéliennes, qui décrètent le 30 juillet 1980: «Jérusalem entière et réunifiée est la capitale d'Israël», ce qui provoque une résolution de protestation du Conseil de sécurité (20 août 1980), non suivie d'effet, évidemment.

Après le retrait des forces britanniques et lors de la guerre de 1948, l'objectif des Israéliens sera d'occuper militairement des dizaines de quartiers et de villages palestiniens et un couloir reliant la ville sainte au territoire israélien. C'est ce que fera l'organisation militaire du mouvement travailliste, la Haganah, dès le 15 mai 1948. C'est dans cette perspective également qu'eut lieu le massacre de Deir Yassine, qui se trouve précisément dans la banlieue de Jérusalem. La souveraineté israélienne va s'exercer sur les deux tiers de la ville arabe moderne et des villages de la périphérie; seule la vieille ville et les lieux saints échapperont à l'occupation jusqu'en 1967.

Lorsque, en juin 1967 la vieille ville de Jérusalem est occupée par les Israéliens, puis annexée à Israël, on peut dire que le territoire est annexé, mais pas la population, à qui on autorise d'élire aux élections municipales un maire israélien, mais pas de participer aux élections législatives. Malgré des persécutions innombrables, fiscales, immobilières, policières, les habitants s'accrochent.

Une ville en forte expansion...

La ville de Jérusalem elle-même est peu étendue. Après avoir annexé la ville, les autorités israéliennes vont en étendre les limites le plus possible. Dans un premier temps il s'agira de grignoter peu à peu du terrain aux dépens des Palestiniens, par n'importe quel moyen, d'y implanter une population juive majoritaire, d'annexer les zones non habitées ou peu habitées qui se trouvent entre les villages avoisinants: le «Grand Jérusalem» devient un concept extensible au fur et à mesure des besoins d'extension de la politique d'implantation israélienne. «Dès 1967, l'objectif était d'annexer le maximum de territoires, avec le minimum d'habitants, ce que l'on voit clairement si on étudie la carte des limites municipales telles qu'elles ont été définies en 1967» dit Jan de Jong, géographe du Centre palestinien d'information et de recherche géographique (source: l'*Événement du jeudi*). Ainsi, les limites administratives de Jérusalem déterminées par les autorités représente maintenant environ 20% de la Cisjordanie, dans lesquelles le gouvernement Shamir a commencé à implanter les immigrants juifs d'Union soviétique.

Sarah Kaminker, une urbaniste israélienne, explique les choses très clairement: «Le scénario a été établi en 1967: faire de Jérusalem une ville unifiée, mais dans laquelle la grande majorité de la population doit être israélienne. Ce fut un succès: la ville est désormais basée sur un seul groupe de population, avec des minorités isolées et dispersées.» (*Libération*, 11 mai 1995.) Alors qu'il n'y avait pas d'habitant israélien en 1967, ils dépassent aujourd'hui les Palestiniens dans la partie orientale, arabe, de la ville.

Dans cette stratégie de grignotage, les confiscations des terres ont joué un rôle clé. Un tiers des terres palestiniennes ont été saisies, depuis 1967, sous divers prétextes, par l'administration israélienne pour construire des logements, dont aucun n'a servi aux Palestiniens.

Les Palestiniens de Jérusalem sont contraints de recourir à des constructions «illégales» pour agrandir des logements qu'on leur interdirait de toute façon d'agrandir. Les autorités israéliennes ordonnent des destructions sans mise en garde,

sans ordre préalable d'interruption de construire, sans plainte judiciaire. Certaines destructions sont ordonnées alors que le dossier est en cours de régularisation, voire parfois déjà approuvé. Le maire de Jérusalem, Ehoud Olmert (droite nationaliste, élu en novembre 1993) a signé 39 ordres de destruction en mai 1995, un record. Cette politique de judaïsation forcenée de la ville est faite sous la direction de son maire et du maire adjoint, Shmouel Meir, qui dirige le Forum pour Jérusalem, connu sous le nom de Commando juif. Le Forum pour Jérusalem s'était donné pour mission d'arrêter les démarches du Gouvernement travailliste à Jérusalem, et le processus de paix en général. Shmouel Meir affirma ainsi que «l'interruption des confiscations n'arrêtera pas la judaïsation de la ville. Nous œuvrons sur le long terme, il ne faut pas s'inquiéter de telle ou telle mesure. Notre forum travaille clandestinement parce que nous avons un gouvernement hostile à Jérusalem. Jusqu'à ce que le gouvernement change, il faut veiller aux intérêts du peuple juif à Jérusalem. C'est notre travail. Nous judaïsons la ville dans tous les sens: achat de maisons, activité politique, activité auprès des Juifs du monde entier.» (*Courrier international*, 22-28 juin 1995.)

De fait, la politique d'expulsion ou de destruction s'accompagne d'achats de maisons palestiniennes ou de terrains, souvent grâce à des intermédiaires arabes qui revendent aux Israéliens les biens ainsi acquis parfois à des prix exorbitants. Une telle politique n'est possible que grâce au soutien actif d'une partie de la diaspora, et de riches hommes d'affaires. La venue au pouvoir de la droite accélérera ce processus. Les terres ou immeubles ainsi achetés se trouvent dès lors sous souveraineté israélienne. Le processus inverse – l'installation de Palestiniens en Israël – est évidemment interdit.

Huit nouveaux quartiers ont surgi tout autour de la ville arabe, une véritable ceinture de béton. L'une des méthodes d'annexion insidieuse consiste à décréter «zone verte», c'est-à-dire inconstructibles, certaines terres arabes. En théorie les zones vertes sont destinées à garantir aux Palestiniens la possession de leurs terres. En fait, cela consiste à «y empêcher les constructions jusqu'à ce que la municipalité en ait besoin pour des logements juifs» déclare Sarah Kaminker.

Les travaillistes s'étaient engagés à ne plus exproprier de nouveaux terrains à Jérusalem-Est pour y installer des colons juifs. Nétanyahou a décidé ne pas appliquer cet engagement. En réalité, si le gouvernement travailliste avait mis quelques restrictions à la confiscation de terres palestiniennes à Jérusalem, ces confiscations n'avaient en fait pas cessé.

Nétanyahou déclara en août 1996: «Un gouvernement dirigé par nous n'appliquera pas les accords signés par le gouvernement d'Itzhak Rabin» (*Libération*, 2 juin 1996), ce qui démontre une volonté délibérée de dislocation méthodique du processus de paix. Ainsi, le 27 août 1996, les Palestiniens apprennent la démolition d'un immeuble de plusieurs étages construit avec des dons internationaux pour héberger une crèche, un centre pour handicapés, une maison de retraite dans la partie arabe de Jérusalem. La judaïsation forcée de la partie arabe de Jérusalem vise explicitement à vider la ville de ses habitants arabes.

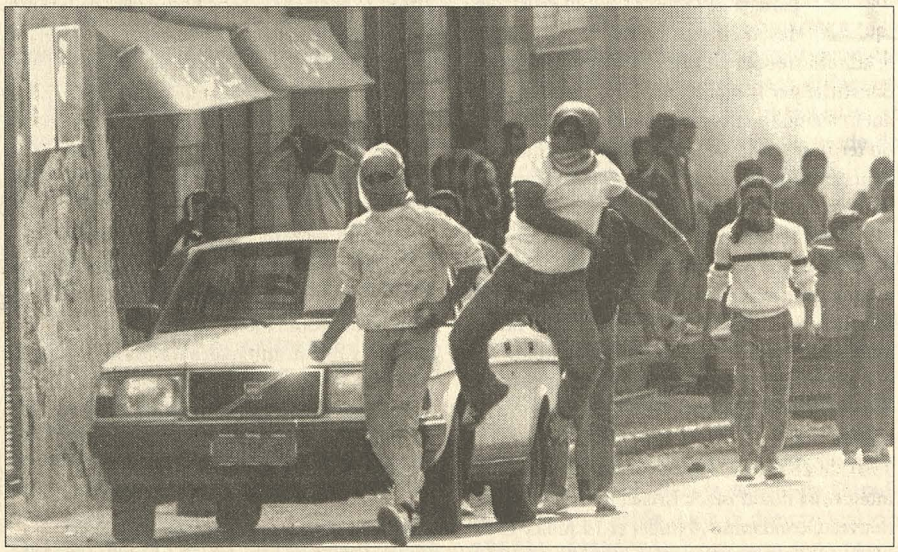
Le même jour encore est annoncée par le ministre de la défense la construction, en territoire occupé, de 1 800 logements réservés aux citoyens israéliens juifs. Ce projet est présenté comme l'«extension naturelle» d'une colonie proche de Ramallah, le centre administratif et économique de l'autonomie palestinienne en Cisjordanie occupée.

Un politique apuyée par les Etats-Unis

Les Palestiniens de Jérusalem ont eu la possibilité, qu'ils ont largement refusée, de devenir citoyens israéliens. Cela équivalait en effet à une reconnaissance de l'annexion. Ils se sont contentés du statut de «résident de Jérusalem». Aujourd'hui, le nombre de Palestiniens de Jérusalem qui demandent la citoyenneté israélienne s'accroît: plus de mille demandes ont été acceptées en 1994. Cette évolution inquiète les dirigeants palestiniens car elle est révélatrice de la perte de toute illusion sur l'issue des négociations. En outre, elle affaiblit la position des dirigeants palestiniens dans les négociations, et accroît la fermeté des autorités israéliennes.

En réalité, ce sont les autorités israéliennes qui devraient s'inquiéter, à long terme. En effet, le principal problème de l'État d'Israël est d'ordre démographique. Le rythme d'accroissement de la population palestinienne d'Israël est beaucoup plus important que celui de la population juive. L'intégration de Palestiniens en Israël risque d'accélérer ce processus, qui aboutira dans cinquante ans à une situation où les Juifs en Israël seront minoritaires.

L'attitude de l'administration américaine devant le processus de grignotage des terres palestiniennes est significative. En mai 1995, sous le gouvernement Rabin, les autorités israéliennes ont confisqué 53 hectares à Jérusalem-Est. Un projet de résolution, très modéré, du Conseil de sécurité a été bloqué par un veto américain, le 17 mai. L'ambassadeur américain aux Nations Unies, Madeleine Albright, expliqua que le veto ne signifiait pas une approbation de l'expropriation, mais constituait une opposition à l'immixtion du Conseil de sécurité dans le «processus de paix» au Proche-Orient. En d'autres termes, l'O.N.U. ne doit pas se mêler de ça, seuls les États-Unis peuvent avoir leur mot à dire. Le statut de Jérusalem doit faire l'objet de négociations bilatérales entre les deux parties, sans ingérence de la communauté internationale, ce qui est une façon de dire: avec la seule ingérence des États-Unis, qui sont un soutien inconditionnel d'Israël. C'est l'intervention des représentants palestiniens à la Knesset qui a empêché ce projet de confiscation de réussir.



De confiscation en annexion, la «capitale éternelle» d'Israël s'étend jusqu'à presque toucher Ramallah au Nord, Béthléem au Sud et Jéricho à l'Est. On voit que les positions du gouvernement travailliste de Rabin n'étaient guère différentes dans la pratique de celles de Nétanyahou aujourd'hui.

Raoul Boullard

Sacco et Vanzetti ou les passions militantes

DANS UN PAYS AUSSI IMPLACABLEMENT procédurier que les États-Unis, les grands procès tiennent une place non négligeable dans l'univers médiatique. De l'affaire des époux Rosenberg à la chasse aux sorcières qu'organisa le maccarthyisme, les causes célèbres ne manquent pas, qui passionnent l'opinion et mettent en évidence ses déchirements.
La tragédie de Nicola Sacco et de Bartolomeo Vanzetti, deux anarchistes accusés de crimes qu'ils se défendirent toujours d'avoir perpétré, déborde même du cadre de la politique intérieure par son retentissement international, comparable à l'affaire Dreyfus en France.
Au-delà d'un rappel des faits, ce sont les rapports réciproques entre les passions et les idéologies qui appellent notre attention.

I. Le drame.

Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti n'étaient pas anarchistes lorsqu'ils arrivèrent sur le sol américain: ils le devinrent aux États-Unis. Sacco était ouvrier-fraiseur dans une usine de chaussures; Vanzetti, renvoyé d'une usine pour son action au cours d'une grève, gagnait sa vie comme poissonnier ambulant.
Leurs compatriotes italiens étaient au plus bas de l'échelle sociale. Rares étaient ceux qui, comme Sacco, avaient réussi à mettre de l'argent de côté pour «le retour au pays». Lui-même d'ailleurs écrivait à sa fille de ne jamais oublier combien «le cauchemar des classes les plus basses attriste le cœur de ton père.»
Deux faits allaient marquer le destin des deux protagonistes. La veille de Noël 1919, à Bridgewater dans le Massachusetts, une fourgonnette transportant une importante somme d'argent fut attaquée par une voiture mais réussit à s'échapper. Le 15 avril 1920, dans la ville industrielle de South Braintree, à une vingtaine de kilomètres de Boston, un hold-up sanglant et réussi dans une usine de chaussures aboutit à la saisie du salaire des employés, seize mille dollars au total, qui ne seront jamais retrouvés.
Vanzetti est accusé du premier attentat, condamné, puis présenté au second procès. Il se trouve ainsi en posture de suspect. Alors qu'on avait pris pour sa défense un avocat «classique», on décide de recourir, pour le crime de South Braintree, à un avocat politiquement engagé. Le résultat, en juillet 1921, est désastreux: Sacco et Vanzetti sont condamnés à la peine de mort.
Les requêtes pour un nouveau procès se succèdent. Examinées chaque fois par le même juge qui avait statué dans les affaires précédentes, elles sont coup sur coup rejetées par lui, les décisions se faisant attendre parfois plus d'un an.
En 1925, un gangster, Celestino Madeiros, confesse le crime de South Braintree. Nouvel appel devant la Cour suprême du Massachusetts, qui le renvoie au juge précédent. Celui-ci refuse de prendre en compte le fait nouveau. Une seconde requête devant la Cour suprême, en 1927, aboutit au même résultat négatif. En dernier ressort, une pétition est présentée au gouverneur de l'État. Celui-ci refuse le pardon. Pourtant, l'un et l'autre anarchistes ont toujours nié toute participation aux crimes pour lesquels ils sont accusés.

II. Le retentissement et ses interprètes.

Après sept années de prison, le 23 août 1927, à minuit, Sacco et Vanzetti sont exécutés sur la chaise électrique. Ce jour-là, l'Amérique entière est mobilisée dans une ultime attente. A Boston, par exemple, tout ce que le pays compte d'écrivains de talent manifeste sur la place publique. A Détroit, dans le Michigan, vingt-cinq mille personnes participent à une manifestation. A New York, une population immense se retrouve à Union Square, le grand lieu des rassemblements ouvriers. Un témoin nous a raconté qu'après la nouvelle de l'exécution, il vit les hommes s'arracher réellement les cheveux en signe de désespoir, les femmes se déchirer les vêtements. Dans tous les quartiers populaires, toutes fenêtres ouvertes, on entendait partout le sourd gémissement du peuple de New York.
L'écho favorable que les accusés reçoivent auprès d'un segment de l'opinion est l'effet de plusieurs facteurs: la ténacité du Comité de défense, qui réussit à mobiliser quelques journalistes; les Civil Liberties Committees; l'impression forte suscitée dans le monde ouvrier; le rôle remarquable de quelques grandes bourgeoises bostoniennes. Il résulte aussi de l'exceptionnelle durée de l'attente avant l'exécution sur la chaise électrique – sept ans – des protestations d'innocence des accusés, enfin et surtout de leur personnalité d'une trempe exceptionnelle.
Les historiens ont beaucoup parlé de certaines collectivités, particulièrement représentatives: les communistes, les catholiques, les intellectuels. Néanmoins, à de rares exceptions près, ces groupes ne sont intervenus qu'à la fin de la crise.

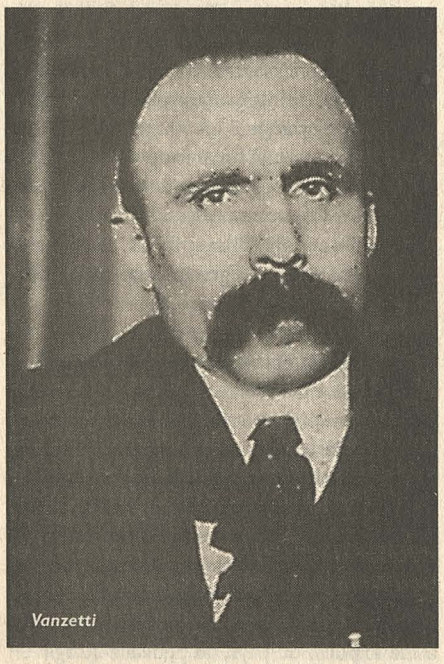
A. Les Samaritains de la dernière heure.

Les communistes américains n'entrent en lice que dans la dernière année, en 1927. Leur stratégie est essentiellement orientée à se présenter comme les meneurs de l'opération. Au-delà de leurs rodomontades, ils utilisent le procès et ses victimes comme marchepied à leur propagande.
Les anarchistes, dont un nombre important a été expulsé du pays, ne peuvent qu'agir en sous-main: auprès de leurs compatriotes italiens, auxquels ils réussissent à faire passer une information fiable, mais aussi auprès des intellectuels, qui vont occuper les positions les plus visibles.
C'est un fait nouveau. La faible audience des anarchistes dans les milieux littéraires et artistiques apparaît à l'examen des œuvres inspirées par cet événement: peu de livres de qualité, comme *Boston* d'Upton Sinclair et *U.S.A.* de John Dos Passos; au plan artistique, on ne peut guère citer que les tableaux de Ben Shahn ou les caricatures de Robert Minor.
Il faut dire qu'au sein des intellectuels la situation est éminemment confuse. Ils ont soutenu le président Wilson, au moment de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1916,

par crainte du militarisme allemand. Leur enthousiasme pour la Révolution russe tombe vite. Leur radicalisme relève plus de la forme que du fond, et ils préfèrent aux anarchistes les socialistes, hypnotisés comme eux par les jeux du pouvoir.

Leur ralliement à la cause de Sacco et Vanzetti est d'abord une affaire de cœur. Ceux qui s'engagent dans la défense le font tardivement, mais avec beaucoup de générosité. Les plus lucides voient surtout dans le procès une preuve de l'inadéquation du système judiciaire américain aux principes de la démocratie, sinon de la justice.

Dans la presse à grand tirage, la tendance est plutôt à la réserve. Mis à part la *New Republic*, journal destiné à éduquer les élites, qui couvre l'affaire d'un point de vue relati-



Vanzetti

vement ouvert mais toujours prudent, la plupart des journalistes estiment dans leur for intérieur que le procès est mené de façon fort peu équitable, mais nul ne s'aventure à le dire vraiment. Il faut attendre 1927 pour qu'enfin les critiques explosent, surtout lorsque le juge refuse une requête de réexamen fondée sur un fait nouveau, la confession du gangster Madeiros.

Toutefois, beaucoup de journalistes et d'écrivains, avec leur penchant à ériger toute situation en événement exemplaire, symbolique, ont largement contribué à secouer le consensus en dévoilant ce qu'aujourd'hui on appelle pudiquement «un problème de société». Le dénouement de l'affaire secoue leur foi dans les États-Unis et l'exécution de Sacco et de Vanzetti incite un nombre certain, parmi les plus grands, à s'exiler volontairement en Europe.

Paradoxalement, un des tout premiers soutiens vient d'un Américain qui n'est pas de gauche, Henry L. Mencken, qui intervient en 1924; et l'appui le plus solide est fourni par un professeur de droit de Harvard, Felix Frankfurter, une autorité en la matière, dont un article retentissant, publié en 1927, remet sérieusement en cause les attitudes du tribunal au cours des procès antérieurs. Le système judiciaire américain commence d'ailleurs à être battu en brèche, sous la plume d'avocats ou d'hommes de loi, qui depuis 1926 se livrent à un sévère réexamen des procédures et prennent position dans un sens ou dans l'autre.

B. Les mouvements de soutien.

La population italienne est, très logiquement, la première à se mobiliser et à rechercher des informations honnêtes. Elle contribue généreusement, pendant ces sept années, à la défense des accusés.

Par ailleurs, les conflits entre fascistes et antifascistes vont se multipliant tout au long de la campagne de défense des accusés. Les États-Unis et l'Italie de Mussolini coopèrent au plus haut niveau pour la répression des «agitateurs», mais, sans doute à cause des préjugés contre cette communauté, la police des divers États montre peu d'empressement à satisfaire les demandes des consuls.

Cet ensemble de circonstances particulièrement ambiguës signale que le combat contre la justice en place nécessite d'autres appuis.

III. Les interprétations: deux idéologies.

La réception des événements par la population américaine oscille entre deux interprétations. L'une pose le problème dans le cadre des institutions américaines chargées de rendre la justice. L'autre le place dans la perspective de la lutte des classes. Ces deux positions sont étrangères l'une à l'autre, parce qu'elles découlent de prémisses différentes.

Au cours de son premier procès, Vanzetti s'en tient au cadre strictement légal; cette position lui vaudra sa première condamnation. Beaucoup de défenseurs adoptent la même attitude; ils considèrent que les preuves de l'accusation sont bien fragiles, que la justice est sereine.

Cette version «légaliste» pose le problème en termes d'innocence ou de culpabilité. Les accusés doivent être jugés sur ce seul point, sans mêler au débat des considérations étrangères. Cette position apparaît dans les discours et écrits qui s'en tiennent aux aspects juridiques et policiers, accréditant la thèse qu'il ne s'agit que d'une affaire criminelle.

Il est évident que ses principaux énonciateurs appartiennent aux pouvoirs publics, au barreau ou à la magistrature. Elle sera soutenue par l'accusation et par une partie des défenseurs. Elle représente une idéologie dominante, car nous la voyons pénétrer toutes les classes sociales.

Avec des divergences, car la magistrature étant mise sur la sellette et comparée à l'idéal de justice que chacun des groupes se donne, deux attitudes sont possibles. L'une, réductrice, ne met en cause que les autorités du Massachusetts, l'autre l'ensemble du système judiciaire américain, opinion qui peut entraîner une crise idéologique.

Autour de la position légaliste apparaissent d'autres variantes. Certains, pour des raisons humanitaires, condamnent le principe de la peine de mort. Le plus grand nombre, parmi les derniers à se mobiliser, estime que sept longues années de prison pour des hommes dont tout révèle l'intégrité sont assez cher payées. D'autres mettent l'accent sur les aspects sociaux: les préjugés à l'égard des Italiens ou, plus généralement, envers les gens de condition modeste. Le champ reste néanmoins légaliste, car il s'agit de défendre ou d'attaquer l'appareil judiciaire américain.

Une autre lecture, que nous appellerons «classiste», a aussi été propagée, notamment par les institutions qui prétendent représenter le monde ouvrier, en particulier par le parti communiste américain. Dans cette optique, l'affaire Sacco-Vanzetti illustre la

Sacco

guerre des classes en Amérique, puisqu'il s'agit d'arrêter des militants ouvriers.
Cette position, partagée par les anarchistes italiens influencés par Galleani, est celle de Sacco et Vanzetti, après l'issue de leur premier procès, car ils n'ont plus d'illusion sur le sort qui les attend.
Il leur paraît évident qu'ils sont persécutés en tant qu'anarchistes et que les dés sont pipés. Il faut donc rallier l'opinion publique, notamment la masse ouvrière, en recourant à un avocat susceptible de poser le problème dans ces termes. Car leur circonspection coïncide avec l'objectif du mouvement international anarchiste qui ne consiste pas à défendre une thèse mais à sauver des personnes.
Cette lecture politique de la lutte des classes a également rallié une partie des milieux ouvriers. C'est d'ailleurs une tactique régulière du patronat de criminaliser les dirigeants syndicaux, par exemple en cachant des bombes non loin de leur permanence. On ne compte pas le nombre d'actions en justice intentées contre les syndicats dans les décennies précédentes.
Deux idéologies sont donc en conflit. Celle de la régulation sociale, qui pose le problème tantôt en termes de légalité et tantôt de tolérance, insistant dans ce cas sur le non respect de l'esprit de la justice. Celle de la lutte des classes, qui oppose riches et pauvres, capitalistes et ouvriers. Il y a donc rupture du consensus américain.
Un certain nombre de facteurs sont donc entrés en jeu : la xénophobie, les préjugés des Bostoniens, les brutalités policières, le désespoir des pauvres qui les incite à la violence ; à ces données psychologiques s'ajoutent des éléments structurels : la lutte des classes, les inadéquations du système judiciaire… Pourtant, ces phénomènes relativement stables n'expliquent pas pourquoi l'affaire a éclaté précisément à ce moment-là.

IV. Le point aveugle des idéologies.

Dans les années récentes, des données nouvelles sont apparues, qui font ressortir un élément que les historiens les plus lucides n'avaient jusque-là que soupçonné : le rôle crucial du ministère de la Justice à toutes les phases de l'affaire.
Les antennes du Department of Justice se sont étendues. Il regroupe la police, les services secrets, notamment le Bureau of Investigation, ancêtre du F.B.I. Il intervient dans les procès par l'entremise des Procureurs généraux, mais aussi par des tentatives multiples pour influencer les juges. Ce

Ministère n'ayant pas obtenu du Congrès autant d'argent qu'il le souhaitait, il lui faut multiplier à la fois les vociférations, les preuves du danger et les signes d'efficacité. En outre, son patron, A. Mitchell Palmer, ambitionne la Maison Blanche.
Les institutions qui incarnent la légitimité américaine sont toutes en état de guerre contre l'« ennemi intérieur ». A partir du 7 novembre 1919 s'inaugure la nouvelle chasse aux sorcières, organisée par Palmer. Le raid le plus important aura lieu le 2 janvier 1920, avec l'arrestation de 2 500 suspects dans trente-trois villes, qu'on ne légalisera qu'après coup.
Sur le procès de Sacco et Vanzetti plane le soupçon d'un réglement de comptes : le Bureau of Investigation n'ayant pas réussi à démontrer leur participation à ces actions veut les leur faire payer en leur imputant un crime sur lequel ils ont peut-être quelques informations mais auquel ils n'ont pas participé.
Si le véritable enjeu est bien le fonctionnement de la justice américaine et son caractère de classe, le fait nouveau est l'expansion de l'appareil répressif de l'État fédéral, qui se prolongera dans le F.B.I. Les années 1920 marquent l'entrée des grandes bureaucraties, publiques et privées, comme agents de l'histoire sociale, décideurs au nom de la démocratie, désormais pudiquement baptisée « démocratie industrielle ». Un monde a disparu. Fort peu d'Américains ont perçu ce développement et s'y sont opposés. L'époque ne remit guère en cause les pouvoirs de l'Exécutif en matière de police intérieure.
Aux États-Unis, le procès de Sacco et Vanzetti balise la fin de l'ère des répressions sauvages. Un autre univers a surgi, deux systèmes de béton désormais se complètent : le monde des décideurs et celui des administrateurs. Le premier est une structure complexe de recours et de négociations collectives et publiques, que la République américaine est l'une des toutes premières nations à surimposer aux conflits sociaux. Le second est une machine anonyme et formidable de gestion administrative et bureaucratique, dirigée contre le petit peuple, exclu de ces tractations ou extérieur au soi-disant système d'équilibre des forces. Désormais, l'individu isolé ne pourra lutter qu'en entrant dans des coalitions destinées à préserver ses intérêts.
Plus qu'une page noire de l'histoire américaine, l'affaire Sacco-Vanzetti est la réaction cohérente d'institutions américaines soutenues par les conservateurs, mais aussi par les libéraux. C'était en effet une tragédie, dont le sens échappa à la plupart de ses participants : si au lieu de définir leurs ennemis en termes trop généraux, ils avaient visé une cible bien délimitée, le Bureau of Investigation, la partie aurait peut-être eu une issue différente.

Ronald Creagh

Leçons d'octobre

A *propos des* 80 *ans de la* Révolution Russe

LA RÉVOLUTION RUSSE PROVOQUA un traumatisme dans le mouvement libertaire international dont, pensons-nous, il ne s'est pas encore remis.

Le soutien que certains anarchistes russes avaient apporté aux bolcheviks était fondé à l'origine sur le rejet par ces derniers de l'héritage parlementariste de la social-démocratie. Il leur avait tout d'abord semblé que c'étaient les bolcheviks qui s'étaient ralliés à leurs positions. Bien que ces illusions furent de courte durée, les libertaires russes continuèrent de soutenir le régime contre les menaces de rétablissement de l'ordre antérieur.

Il y a cependant un contraste curieux entre la rapidité et la pertinence avec laquelle les anarchistes analysèrent la nature du régime, les résolutions du mouvement anarcho-syndicaliste en font foi, et l'absence de réaction organisée et cohérente du mouvement en Russie, alors même que pendant ce temps les libertaires ukrainiens développaient à la fois une lutte armée et des réalisations constructives au niveau de l'organisation économique. Les choses se passent comme si, au sein de l'anarchisme russe, il n'y avait pas eu de relais avec les combats des anarchistes ukrainiens. «Que l'on imagine ce qu'une organisation du type de l'Alliance bakouninienne aurait pu réaliser, dit Alexandre Skirda: adopter un point de vue général, le faire connaître, définir une ligne de conduite pratique et la mettre en œuvre (1).»

L'après-révolution russe provoqua, directement ou indirectement, dans le mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste international trois types de réactions.

La synthèse anarchiste

1. La première fut la «synthèse anarchiste» de Sébastien Faure, reprise par Voline. Constatant les divisions internes, tant théoriques qu'organisationnelles, du mouvement anarchiste en Russie, Voline propose une synthèse des différents courants du mouvement: anarchiste-communiste, anarcho-syndicaliste, individualiste (2). Ces courants sont apparentés et proches les uns des autres, dit Voline, ils n'existent qu'à cause d'un malentendu artificiel. Il faut donc faire une synthèse théorique et philosophique des doctrines sur lesquelles ils reposent, après quoi on pourra en faire la fusion et envisager la structure et les formes précises d'une organisation représentant ces trois tendances.

Le premier commentaire qu'on pourrait faire est que l'approche de Faure et de Voline ressemble fort à de l'éclectisme, c'est-à-dire cette démarche qui consiste à prendre dans diverses doctrines ce qu'elles sont censées avoir de meilleur en laissant le reste, et à en faire un «cocktail». Cette démarche, que Bakounine attaque férocement chez Victor Cousin, est qualifiée de «plat métaphysique» et de «vinaigrette philosophique».

Ensuite, une synthèse n'est pas une fusion. Faire la synthèse de plusieurs idées consiste à envisager ce qu'elles ont de commun, d'opposé, et ensuite de dépasser ces concordances et ces oppositions. Une synthèse, c'est quelque chose d'autre, différent en nature, des éléments qui la composent. Si une synthèse des éléments qui composent l'anarchisme était envisageable, on n'aurait pas une adjonction de ces éléments qui cohabiteraient grâce à la «tolérance» qu'ils auraient l'un pour l'autre, mais quelque chose d'essentiellement différent, ce qui n'a jamais été le cas dans les organisations se réclamant de la synthèse.

La plate-forme d'Archinov

2. Si Archinov ne fut pas le seul à s'interroger sur l'échec du mouvement anarchiste russe, il fut l'un des seuls à tenter d'en tirer les conclusions pratiques. Il fit en tout cas une critique impitoyable du mouvement. Certes, Archinov fait le constat qu'«aucune théorie politico-sociale n'aurait pu se fondre aussi harmonieusement avec l'esprit et l'orientation de la révolution. Les interventions d'orateurs anarchistes en 1917 étaient écoutées avec une confiance et une attention rare par les travailleurs». Mais, dit-il, «il aurait pu sembler que l'union du potentiel révolutionnaire des ouvriers et des paysans, et de la puissance idéologique et tactique de l'anarchisme, représenterait une force à laquelle rien n'aurait pu s'opposer. Malheureusement, cette fusion n'eut pas lieu. Des anarchistes isolés menèrent parfois une activité révolutionnaire intense au sein des travailleurs, mais il n'y eut pas d'organisation anarchiste de grande ampleur pour mener des actions plus suivies et coordonnées (en dehors de la Confédération du Nabat et de la Makhnovchtchina en Ukraine). Seule une telle organisation aurait pu lier idéologiquement les anarchistes et les millions de travailleurs (3).»

Malheureusement, dit encore Archinov, les anarchistes se bornèrent pour la plupart à des activités limitées de petits groupes, ils ne sortirent pas de leur coquille groupusculaire, «au lieu de s'orienter vers des actions et des mots d'ordre politiques de masse». Ils préférèrent «se noyer dans la mer de leurs querelles intestines» et ne tentèrent pas une seule fois «de poser et de résoudre le problème d'une politique et d'une tactique communes de l'anarchisme». «Par cette carence, ils se condamnèrent à l'inaction et à la stérilité pendant les moments les plus importants de la Révolution sociale».

Les causes de cet état catastrophique résident dans l'éparpillement du mouvement, la désorganisation, l'absence d'une tactique collective qui ont presque toujours «été érigés en principes chez les anarchistes». Cette expérience tragique a «mené les masses laborieuses à la défaite». Les masses laborieuses sont instinctivement attirées par l'anarchisme, «mais elles n'œuvreront avec le mouvement anarchiste que lorsqu'elles seront convaincues de sa cohérence théorique et organisationnelle».

Dans un autre texte, Archinov réfute l'idée que seule la répression du pouvoir a empêché l'anarchisme de se développer en Russie. La répression bolchevique ne fut qu'une des causes, l'autre étant «l'absence d'un programme pratique déterminé au lendemain de la révolution» (4).

Réfugié à Berlin, Archinov édite *Le Messager anarchiste*, en russe, dont sept numéros paraissent entre 1923 et 1924. Makhno et Archinov décident de s'installer à Paris où ils fondent la revue *Dielo Trouda*. En 1926, ils publient un projet de plate-forme organisationnelle pour une Union générale des anarchistes, connue sous le nom de «plate-forme d'Archinov», mais qui est l'œuvre d'un collectif de militants. Toute la production du groupe à l'époque va consister à faire l'analyse critique de l'intervention des anarchistes pendant la révolution et à proposer des solutions, valables non seulement pour la Russie mais aussi pour le mouvement international. La

principale raison de l'échec du mouvement anarchiste réside dans «l'absence de principes fermes et d'une pratique organisationnelle conséquente». C'est pourquoi il est indispensable que soit élaboré un programme homogène et cohérent.

La plate-forme se subdivise en trois parties:

– Une partie générale établissant les principes fondamentaux du communisme libertaire;

– Une partie constructive concernant les problèmes de la production, de la consommation, de la défense de la révolution;

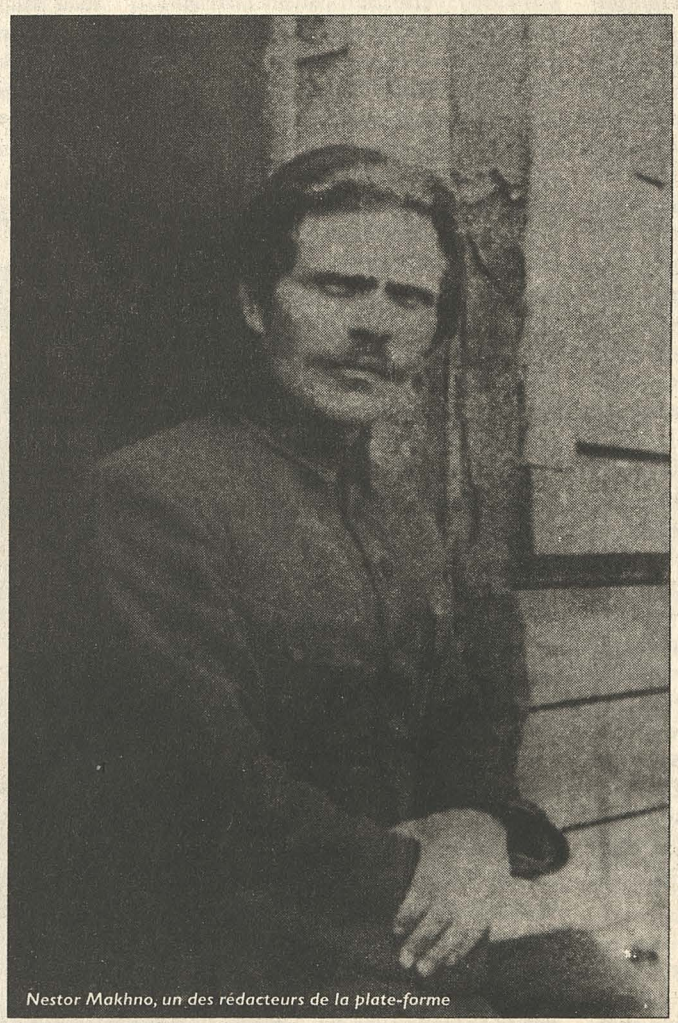
– Une partie consacrée aux principes généraux de l'organisation anarchiste, la nécessité de la cohérence idéologique, tactique, la responsabilité collective, le fédéralisme, etc.

Malatesta rédigea une *Réponse à la plate-forme* dans laquelle il déclare que les camarades russes sont «obsédés du succès des bolchevistes dans leur pays; ils voudraient, à l'instar des bolchevistes, réunir les anarchistes en une sorte d'armée disciplinée qui, sous la direction idéologique et pratique de quelques chefs, marchât, compacte, à l'assaut des régimes actuels et qui, la victoire matérielle obtenue, dirigeât la constitution de la nouvelle société (5)».

Les opposants à la plate-forme font en réalité une confusion. Pour quiconque ne se contente pas d'à-peu-près et de préjugés, et se donne la peine d'entrer dans le système bolchevik pour le comprendre, il n'y a aucune possibilité de l'assimiler aux positions défendues par Archinov et Makhno, quelles que soient les divergences qu'on puisse avoir avec ces militants par ailleurs. Il y a cependant un point de rencontre, qui ne tient pas à la similitude essentielle des deux optiques, mais à la similitude des conditions objectives à partir desquelles ces deux optiques ont été élaborées, c'est-à-dire une société semi-féodale sous-industrialisée. Bolchevisme et «plate-formisme» sont tous deux le produit d'un même environnement, ce qui ne signifie en rien qu'ils sont équivalents, mais signifie à coup sûr qu'ils sont inadéquats à une société industrielle développée et à une classe ouvrière nombreuse et organisée. Il y a de fortes probabilités que le «plate-formisme», s'il était devenu hégémonique dans la classe ouvrière occidentale, lui aurait fait subir une régression de même ampleur que ne l'a fait le bolchevisme.

Les réponses à la plate-forme

Ce sont essentiellement les principes organisationnels de la plate-forme qui choquèrent les principaux porte-parole du mouvement anarchiste européen, principes pourtant très vaguement exposés. Archinov déclare en effet qu'il «ne peut y avoir de droits sans obligations, comme il ne peut y avoir de décisions sans leur exécution». Le fait qu'une décision doive être appliquée une fois qu'elle a été collectivement décidée semble être compris comme une atteinte à la liberté et à l'indépendance individuelle. Le principe de la responsabilité collective est férocement attaqué, c'est-à-dire l'idée que chaque militant de l'organisation représente cette organisation dans ses actes et est responsable devant elle, de même que l'organisation est l'expression des militants individuels.



Nestor Makhno, un des rédacteurs de la plate-forme

Une relecture attentive de la «plate-forme» ne révèle rien que de très banal pour quiconque est adhérent d'une banale association, rien qui prête à la diabolisation. L'insistance d'Archinov sur le fait que la «plate-forme» était un projet négociable dont certains aspects pouvaient être adaptés aurait pu rassurer les anarchistes de l'époque. L'historien qui s'interrogera sur le rejet de cette plate-forme par le mouvement anarchiste des années 20 devra sans doute examiner de près quelle était la composition sociologique du mouvement à l'époque, à quelle type d'activité il se consacrait, et dans quels milieux. Le militant qui relit ce document aujourd'hui se plaît à se demander pourquoi diable Archinov et Makhno se sont exilés en France plutôt qu'en Espagne (6)...

La démarche d'Archinov apparaît incontestablement comme une réaction de classe d'un militant ouvrier révolutionnaire face à des petits-bourgeois: dans le numéro 23-24 de la revue, il écrit que «les auteurs de la plate-forme partaient du fait de la multiplicité des tendances contradictoires dans l'anarchisme, non pas pour se donner la tâche de les unir en un tout, ce qui est absolument impossible, mais d'effectuer une sélection idéologique et politique des forces homogènes de l'anarchisme et en même temps de se différencier des éléments chaotiques, petits-bourgeois (libéraux) et sans racines de l'anarchisme».

L'accent mis sur l'aspect «autoritaire», sur l'essence «bolchevique» de la plate-forme masque son contenu réel. Partisans de la plate-forme et partisans de la synthèse, focalisés sur les divergences qui les opposaient, ont ainsi évité de constater certains points essentiels qui les unit et sont ainsi passés à côté du véritable débat. En somme les désaccords entre partisans de la plate-forme et les partisans de la synthèse sont moins grands que ce qui les unit.

Ainsi, Malatesta reconnaît qu'il est «urgent que les anarchistes s'organisent pour influer sur la marche que suivent les masses dans leur lutte pour les améliorations et l'émancipation»; il reconnaît également que «la plus grande force de transformation sociale est le mouvement ouvrier (mouvement syndical)» et que «de sa direction dépend, en grande partie, le cours que prendront les événements et le but auquel arrivera la prochaine révolution». C'est pourquoi «les anarchistes doivent reconnaître l'utilité et l'importance du mouvement syndical, ils doi-

vent en favoriser le développement et en faire un des leviers de leur action». Mais, dit Malatesta, «ce serait une illusion funeste que de croire, comme beaucoup le font, que le mouvement ouvrier aboutira de lui-même, en vertu de sa nature même, à une telle révolution». Il en découle «la pressante nécessité d'organisations proprement anarchistes, qui, à l'intérieur comme en dehors des syndicats, luttent pour l'intégrale réalisation de l'anarchisme et cherchent à stériliser tous les germes de corruption et de réaction».

La plate-forme ne dit rien d'autre. «En unissant les ouvriers sur la base de la production, le syndicalisme révolutionnaire, comme du reste tout groupement professionnel, n'a pas de théorie déterminée; il n'a pas une conception du monde répondant à toutes les questions sociales et politiques compliquées de la réalité contemporaine. Il reflète toujours l'idéologie de divers groupements politiques, de ceux notamment qui œuvrent le plus intensément dans ses rangs.» C'est pourquoi les auteurs de la plate-forme estiment que «les anarchistes doivent participer au syndicalisme révolutionnaire comme l'une des formes du mouvement ouvrier révolutionnaire». «Considérant le syndicalisme révolutionnaire uniquement comme un mouvement professionnel de travailleurs n'ayant pas une théorie sociale et politique déterminée et, par conséquent, étant impuissant à résoudre par lui-même la question sociale, nous estimons que la tâche des anarchistes dans les rangs de ce mouvement consiste à y développer les idées libertaires, à le diriger dans un sens libertaire, afin de le transformer en une armée active de la révolution sociale».

De leur côté les anarcho-syndicalistes ne niaient pas qu'un mouvement syndical sans doctrine n'était qu'une masse de manœuvre pour les organisations politiques. Ils proposaient un autre modèle, fondé sur un autre type de rapport entre minorité révolutionnaire et organisation de classe. Ce modèle existait déjà depuis 15 ans en Espagne, et il était en train de se mettre en place en France précisément au même moment où la plate-forme d'Archinov était publiée. Ce modèle était fondé sur le constat que le mouvement anarchiste ne peut avoir une existence de masse que lorsqu'il crée lui-même une organisation de masse.

La réponse syndicale

3. Des syndicalistes révolutionnaires et des anarcho-syndicalistes contribueront à la formation du parti communiste en France. Certains d'entre eux le quitteront assez rapidement. Monatte, Rosmer et Delagarde seront exclus en décembre 1924. Il faut garder à l'esprit un fait qui a été peu souligné: pour beaucoup, la révolution russe était le prélude à l'extension de la révolution en Europe. Dans cette perspective, soutenir la révolution russe, quel qu'en fût le caractère, était vital. «La révolution cessera bientôt d'être russe pour devenir européenne», écrit Monatte à Trotski le 13 mars 1920. Tom Mann, un syndicaliste révolutionnaire britannique (et fondateur en 1921 du parti communiste britannique), dira les choses clairement: «Bolchevisme, spartakisme, syndicalisme révolutionnaire, tout cela signifie la même chose sous des noms différents.» Nombre de militants syndicalistes révolutionnaires ne virent pas de différence entre les soviets et les bourses du travail, qui de fait remplissaient le même office: rassembler les travailleurs, et par extension la population laborieuse d'une localité sur des bases interprofessionnelles.

Il y avait, outre l'anti-parlementarisme (7), nombre de similitudes entre les positions du syndicalisme révolutionnaire et celles des bolcheviks, qui expliquent l'adhésion de certains militants au communisme. Ces similitudes seront surtout soulignées par les bolcheviks eux-mêmes, soucieux d'attirer à eux les militants ouvriers les plus actifs. Charbit, Hasfeld, Martinet, Monatte, Monmousseau, Rosmer, Sémard et d'autres en firent partie. Dire, avec Brupbacher, que le syndicalisme révolutionnaire accomplit son suicide est exagéré. Si ces militants ont manqué de discernement, c'est là une chose qu'on peut difficilement leur reprocher. Il reste que ce manque de discernement n'était pas une fatalité: Gaston Leval, se rend à Moscou en 1921 comme délégué adjoint de la C.N.T. espagnole pour prendre part au congrès constitutif de l'Internationale des syndicats rouges. Ce qu'il voit en Russie, il est vrai qu'il ne s'est pas contenté de suivre les parcours fléchés officiels, le persuade que la révolution se dévoie vers une dictature de parti (8). Le rapport qu'il fera au congrès de Saragosse en 1922 persuadera la C.N.T. de ne pas adhérer à l'Internationale syndicale rouge, ce qui évitera à celle-ci le processus de «bolchevisation» subi par d'autres centrales syndicales européennes. En 1922 se constituera, en concurrence de l'Internationale syndicale rouge, l'A.I.T. seconde manière.

On peut dire que c'est l'accélération de l'histoire, consécutive à Octobre, qui a imposé aux différents courants présents dans le mouvement ouvrier de se démarquer clairement. Si on peut regretter que l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire n'aient pas conservé leur position dominante en France, sur le plan international la situation était très encourageante: l'A.I.T. avait des sections dans 24 pays et regroupait des millions de travailleurs. Son déclin est moins le résultat d'une prétendue inadaptation aux temps nouveaux que la conséquence des massacres de la guerre, du fascisme, du nazisme et du stalinisme.

Après l'assassinat de syndicalistes par des communistes, à la maison des syndicats à Paris, le 11 janvier 1924, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires s'engagèrent dans la formation d'une nouvelle centrale syndicale, la

Malatesta s'opposa à la plate-forme

C.G.T.-S.R. Les Unions départementales de la Somme, de la Gironde, de l'Yonne, du Rhône, la fédération du bâtiment, se groupèrent dans une Union fédérative des syndicats autonomes de France, puis se confédérèrent les 1er et 2 novembre 1926 à Lyon.

La nouvelle organisation conteste l'idée de neutralité syndicale telle qu'elle est affirmée dans la charte d'Amiens, notamment le paragraphe où « le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. »

La C.G.T.-S.R. désormais affirme la nécessité, pour le syndicalisme, non seulement de se développer hors des partis politiques, mais contre eux. Cette attitude est en quelque sorte l'écho des conditions d'admission à l'Internationale communiste qui préconisaient la constitution de fractions communistes dans les syndicats afin d'en prendre la direction. La constitution de la C.G.T.-S.R. est incontestablement la réponse de l'anarcho-syndicalisme aux conditions nouvelles créées par le nouveau régime bolchevique; elle est également le pendant des tentatives faites par la plate-forme d'Archinov d'adapter le mouvement libertaire à ces nouvelles conditions. Il est significatif que la plate-forme d'Archinov et la charte de la C.G.T.-S.R. datent de la même année: les deux documents sont inséparablement liés et devraient être analysés en parallèle, comme deux réponses au même problème.

La charte de Lyon de la C.G.T.-S.R. affirme que le syndicalisme est « le seul mouvement de classe des travailleurs » : « l'opposition fondamentale des buts poursuivis par les partis et les groupements qui ne reconnaissent pas au syndicalisme son rôle essentiel, force également la C.G.T.-S.R. à cesser d'observer à leur égard la neutralité syndicale, jusqu'ici traditionnelle».

Les documents de constitution de la C.G.T.-S.R. offrent une véritable réflexion sur le contexte de l'époque, notamment sur la crise mondiale qui se prépare, sur la montée du fascisme (ce que ne fait pas la plate-forme d'Archinov), et formulent un véritable programme politique. Avec son comité confédéral national, sa commission administrative, son bureau et ses deux secrétaires, elle devait elle aussi apparaître comme particulièrement « autoritaire » à certains anarchistes.

Une tactique révolutionnaire est esquissée concernant les rapports avec les autres forces révolutionnaires, à la fois dans l'action revendicative quotidienne et en cas de révolution. Un programme revendicatif est proposé, qui s'inscrit à la fois dans le cadre de revendications quotidiennes tout en présentant un caractère de préparation à la transformation sociale. On retrouvera, curieusement, les principaux thèmes, réadaptés évidemment, de ce programme revendicatif dans... le programme de transition de Trotski, dix ans plus tard!

Sur cette période, A. Schapiro écrivit en 1937 : « La grande guerre balaya la charte du neutralisme syndical. Et la scission au sein de la Première internationale entre Marx et Bakounine eut un écho à la distance de presque un demi-siècle dans la scission historiquement inévitable au sein du mouvement ouvrier international d'après-guerre. Contre la politique de l'asservissement du mouvement ouvrier aux exigences de partis politiques dénommés "ouvriers", un nouveau mouvement, basé sur l'action directe des masses en dehors et contre tous les partis politiques, surgissait des cendres encore fumantes de la guerre 1914-1918. L'anarcho-syndicalisme réalisait la seule conjonction de forces et d'éléments capables de garantir à la classe ouvrière et paysanne sa complète indépendance et son droit inéluctable à l'initiative révolutionnaire dans toutes les manifestations d'une lutte sans merci contre le capitalisme et contre l'État, et d'une réédification, sur les ruines des régimes déchus, d'une vie sociale libertaire. »

Le débat reste ouvert sur la question du mode d'intervention des libertaires, qu'ils soient anarcho-syndicalistes ou anarchistes-communistes. L'expérience historique de la social-démocratie et du léninisme a disqualifié ces deux mouvements dans leurs tentatives de proposer une alternative au capitalisme. Quatre-vingts ans après Octobre, cinquante ans après la charte de la C.G.T.-S.R. et la plate-forme d'Archinov, les circonstances imposent que le mouvement ait une apparition propre, au grand jour, comme alternative à la politique social-démocrate réformiste ou radicalisée, au syndicalisme réformiste, intégré à l'État et dominé par des partis politiques.

La révolution de demain ne sera ni la répétition de la révolution russe ni celle de la révolution espagnole. La société capitaliste a subi des transformations qui rendent impossible de telles éventualités. Il n'y a plus de palais d'Hiver à prendre et, d'autre part, il n'y a plus d'organisation révolutionnaire de masse proposant un modèle de société dans lequel le prolétariat se reconnaisse.

Bakounine disait que le socialisme « ne trouve une réelle existence que dans l'instinct révolutionnaire éclairé, dans la volonté collective et dans l'organisation propre des masses ouvrières elles-mêmes, et quand cet instinct, cette volonté, cette organisation font défaut, les meilleurs livres du monde ne sont rien que des théories dans le vide, des rêves impuissants. » Il désigne là les trois directions dans lesquelles les militants révolutionnaires doivent encore aujourd'hui s'orienter.

René Berthier. - groupe Février (Paris)

NB : Cette article est composé d'extraits d'un texte réalisé à l'occasion de la semaine sur les 80 ans de la révolution russe sur *Radio libertaire* et ne peut donc refléter l'intégralité de la réflexion de l'auteur sur le sujet

(1) Alexandre Skirda, *Autonomie individuelle et force collective, Les anarchistes et l'organisation, de Proudhon à nos jours*, éditions A.S., 1987.

(2) Dans le débat sur la « synthèse », l'individualisme disparaît vite par la trappe. Après tout, quel besoin pour un individualiste de s'organiser (sinon pour empêcher ceux qui ne le sont pas de le faire)? Il n'entre pas dans le cadre de ce travail de développer cette question, mais rappelons que la critique féroce de l'individualisme par Bakounine est en même temps une critique de l'idéologie bourgeoise et de l'État. La liberté individuelle absolue est une notion métaphysique qui ressortit de l'idéalisme. La condamnation absolue, faite par Bakounine, du nihilisme des philosophes post-hégéliens – dont Stirner faisait partie – conduit inévitablement à la question : si Bakounine est anarchiste, Stirner ne l'est pas (et inversement). Dans la doctrine anarchiste, il y a une théorie de l'individu qui est infiniment plus riche que l'« individualisme » de Stirner; cela ne suffit pas pour dire que l'anarchisme est de l'individualisme ni que Stirner est anarchiste... Le seul fait de nier l'existence de classes sociales et leur antagonisme devrait suffire à disqualifier en tant qu'anarchiste quiconque défendrait ces positions.

(3) « Les 20ctobres », op. cit. p. 193.

(4) « Les problèmes constructifs de la révolution sociale », 1923, in *Les Anarchistes russes et les Soviets*, Spartacus, p. 198.

(5) Errico Malatesta, *Réponse à la plate-forme – Anarchie et organisation*, brochure du groupe 19 Juillet.

(6) Des anarchistes espagnols contactèrent Makhno en 1931 pour qu'il prenne la direction d'une guérilla en Espagne du Nord. Il écrivit en 1932 dans un journal anarchiste russe des États-Unis : « A mon avis, la F.A.I. et la C.N.T. doivent disposer [...] de groupes d'initiative dans chaque village et chaque ville, et ils ne doivent pas craindre de prendre en mains la direction révolutionnaire stratégique, organisationnelle et théorique du mouvement des travailleurs. Il est évident qu'ils devront éviter à cette occasion de s'unir avec des partis politiques en général, et avec les bolcheviks-communistes en particulier, car je suppose que leurs commensaux espagnols seront les dignes émules de leurs maîtres. » Cité par Alexandre Skirda, *Les Cosaques de la Liberté*, p. 330, éd. JC Lattès.

(7) Lénine se plaignait que la lutte antiparlementaire avait été abandonnée aux anarchistes.

(8) Il rencontre Rosmer, Victor Serge, Marcel Body, Voline (qu'il fait libérer de prison dans des circonstances rocambolesques) Alexandre Schapiro, Emma Goldmann, Alexandre Berckmann, mais aussi, du côté bolchevik, Chliapnikoff, Alexandra Kollontaï, Lénine, Trotsky, Boukharine.

Les Bourses du Travail

Un instrument original du syndicalisme français

Le syndicalisme français a gagné sa spécificité de structure et d'action avant 1914 au travers des Bourses du travail. Si les structures verticales telle les fédérations de métiers et d'industries, basées sur la solidarité ouvrière dans une même branche impulsent une lutte professionnelle à l'échelle du pays, les Bourses du travail ont apporté une double dimension au syndicalisme français par la constitution d'organismes horizontaux et territoriaux. Ces organismes sont alors porteurs d'un autre type de solidarité, dépassant les diversités de professions et de corporations, pour s'inscrire dans une solidarité de proximité géographique, «de classe» ou même d'aspiration à la transformation sociale. C'est bien à travers la solidarité interprofessionnelle que la conscience révolutionnaire est la plus apte à s'affirmer.

De plus, la finalité du projet des bourses était, en assurant la formation d'une classe ouvrière autonome, objectif contenu aussi dans les services qu'elles proposaient, d'être à la fois un outil d'émancipation intégrale des travailleurs et un instrument d'organisation de la société future. A travers les Bourses du travail et le modèle de syndicalisme qui y était développé, on peut apercevoir un modèle révolutionnaire complet basé sur un fondement socioprofessionnel et non idéologique, une tactique: l'action directe, une stratégie: la grève générale et des moyens d'action et d'organisation de la société à venir: la C.G.T. et la Fédération des bourses. C.G.T. et Fédération des bourses du travail qui avaient d'ailleurs fusionné en 1902 lors du congrès de Montpellier, constituant ainsi une seule organisation centrale composée de deux sections, celle des fédérations de métiers et celle des Bourses du travail.

N'oublions pas que, pour Fernand Pelloutier, secrétaire de la fédération de 1895 à sa mort en 1901 et l'un des principaux initiateurs de leur éclosion, les Bourses du travail apparaissent comme la synthèse du mouvement syndical, un instrument total de lutte, de l'organisation à la révolution en passant par l'éducation ouvrière.

Naissance, évolution et fonction des Bourses du travail

Trois éléments semblent déterminer le phénomène national d'éclosion des bourses. Tout en étant un projet déjà ancien, avec la loi de 1884 autorisant les syndicats, un double processus va apparaître. D'une part cette décision s'inscrit dans les objectifs des gouvernements républicains de l'époque d'essayer d'attacher la classe ouvrière au régime par un certain nombre de lois à caractère social. D'autre part, c'est une réponse aux nombreuses pressions, au plan local, des travailleurs pour voir apparaître dans leur ville une telle institution afin d'obtenir des locaux pour se réunir, élaborer leurs revendications et organiser leurs actions. Enfin, syndicalistes comme élus républicains voient dans les Bourses du travail un remède au problème criant des bureaux de placement privés. La première Bourse du travail ouvre ses portes à Paris le 3 février 1887, suite à une décision du Conseil municipal. Rapidement celles-ci vont se développer sur tout le territoire et dix des quatorze bourses existantes en 1892 vont fonder à Saint-Étienne une fédération. Cette Fédération des bourses du travail accroît rapidement son influence sur le mouvement ouvrier aux dépends de la Fédération nationale des syndicats, seule autre organisation nationale, alors inféodée au parti guesdiste. L'entrée des anarchistes dans les syndicats, largement favorisée par des militants comme Fernand Pelloutier et Émile Pouget, trouve alors tout son écho au sein des structures locales et interprofessionnelles que sont les Bourses du travail. De la naissance de la Fédération des bourses du travail en 1892 jusqu'en 1906, le syndicalisme sera marqué d'une empreinte profonde par les anarchistes au travers d'un type d'action et d'une idéologie.

Si le rôle premier d'une Bourse du travail, et sa justification au niveau des institutions, est son rôle dans l'organisation du placement des travailleurs par l'intermédiaire de ses bureaux de placement pour hommes et femmes, de nombreux autres services sont mis en place. Ces services peuvent varier d'une bourse à l'autre mais ils s'inscrivent tous dans la même démarche: répondre aux besoins de la population ouvrière tout en assurant son éducation primaire, professionnelle, sociale mais aussi socialiste.

Les Bourses du travail ont mis en place des services aussi riches et variés que le secours de route (versement d'une allocation appelée viaticum) pour les ouvriers de passage en quête d'ouvrage, des bibliothèques, parfois d'une impressionnante composition pour l'époque, comme celle de Paris qui contenait 2700 ouvrages au tournant du siècle, destinées à l'élévation des connaissances ouvrières dans tous les domaines, mais aussi à la distraction. Les services des bourses furent marqués par des réalisations considérables, comme les cours d'enseignement professionnel et d'enseignement général, les dispensaires médicaux chargés de lutter lors d'accidents du travail contre les compagnies d'assurances trop complaisantes avec le patronat, et encore les services de renseignements juridiques afin de renseigner les travailleurs sur les nouvelles lois à caractère social florissant sous la III^{e} République.

Action et éducation

A côté de ses fonctions «institutionnelles» de bureau de placement et de locaux de réunions pour les syndicats, les Bourses du travail avaient aussi la volonté d'être des centres d'éducation sociale et des foyers d'agitation constante.

L'action syndicale menée par les bourses se définit par son rôle solidaire envers les grèves locales, voire nationales, mais aussi par son implication dans une dynamique syndicale globale au travers de son action lors des journées du premier mai ou la diffusion des idées-force du syndicalisme de l'époque comme la revendication de la journée de huit heures, la grève générale ou encore l'antimilitarisme.

Si, dans le cadre de grèves, la bourse n'avait pas vocation à en être l'actrice première, l'instrument de lutte directe étant alors le syndicat groupant les travailleurs concernés, elle jouait bien souvent un rôle déterminant en raison de l'expérience et des conseils qu'elle pouvait donner, de la capacité d'intervention et d'organisation de ses militants ou encore de la solidarité financière mais aussi morale qu'elle entraînait par la popularisation du mouvement par voie d'affiches, de meetings et de fêtes de solidarité. En étant une structure d'entente, de regroupement et de coordination au niveau local, le but principal des bourses en cas de mouvements de grève était, tout en assurant une aide logistique, de diffuser l'information et d'organiser la solidarité à tous les niveaux, auprès de toutes les corporations de la ville. L'organisation d'une caisse de grève afin de pouvoir soutenir financièrement toutes les corporations engagées dans une lutte et l'envoi de militants sur les lieux du conflit afin de servir

de conseillers et d'orateurs étaient aussi des pratiques permanentes des bourses du travail. Bien souvent l'intervention des militants expérimentés des bourses dans un conflit du travail fut déterminante pour la réussite de celui-ci.

Enfin, il est bon de signaler que c'est aussi au sein des Bourses du travail que se sont mis en place les sous-comités locaux à la grève générale.

A côté de cette action syndicale, du travail de terrain, de propagande et d'agitation, les Bourses du travail ont aussi toujours gardé en tête la fameuse formule de Fernand Pelloutier « éduquer pour révolter ». Les militants des bourses de cette époque étaient convaincus que pour pouvoir arriver à l'émancipation du prolétariat, il fallait lui donner les moyens de s'émanciper, de pouvoir porter et assumer un projet de transformation sociale. Si la pratique de l'action directe au cours des mouvements de grève pouvait apparaître comme émancipatrice, soit en aboutissant à des réformes partielles soit parce qu'elle faisait office de « gymnastique révolutionnaire » dans la perspective de la révolution, il apparaissait aussi nécessaire de donner aux ouvriers « la science de leur malheur », pour reprendre une autre expression de Pelloutier. Cette volonté de donner aux ouvriers, et en premier lieu aux syndicalistes, les moyens de comprendre et de maîtriser le monde qui les entoure, tout comme les moyens de dresser une autre société sans être dépendant de ceux qui détiennent le savoir, était présente dans toute l'œuvre des bourses et marquait profondément les objectifs des cours professionnels et de la bibliothèque. Pour compléter cette œuvre éducative en touchant un public encore plus large, les bourses mirent en place des rendez-vous à la fois pratiques, éducatifs et conviviaux qui passaient par des conférences d'éducation populaire, des fêtes et des représentations théâtrales. C'est au co· ·s de ces fêtes ou conférences que des « causeries » étaient organisées sur des thèmes nombreux comme l'espéranto, le néo-malthusianisme, l'émancipation féminine, l'antimilitarisme....

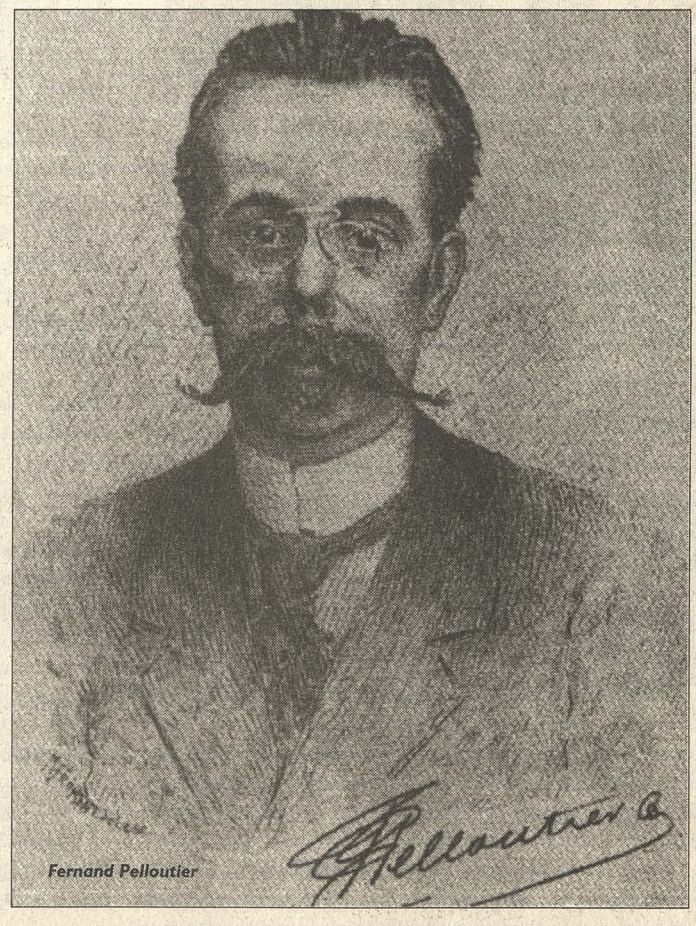
Rendre le « socialisme » plus attrayant était donc l'un des objectifs des fêtes et conférences organisées dans les bourses. Mais, au même titre que certains des services proposés, elles avaient aussi une fonction d'éducation et de conscientisation de la population ouvrière. Elles s'inscrivaient dans la recherche d'un équilibre constant entre l'action revendicative et l'éducation des travailleurs. Cet équilibre avait pour vocation de globaliser l'action syndicale particulière dans un mouvement d'ensemble, dans la recherche d'une émancipation intégrale par la pratique et « l'éducationnisme ».

« L'enseignement » des bourses du travail

Le premier élément d'importance à noter est la dualité de nature d'une Bourse du travail. Dans une période où il n'existait ni système étatique de placement, ni formation professionnelle réglementée, ni système d'assurance sociale, les Bourses du travail ont alors joué un rôle fondamental en mettant en place des services à caractères « sociaux » et en répondant de cette manière à des besoins essentiels de la population ouvrière. C'est d'ailleurs à ce titre qu'elles recevaient des subventions de la part de l'État et de municipalités alors dominées par un personnel républicain soucieux de « paix sociale », d'intégration et d'attachement au régime des ouvriers. Par ailleurs, la seconde nature de la bourse est celle d'un centre de résistance, de revendications et d'actions ouvrières. Un centre de regroupement qui, particulièrement sous la période où le syndicalisme révolutionnaire était dominant, n'était point une institution, ni une contre-institution mais un ferment de désagrégation révolutionnaire de la société établie, de l'ordre social en place. La dualité de nature des bourses s'exprime alors à la fois par cette vocation à proposer des services répondant à un besoin précis dans le cadre de la société de l'époque et à être un lieu d'action et d'élaboration de la société future.

On peut aussi s'interroger sur le caractère subventionné des Bourses du travail sur les moyens de contrôle dont disposaient les institutions sur celles-ci par le biais du financement. En grande partie, les municipalités pouvaient, par des « ennuis » financiers, freiner l'activité, les actions et donc le rayonnement des bourses tout en usant les militants qui composaient leur administration. On peut envisager que lorsque la municipalité jugeait que l'agitation menée par une bourse, ou même les idées et les pratiques qu'elle développait, pouvaient mettre en péril « la paix sociale » en remettant en cause l'ordre établi, elle avait les moyens de casser son action par une pratique plus sournoise que la répression, en lui diminuant ou même en lui supprimant les moyens de financement. Ce phénomène est à l'origine de la fermeture, de 1905 à 1907, de 16 Bourses du travail dans un contexte où la propagande menée par la C.G.T. autour du premier mai 1906, la revendication pour la journée de huit heures et la grève générale comme moyen d'y parvenir, plaçait la confédération dans une incontestable dynamique révolutionnaire. Il n'est pas étonnant que de nombreuses municipalités ainsi que plus globalement le gouvernement républicain aient voulu saper les bases du syndicalisme révolutionnaire en fermant les bourses par suppression de leur su ention et expulsion des bâtiments municipaux qu'elles occupaient.

À aucun moment les militants des bourses n'ont pu se doter d'une autonomie financière qui leur aurait permis, tout en œuvrant à la même édification d'une structure de services et d'éducation ouvrière, de se garantir une totale liberté d'action au niveau revendicatif et révolutionnaire. Cette « répression financière » exercée par



Fernand Pelloutier

les institutions municipales et étatiques peut bien apparaître comme une volonté planifiée du personnel républicain de l'époque de saper les bases organisationnelles et militantes du syndicalisme révolutionnaire. La fermeture de nombreuses bourses du travail développant les idées d'autonomie ouvrière puis leur réouverture sous la direction de militants socialistes, avec la complicité bien souvent des municipalités dominées par le même personnel socialiste, a certainement joué un rôle important dans la perte d'influence du syndicalisme d'action directe au sein du mouvement syndical français. C'est un élément qui fut trop souvent oublié dans les raisons qui expliquent ce déclin.

Par ailleurs de tels services que ceux mis en place par les bourses auraient-ils pu apparaître ou connaître un pareil développement s'ils avaient été portés uniquement par les capacités d'auto-organisation et d'auto-financement du mouvement syndical?

En janvier 1914, il en sera fini de la structuration adoptée par la C.G.T. lors de son congrès de «refondation» de 1902 et de la particularité de sa double dimension. À partir de cette date, le secrétaire de l'Union départementale devient le seul représentant de la C.G.T. Il en est alors fini de la section des Bourses du travail au sein de la C.G.T. et de leur autonomie. DesBourses du travail, il reste seulement un immeuble et le nom, abritant le siège des syndicats. Il n'est peut-être pas étonnant qu'à la veille de la première guerre mondiale, les modérés, proche du parti socialiste venant de réaliser son unité en 1905, et qui avaient petit à petit, depuis 1906, pris le dessus sur le parti du travail, comme le nommait Émile Pouget, aient supprimé la section des bourses et son autonomie. En supprimant celle-ci, ils ont supprimé le moyen pour le syndicalisme de porter un projet global en se passant des structures d'État et de sa représentation parlementaire. Si les bourses étaient le lieu de formation d'une classe ouvrière autonome, elle l'étaient par rapport à toute représentation politique, socialiste en premier lieu.

De plus, la tourmente de feu et d'acier qui suivit balaya presque totalement le mouvement ouvrier, notamment en raison de son incapacité à s'opposer à la guerre, ainsi que toute une génération de militants syndicaux. Lorsque le mouvement syndicaliste et ouvrier se reconstitue après la guerre, le processus ne peut se faire sans tenir compte «de la grande lueur qui s'est levée à l'Est». Beaucoup de militants se laisseront illusionner par la révolution russe et son écho amena de nouvelles orientations, malheureusement bien loin de l'idée d'autonomie ouvrière.

Alors que l'histoire du syndicalisme en France de 1917 à nos jours est complètement liée à un modèle de représentation politique, communiste ou socialiste, le limitant dans une action revendicative, bien souvent corporative, et attribuant au parti le rôle d'offrir des perspectives globales notamment par l'action parlementaire, il serait peut-être bon de redécouvrir ce qui a pu être «l'autre socialisme». Un socialisme non plus basé sur l'action syndicale professionnelle revendicative ou même corporatiste complétée par une action politique parlementaire globale, mais sur une action syndicale autonome contenant une double dimension professionnelle et interprofessionnelle porteuse de pratiques, d'une tactique, d'une stratégie et d'une finalité.

David. - groupe Durruti (Lyon)

*Dolléans Édouard, *Histoire du mouvement ouvrier (1871-1920)*, tome II, A.Colin, cinquième édition, 1957, Paris, 366 pages.

Voir à ce propos «l'appel aux anarchistes: leur place est dans les syndicats» de Pelloutier, parut dans *Les Temps nouveaux* du 2 novembre 1895.

Pelloutier Fernand, *Histoire des Bourses du Travail*, édition Gordon & Breach, Paris, 1971 (1902), 338 pages.

Voir à ce propos la préface de Jacques Toublet «L'anarchosyndicalisme, l'autre socialisme» à la réédition de deux brochures d'Émile Pouget *La confédération générale du travail* et *Le parti du travail* aux Éditions C.N.T./R.P., 1997.

Pour en savoir plus sur les Bourses du Travail:

Julliard Jacques, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, seuil, Paris, 1971, 294 pages.

Delesalle Paul, *Les Bourses du Travail et la C.G.T.*, Bibliothèque du mouvement prolétarien, 64 pages, Rivière, 1912.

Un autre futur

Contre vents et marées*

*Les années qui ont suivi la guerre civile espagnole sont parmi les plus noires de l'histoire espagnole avec la suppression des libertés les plus élémentaires, la répression féroce à l'encontre des antifascistes, les liquidations d'opposants, entre autres violences. L'État se vengeait de l'autonomie de la population et de sa recherche d'*un autre futur. *À cette tentative, Franco et sa clique avaient répondu par des menaces qu'ils avaient mises à exécution avec brutalité:*
En août 1936, on entendait déjà sur Radio Saragoza:
« Race de vipères! Êtres immondes! Pour vous, pas de clémence, pas de pardon, pas d'oubli... Sur vous, bourgeois de gauche, embusqués sous le déguisement immonde du judaïsme et de la maçonnerie, sur vous, nous demandons le poids implacable de la justice; nous exigeons pour vous qui êtes tachés du sang de tant de victimes innocentes l'extermination totale et immédiate [...]. L'Espagne se sauvera en vous détruisant, l'Espagne jure que vous tomberez (1).»
On évoque souvent ces temps-ci le devoir de mémoire et quand Federica Montseny parle de «lier le passé au présent» au début d'Un autre futur, cela paraît concret et important. Contre vents et marées, suite et quatrième partie d'Un autre futur (2), nous raconte les chemins de l'exil, les résistances contre quarante ans de dictature à l'extérieur et à l'intérieur de l'Espagne, des tentatives d'assassinat du Caudillo, les exécutions, les souffrances, les camps, le soutien des gouvernements internationaux à Franco, le retour impossible, et surtout nous montre la force des convictions des témoins. Ce sont aussi les grands meetings de l'après Franco, comme le meeting de Barcelone en 1977 en présence d'un demi-million de personnes.
Les leçons à tirer de cette résistance sont multiples. Si certains et certaines peuvent considérer Contre Vents et marées comme un film noir, il n'empêche qu'il donne des exemples de courage et de fidélité aux idées libertaires. Il renvoie aussi à des questions sur l'engagement. Que dire encore, sinon qu'il faut continuer la lutte. Les nouvelles formes de totalitarisme sont en place. À nous de trouver les actions, les solidarités, les expressions pour dire à nouveau: No pasaran!

M.L. : Quelle a été ta démarche dans la réalisation de Un autre futur et de Contre vents et marées?

Richard Prost : Nous avons démarré *Un autre futur* en 1986 et, dès la création du premier scénario, nous avons voulu arrêter l'histoire des exilés espagnols à la mort de Franco [1975]. En 1988-1989, devant le manque de moyens, nous avons arrêté notre récit en 1945 et terminé la production d'*Un autre futur*. Des interviews et des rushes n'avaient pas été montés, mais il manquait des pans d'histoire, des interviews, des séquences. J'ai donc retravaillé l'écriture de cette quatrième partie avec Aimé Marcellan, fils de Tomas Marcellan, exilé espagnol qui travaillait à l'imprimerie de Choisy-le-Roi (décédé le 8 juillet dernier).

M.L. : Le film débute avec un générique sur les plans de l'imprimerie historique de Choisy-le-Roi où ont été imprimés les tracts, les journaux de la résistance contre Franco, puis c'est le témoignage d'un exilé qui a passé la Seconde guerre mondiale dans un camp de concentration. Pourquoi?

R.P. : Roque Llop, ce petit homme à lunettes est bien connu des habitués de la C.N.T., rue des Vignoles. Pour moi, Llop est un personnage fondamental dans mes rencontres avec les exilés espagnols. Nous avons peu parlé ensemble, il était très discret. J'étais néanmoins très ému à chaque rencontre parce qu'il était à la fois le symbole de l'anéantissement total et celui de la résistance parfaite. Llop, pour son malheur, a fait partie de ces « volontaires » forcés envoyés dans le Nord pour renforcer la ligne Maginot, comme Moreno, l'un des personnages de *Un autre futur*. Llop se retrouve donc face aux troupes allemandes en mai 1940. Il est envoyé dans différents stalags pour arriver à Mathausen en janvier 1941, puis il est ensuite transféré au camp de Gusen. Il a survécu dans ces camps d'extermination nazis de 1941 à 1945. Cette quatrième partie montre également des exilés qui liaient leur lutte à la guerre d'Espagne, dont beaucoup sont allés dans les maquis de la résistance.

M.L. : « J'étais antimilitariste et j'ai vécu neuf ans de vie militaire! » dit un des témoins à la fin d'Un autre futur.

R.P. : J'ai choisi Miguel Quintana pour parler de la résistance dans les Pyrénées pour revenir à la résistance dans le Sud de la France. Dans *Un autre futur*, Joaquin Desde parlait de la résistance dans les Alpes où on ne s'attendait pas à trouver des résistants espagnols. Dès 1942, 50 Espagnols s'y sont regroupés sur 450 personnes. Dans la mythologie de la résistance, ce sont les chiffres des derniers mois de guerre qui sont énoncés: 3000 à 4000 personnes sur le plateau des Glières. Donc 50 Espagnols sur 450 résistants au début de l'Occupation, à Annecy où les Espagnols étaient peu représentés, cela donne l'idée de la participation des exilés espagnols dans les maquis. Combien étaient-ils dans les Pyrénées, où ils étaient le plus représentés? Je voulais montrer Miguel au Mas Tartas, près de Font Romeu, où il a organisé le passage d'hommes, d'argent, de tracts et d'armes.

M.L. : À l'arrivée des alliés, Miguel s'écrie: « Mon objectif, ce n'est pas le Rhin, c'est l'Ebre! » qui montre bien que la lutte antifasciste aurait du continuer de l'autre côté des Pyrénées, Franco ayant été soutenu par Hitler et Mussolini.

R.P. :: Miguel est rebelle, une personne intègre, fidèle à ses idées. Il a participé à la libération de Montpellier, avant l'arrivée du Maréchal de Tassigny. Quand la première division blindée a débarqué dans la ville, il a été question d'intégrer ces résistants et de

leur imposer un ordre hiérarchique. Peut-être aurait-il accepté ces contraintes s'il s'était agi de continuer sur l'Espagne. Mais pour rejoindre dans le Nord la deuxième DB qui se dirigeait sur Paris, non. Il a conservé des armes et les a utilisées pour monter des réseaux pour déstabiliser le régime franquiste.

M.L. : Une phrase de l'un des exilés résume parfaitement la situation après 1945: « Le fascisme avait été vaincu mais Franco était toujours là ». Quelle a été la réaction des exilés espagnols à l'abandon des alliés?

R.P. : Leur attitude a été de poursuivre la lutte. Certains agissent de manière violente pour déstabiliser le régime, d'autres tentent d'infiltrer les usines et les entreprises en Espagne, de même qu'ils mettent en place des comités régionaux et des imprimeries clandestines. La grande majorité de la communauté en exil se répartit en France, au Mexique, en Argentine, en Afrique du Nord, en Algérie et en Australie. La communauté en exil n'est pas fermée, elle s'ouvre aux autres, mais on ne se dilue pas, on conserve ses valeurs.

M.L. : Et la presse en exil?

R.P. : La presse en exil diffuse des documents et des journaux. J'ai retrouvé des journaux de septembre 1944, notamment de Bretagne. Après la libération, la diffusion est régulière, les deux journaux importants sont la *C.N.T.* à Toulouse, et *Solidaridad Obrera*, à Paris.

M.L. : Les caches dans les Pyrénées, les points de passage de militants vers l'Espagne, le système de boîtes aux lettres, la reconstitution du mouvement, cela se passait comment?

R.P. : Quintana permettait le passage de nouveaux militants, inconnus des services de police et des franquistes, qui servaient de liaison avec des militants sur place pour les informations, les tracts, le papier. L'apport de nouveaux militants était fondamental. Diego Camacho, que tout le monde connaît sous le nom d'Abel Paz, a fait partie de ces militants. Il a vécu la vie des militants de la C.N.T. et a témoigné, par ses livres et ses articles, du fonctionnement de la résistance, comment imprimer 15000 exemplaires d'un journal clandestin, par exemple.

M.L. : Cette époque de répression était terrible, les franquistes fusillaient tous les jours. À Séville, on parle de 80 personnes exécutées par jour, de 250 à Madrid, 250 à Barcelone. Dans le village de Miguel, Calanda, il y a eu 70 morts pendant la guerre civile et 200 après 1939.

R.P. : Calanda comptait 5000 personnes, il n'en est resté que 2500, les autres se sont exilés. À l'arrivée des troupes franquistes, la répression a été brutale. Tous ceux qui n'avaient pas fui et avaient participé, même de loin, au mouvement, ont été exécutés.

M.L. : L'Espagne est devenue un immense camp de concentration?

R.P. : Miguel le dit à la fin d'*Un autre futur*: « Nous étions dans les camps de concentration français, mais n'oublions pas qu'à cette époque, le plus grand faisait 450000 km^2 et s'appelait l'Espagne».

C'est essentiel de souligner l'importance de la lutte et les risques encourus par les militants, comme d'ailleurs le cynisme des alliés dans l'abandon des résistants espagnols.

M.L. : Les alliés savaient ce qui se passait en Espagne, les exécutions massives, la situation dans les prisons, les tortures, la violence de la répression.

R.P. : L'Espagne est pourtant reçue à l'U.N.E.S.C.O., en 1952, et à l'O.N.U., en 1955. Peu importe l'horreur et les exactions commises, on passe l'éponge sur tout.

M.L. : La résistance s'organise et les militants lancent même, en 1940, une radio pirate qui diffuse des émissions pendant quelques semaines, avec l'indicatif de la C.N.T.-F.A.I.

R.P. : Le gouvernement espagnol intervient rapidement auprès du gouvernement

français et l'émetteur est saisi. Mais le symbole est fort. Les résistants espagnols ont utilisé tous les moyens de communication pour la lutte, la presse, la radio.

M.L. : Quelle a été l'action de Diego Camacho?

R.P. : Il a fait de fréquents séjours en prison. Le système carcéral espagnol était particulier. Diego n'était pas à l'isolement. Les prisons espagnoles étaient bondées dans les années 40 et il était quasi impossible d'isoler les prisonniers politiques. Le nombre de personnes par cellule facilitait la circulation des informations.

M.L. : Le film montre un camp de travail autour d'un monument à la gloire du franquisme, construit par des prisonniers politiques, dans la vallée de Los Caidos.

R.P. : La construction de ce monument, typique des régimes fascistes, s'est achevée en 1962. La participation des prisonniers à sa construction reposait sur un système d'échange: deux ans dans la vallée de Los Caidos pour quatre ans de prison. C'est un monument à la gloire des morts de la guerre civile, à la réconciliation, évidemment catholique; l'alliance entre le franquisme et la nomenklatura catholique. Il y a eu une tentative pour faire sauter l'édifice, mais elle a échoué.

M.L. : La résistance de l'extérieur s'étend sur combien d'années?

R.P. : Jusqu'en 1963 avec la mort de José Capdevilla, ensuite elle s'est délitée.

M.L. : De nombreuses grèves ont eu lieu à cette époque, dans les transports à Barcelone, dans les mines des Asturies... celle-ci a d'ailleurs été brisée par des importations de charbon d'U.R.S.S. et de Pologne. La résistance n'a jamais réussi à déstabiliser la dictature de Franco, soutenue par tous les États. Comment a-t-il échappé à toutes les tentatives d'assassinat?

R.P. : La résistance contre Franco est un phénomène extrêmement important qui correspond aussi à des choix individuels de militants. L'essentiel, à mes yeux, est la permanence de leur idéal. Nombreuses sont les tentatives pour éliminer Franco, mais la décision de frapper la tête de l'État est partie du congrès de Limoges en 1961.

Franco ne signalait aucun de ses déplacements. Il n'est sorti que deux fois du territoire espagnol: la première pour rencontrer Hitler à Hendaye et la deuxième pour Mussolini à Bordiguera. La presse annonçait, le lendemain, qu'il était venu à Barcelone, ville qu'il voyait d'ailleurs comme un territoire étranger. Il était terrorisé par la Catalogne.

M.L. : D'où le sacrifice de jeunes militants?

R.P. : Dans le film, Maria Batet parle de ces jeunes, sacrifiés, témoignage suivi d'une longue liste de noms. Maria vivait à Toulouse, auprès de Federica Montseny, dont elle était la secrétaire. Maria est une femme exceptionnelle à qui l'on pourrait consacrer un film. Son histoire est fabuleuse, elle a rencontré tout le monde dès les années trente.

Dans la séquence de la machine à écrire, la liste des noms – pour la plupart des inconnus morts en 1948 –, semble interminable.

Maria les a sans doute croisés comme elle a connu les plus grands, les trois frères Sabaté, Capdevilla et d'autres.

M.L. : Dans ce film, tu abordes la question des liens entre les phalangistes et l'O.A.S.

R.P. : Payà, exilé en 39, regroupé avec tous les autres exilés espagnols autour du centre Garcia Lorca à Alger, en parle. L'O.A.S. utilisait l'Espagne comme base, pour s'entraîner. Les républicains espagnols étaient en butte à de nombreuses difficultés en tant qu'Européens. Ils devaient choisir leur camp. À Bab El Oued, dans un immeuble européen, Payà fut sollicité pour cotiser à l'O.A.S. Son refus de se faire racketter le mettait en danger de mort et il s'est réfugié dans le quartier musulman. Un autre militant a été tué parce qu'il vendait la *Soli* et la presse libertaire dans les bars d'Alger.

M.L. : Quel a été l'engagement des intellectuels face à la dictature franquiste? Albert Camus a écrit un article remarquable pour protester contre l'admission de l'Espagne à l'O.N.U. Le titre est significatif: « Démocrates couchez-vous! » (4).

R.P. : Un titre qui n'a malheureusement rien perdu de son actualité. Camus reprend les événements passés pour mieux dénoncer la trahison. Il est le type même de l'intellectuel qui ne faiblit ni jamais ne dévie. Il est toujours resté fidèle aux exilés espagnols, et il est un des seuls à parler de la C.N.T. de manière juste. J'ai utilisé une partie de son discours, prononcé à la salle Wagram pour protester contre l'entrée de l'Espagne à l'U.N.E.S.C.O., organisme avec lequel il a cessé toute collaboration par la suite.

M.L. : Ils étaient peu à protester contre la complicité des États. Et Pablo Casals?

R.P. : Casals est comme Camus, et c'est pourquoi ils sont dans la même séquence. Ils représentent le non renoncement, la fidélité aux engagements, un symbole de l'intégrité. Pablo Casals a vécu aux pieds des Pyrénées, a créé et animé le festival de Prades, a refusé de se rendre en Espagne, et de rencontrer certains hommes politiques auxquels il déclarait: « Je vous parlerais d'amour, de droit et vous me parleriez de politique, donc nous n'avons rien à nous dire. » Pablo Casals connaissait les exilés de la C.N.T., discutait avec eux, donnait son soutien à *Solidaridad Obrera*. Camus et Casals sont deux grands artistes engagés de cette époque.

M.L. : Dans les années soixante, une page se tourne. Les militants infiltrés se sentent décalés et sont facilement repérés. Pourquoi ?

R.P. : À partir des années soixante, l'exil a changé et n'a plus les moyens d'assurer une clandestinité efficace. De nombreuses personnes sont arrêtées.

M.L. : À Choisy, l'imprimerie tourne et les exilés écrivent des pièces de théâtre, organisent des représentations.

R.P. : La communauté est très active. Les images de la rencontre du 19 juillet 1962 illustrent bien la solidarité de l'exil. De 1958 à 1964, la réunion de Toulouse était immuable.

M.L. : En 1961, de Gaulle interdit la presse libertaire en langue espagnole, sous la pression de Franco.

R.P. : Tomas Marcellan raconte cet épisode, les représentants de la préfecture sont passés à l'imprimerie pour signifier l'interdiction. Les compagnons prennent alors la décision de changer le titre en *Boletino informativo* (Bulletin informatif). En deuxième page, la phrase, « La solidarité ouvrière ne sera jamais vaincue », indique aux abonnés qu'il ne s'agit pas d'une erreur, mais de censure. Le titre change encore pour *Solidaridad*, puis *Boletin*. Ils prennent contact avec les militants français du *Combat syndicaliste* et trouvent la solution pour contourner l'interdiction: la première page doit être imprimée en français pour éviter la censure. Et *Solidaridad Obrera* paraît ainsi sous le titre *Combat syndicaliste*, du début 1962 jusqu'en 1978. Le reste du journal est en espagnol. Ensuite, c'est la *CENIT*. Le *Combat syndicaliste* de Tomas est le journal de l'exil. L'actuel *Combat syndicaliste*, publié par la C.N.T. française, est différent. (5)

M.L. : S'il existait des difficultés de publication en France, la participation à l'impression ou à la diffusion de journaux libertaires était passible, en Espagne, de trente années d'emprisonnement.

R.P. : Pour ceux qui portent les explosifs, les peines sont très lourdes. Mais des sentences de vingt à trente ans de prison pour quelqu'un comme Las Casas, qui n'avait jamais porté d'arme, mais avait imprimé, chez lui, pendant un an et demi, des journaux libertaires avec une presse entourée de matelas pour amortir le bruit, cela paraît incroyable.
Il imprimait *Juventud libertarias* et *Tierra y Libertad* et a été condamné à trente années de prison.
C'est un instantané de la répression en Espagne franquiste.

M.L. : Contre vents et marées se termine sur les grands meetings de 1977, à Barcelone. Un demi million de personnes y assistent.

R.P. : Franco meurt en novembre 1975. Le 1er mai 1976, il ne se passe presque rien. Je n'ai là-dessus que quelques images volées de personnes courant dans la rue. Et en 1977, ce sont les grands meetings.
La chape de plomb, instaurée par la dictature franquiste, n'a pas disparu avec la mort du dictateur. Franco mort, le système restait en place.

M.L. : Pourquoi as-tu choisi comme musique d'illustration Walk?

R.P. : Cette musique provient d'un double CD sur Buenaventura Durruti (6) produit par Jean Rochard. Jean m'avait appelé pour utiliser des extraits de *Un autre futur,* et quand j'ai reçu le double album, cette chanson m'a paru coller parfaitement aux images en super 8, filmées par les exilés au moment de leur retour en Espagne.

Sabaté à Barcelone avec son « mortier à tracts »

Ils avaient quitté leur pays en 1939 et sont revenus en 1977, au moment des grands meetings. Plusieurs avaient une caméra et ils sont allés filmer la tombe de Durruti à Barcelone, leur village. Miguel a filmé le balcon d'où ils avaient proclamé le communisme libertaire, à Calanda. Ces images sont à la fois maladroites et très belles.

M.L. : C'est triste et bouleversant de voir, dans Contre vents et marées (7), le retour des exilés, après quarante ans et sans repères.

R.P. : Ils reviennent vers le néant. Certains en meurent. D'autres tiennent, mais pour tous, l'Espagne n'est plus leur Espagne.

M.L. : Comptes-tu réaliser la cinquième partie de Un autre futur?

R.P. : Un film qui retracerait l'itinéraire d'enfants d'exilés. Pourquoi pas? Des enfants qui sont nés dans les camps ou un peu plus tard, sur la mémoire qu'ils gardent de l'engagement de leurs parents, sur le rôle de cette influence dans leur vie et l'importance de la culture libertaire.
Aimé Marcellan pourrait être un des personnages, nous avons fait ce film ensemble sur la mémoire des militants libertaires, sur la mémoire de ses parents.

Éric Jarry et Christiane Passevant. -
Chroniques rebelles
(Radio libertaire)

*. *Contre vents et marées*, film-documentaire de 55mn (150 F), réalisation Richard Prost, scénario de Richard Prost et Aimé Marcellan, sur l'exil et la résistance des anarchistes après 1945 jusqu'à la mort de Franco.
Le film a été diffusé dans le cadre du premier festival Résistance en juillet 1997.
(1) Antonio Tellez Solà, *Sabaté. Guerilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, éditions Repères-Silena, Toulouse, 1990 (épuisé).
(2) *Un autre futur*. L'Espagne en rouge et noir, réalisation de Richard Prost (2h30), 1989, en vente à la librairie du *Monde libertaire* (215 F).
(3) Lire le témoignage de Miguel Celma écrit en 1979 : *La collectivité de Calanda 1936-1938*. La révolution sociale dans un village aragonais, éditions C.N.T., Région parisienne, 1997 (50F).
(4) « Démocrates, couchez-vous ! » *l'Express*, 17 novembre 1955.
(5) *Le Combat Syndicaliste*, mensuel (10 F), a plus de mille abonnés et de nombreux lecteurs. Il est toujours fabriqué dans l'imprimerie de Choisy-le-Roi (BP 38 Choisy-le-Roi cedex).
(6) *Buenaventura Durruti et la révolution espagnole* (Nato), double CD et livrets (1996) : Walk (They shall not pass) de Noël Akchoté.
(7) *Otro Futuro* existe déjà en espagnol. Des versions espagnoles et anglaises de *Contre vents et marées* sont en préparation.

fédération anarchiste

Si vous voulez rejoindre la Fédération anarchiste pour participer à notre lutte, mais qu'aucun groupe n'existe à proximité de chez vous ou aucune adresse n'est disponible ci-dessous, adressez-vous alors aux Relations intérieures c/o librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

AIN (01)
■ Liaison d'Ambérieu-en-Bugey c/o Michel Bellaton, 11, rue de la Flodière, 01640 Jujurieux.

AISNE (02)
■ Groupe Pierre-Kropotkine c/o Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux.
Permanences : deuxième et quatrième mardis du mois à 20 h 30.

ALLIER (03)
■ Liaison Moulins c/o Librairie du *Monde libertaire*.

HAUTES-ALPES (03)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

ALPES-MARITIMES (06)
■ Groupe de Nice c/o ADCL, B.P. 4171, 06303 Nice cedex 4.

ARDÈCHE (07)
■ Groupe d'Aubenas c/o Cercle social ardéchois, BP 15, 07170 Villeneuve-de-Berg.

ARDENNES (08)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

ARIÈGE (09)
■ FA de l'Ariège c/o Alain Feliu, Centre « Les Marmottes », 09460 Artigues.
■ FA de l'Ariège c/o Joaquim Lopez, 09000 Celle.

AUBE (10)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

AVEYRON (12)
■ Liaison Sud-Aveyron c/o SAP, BP 2, Montlaur, 12400 Saint-Affrique.

BOUCHES-DU-RHÔNE (13)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CALVADOS (14)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CHARENTE (16)
■ Groupe d'Angoulême c/o Chantal Lavie, 16, rue Cité-Poudrière, 16000 Angoulême.

CHARENTE-MARITIME (17)
■ Groupe Michel-Bakounine c/o ADIL, BP 3, 17350 Port-d'Envaux.

CHER (18)
■ Groupe Georges-Brassens c/o Le cercle carré B.P. 6121, 18024 Bourges.

CORREZE (19)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CORSE (20)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CÔTE-D'OR (21)
■ Groupe de Dijon La Mistoufle c/o Les voix sans maître, 6, rue du Dr Chaussier, 21000 Dijon.
Permanences : les 2e et 4e mercredi du mois de 19 h à 22 heures.

COTES D'ARMOR (22)
■ Liaison. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

CREUSE (23)
■ F.A. de la Creuse c/o Alayn Dropsy, Le Bourg, 23150 Saint-Yrieix-les-Bois.

DOUBS (25)
■ Groupe Pierre-Joseph-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

EURE (27)
■ Groupe d'Evreux c/o CEREL, BP 263, 27002 Evreux cedex.

EURE-ET-LOIRE (28)
■ Groupe libertaire de Chartres.
Permanence : le premier vendredi du mois, de 20 h 30 à 22 h, à l'Hôtel Maleyssie, 2, rue Chanzy, à Chartres.

FINISTÈRE (29)
■ Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.
■ Liaison Morlaix. c/o librairie du *Monde libertaire*.

GARD (30)
■ Groupe FA du Gard c/o AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

HAUTE-GARONNE (31)
■ Groupe Albert-Camus c/o FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.
Permanences : mercredi et jeudi de 18 h à 20 heures.

GIRONDE (33)
■ Groupe Emma-Goldman c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.
Permanences : samedi, de 15 h à 17 h.
■ Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

HÉRAULT (34)
■ Groupe de Montpellier c/o L'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.
Permanence : jeudi à 20 h 30 (même l'été).

ILLE-ET-VILAINE (35)
■ Groupe La Commune, B.P. 1656, 35017 Rennes cedex 2.
Local anarchiste rennais 9, rue de Malakoff ; tél. : 02 99 67 92 87.
Permanences : mercredi de 15 h à 18 heures ; samedi de 15 h à 19 h.
Vente du ML :
• samedi matin sur le marché des Lices.
■ Groupe Sabaté, c/o ACL 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

INDRE ET LOIRE (37)
■ Groupe libertaire de Tours. c/o Librairie du *Monde libertaire*.
Permanences : chaque jeudi de 14 à 16 heures à la fac des Tanneurs et de 20 h 30 à 22 heures à Utopia, 32, rue Carnot.

ISÈRE (38)
■ Groupe Jules-Vallès de Grenoble c/o La faille, BP 2301, 38033 Grenoble cedex 2.
Table de presse : 1er mercredi du mois de 12 h 30 à 14 h, au restaurant universitaire Diderot, faculté de Lettres et Sciences humaines de Saint-Martin-d'Hères.
Participation à la publication bimensuelle du journal anarchiste grenoblois « La Faille ».
■ Liaison de Bourgoin-Jallieu c/o « Contre-Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche.

LOIRE (42)
■ Groupe Nestor-Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.
• publication de la feuille d'information mensuelle « Réseaux ouvriers », abonnement pour un an (10 n°) 50 F à l'adresse ci-dessus.
■ Groupe Asturies, 2, rue Paillon, 42000 Saint-Etienne.
Permanence : vendredi de 15 à 20 h ; samedi de 13 h 30 à 19 heures ; dimanche de 10 à 13 heures.
Vente ML : le samedi à partir de 10 h devant la bibliothèque municipale.
✍ : c/o E.L.S., B.P. 297. 42016 Saint-Etienne cedex 1

LOIRE-ATLANTIQUE (44)
■ Groupe Milly-Witkop c/o « Le Local », 16, rue Sanlecque, quartier de la Chaussée de la Madeleine, 44000 Nantes.
Permanences : mardi et vendredi, à partir de 19 h 30.

LOIR-ET-CHER (41)
■ Groupe Val de Loire c/o BP 1, 41190 Molineuf.

MAINE-ET-LOIRE (49)
■ Groupe Malatesta, c/o L'Etincelle, 26, rue Maillé, 49000 Angers.

MANCHE (50)
■ Groupe de Cherbourg c/o GREL, BP 12, 50130 Octeville cedex.
Permanence : premier samedi du mois, à partir de 17 h, au Foyer Jacques-Prévert, à Octeville.

HAUTE-MARNE (52)
Liaison. c/o Librairie du *Monde libertaire*.

MEURTHE-ET-MOSELLE (54)
■ Groupe Jean-Roger-Caussimon, F.A. Nancy, c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.
Vente ML : dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.
■ Groupe de Metz c/o CRES, B.P. 113, 54510 Tomblaine.

MORBIHAN (56)
■ Groupe libertaire Francisco-Ferrer, cité Allende, boîte n° 19, 12, rue Colbert, 56100 Lorient.
■ Groupe René-Lochu de Vannes c/o groupe Francisco-Ferrer.

MOSELLE (57)
c/o librairie du *Monde libertaire*.

NORD (59)
■ Groupe Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul.
Permanence (avec débat) : le premier mercredi de chaque mois, à partir de 20 heures, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (métro République), à Lille.
Table de presse : mercredi, 11 h 30 - 14 h 30, hall de l'université Lille III (Pont-de-Bois, Villeneuve-d'Ascq).

Ventes ML :

• vendredi, entre 17 h 45 et 19 h, devant la gare de Lille-Flandres;
• dimanche, de 10 h à 13 h, sur le marché de Wazemmes (devant «la Cigale»).
Emission de radio: «La Voix sans Maître», tous les vendredis, de 20 h à 21 heures, sur Radio Campus (106.6).
Permanence au Centre culturel libertaire, 1-2 rue Denis-du-Péage le 3e mercredi du mois de 14 h 30 à 18 heures et le samedi suivant de 15 h à 19 heures
■ Groupe May Picqueray, c/o Centre culturel libertaire Benoît Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.
Ventes ML:
• dimanche sur le marché du quartier de l'Epeule entre 10 h30 et 11 h 30 à Roubaix;
• mardi devant la cafétéria du CROUS de Lille III entre 10 h 30 et 11 h 30.

PAS-DE-CALAIS (62)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

PUY-DE-DOME (63)
■ Groupe Spartacus c/o CNT, 9, rue abbé Bannier, 63000 Clermont-Ferrand.
• publication de la feuille des réseaux «Spartacus».

PYRÉNÉES-ORIENTALES (66)
■ Groupe Puig-Antich c/o CES, BP 233, 66002 Perpignan cedex.
Permanence: samedi, de 15 h à 19 h, à la librairie Infos, 2, rue Théodore-Guiter, 66000 Perpignan.
Publie *Infos et analyses libertaires* (revue de l'Union régionale du Sud-Ouest).
Archives: librairie Infos (pour étudiants et universitaires).

BAS-RHIN (67)
■ c/o Librairie du *Monde libertaire*.

RHÔNE (69)
■ Union locale de groupes de Lyon et banlieue: groupes Dejacque, Durruti et Kronstadt c/o librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.
Permanences: du mercredi au samedi, de 15 h à 19 h. Bibliothèque de prêt ouverte durant les permanences.
Soirée du «Café libertaire», chaque jeudi, à La Plume Noire à partir de 21 h.
Emission de radio: «Idées Noires», mercredi, de 21 h à 22 h, sur Radio Canut (102.2).
Publication de deux feuilles mensuelles:
• «L'égalité économique et sociale», feuille de réseaux travailleurs, chômeurs, précaires éditée par le groupe Kronstadt et Déjacque. Abonnement 50 F (10 n°) à commander à la Plume Noire.
• «Idées noires», feuille de réseaux étudiants-lycéens éditée par le groupe Durruti.
Ventes ML:
• vendredi de 17 h 30 à 18 h 30 à la station de métro Laurent Bonnevay;
• mercredi de 12 h à 13 h 30 lors de la table de presse à l'université de Lyon II-Bron, face au restaurant universitaire.

SAONE-ET-LOIRE (71)
■ Liaison Sud-Bourgogne. c/o librairie du *Monde libertaire*.

SARTHE (72)
■ Groupe du Mans c/o FA, 4, rue d'Arcole, 72000 Le Mans.
Permanence: deuxième samedi du mois, de 14 h à 15 heures, Maison des Associations, 4, rue d'Arcole, salle 23, 3e étage.
■ Liaison «Le Loir» (sud Sarthe) c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SAVOIE (73)
■ Liaison Maurienne c/o librairie du *Monde Libertaire*.

PARIS (75)
Librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot (M° Oberkampf), 75011 Paris. Tél.: 01 48.05.34.08. Fax: 01 49.29.98.59.
La librairie est ouverte du lundi au vendredi, de 14 h à 19 h 30 et samedi de 10h à 19 h 30.
■ Groupe Berneri c/o librairie du *Monde libertaire*.
Permanence: mercredi, de 19 h à 20 h, au bar «Le Métro», sortie du métro Abbesses, 75018 Paris.
Emission sur Radio Libertaire (89.4): «Ras-les-Murs» (émission sur la prison), mercredi, de 20 h 30 à 22 h 30.
■ Groupe Paris-Sud (11e, 12e et 13e arrondissements) c/o librairie du *Monde libertaire*.
■ Groupe Malatesta c/o librairie du *Monde libertaire*.
■ Groupe Maurice-Joyeux c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emissions de radio: «A rebrousse-poil», le lundi de 18 h à 19 h 30; «La mémoire sociale» le lundi de 19 h 30 à 21 heures; «Petites annonces d'entraide» le mardi de 14 h 30 à 16 h; «L'idée anarchiste» le mardi de 16 h à 18 h.
Edition de brochures...
■ Groupe Février c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emission de radio: «Femmes Libres», mercredi, de 18 h 30 à 20 h 30. Rediffusion le mardi suivant, entre 9 h et 11 h.
■ Groupe La Vache Folle c/o librairie du *Monde libertaire*.
Emissions musicales sur RL: «Trafic», mercredi, de 22 h 30 à minuit; «Epsilonia», jeudi, de 22 h 30 à 7 h.
Emission d'actualité: «Chronique Hebdo», jeudi, de 10 h à midi.
Edition: histoire-philosophie (Les Cahiers de La Vache folle); poésie (Les Cahiers poétiques de La Vache folle); édition musicale: Visa (musiques indépendantes).
■ Groupe La Villette c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente ML: vendredi, de 18 h à 19 h, au métro Jaurès.
Permanence le dernier jeudi du mois à l'Usine, 102 bd de la Villette, 75019.
■ Groupe Louise-Michel c/o «La Rûe», 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.
Permanences: samedi, de 15 h à 17 h, au local «La Rue», avec tenue d'une bibliothèque.
Ventes ML:
• vendredi: Fac de Nanterre, Hall B de 11 h 30 à 12 h 30; Forum des Halles-porte Lescot de 17 h 30 à 18 h 30;
• samedi sur le marché du bas de Suresnes de 10 h à 12 heures;
• dimanche de 10 h 30 à 12 heures sur le marché de la rue du Poteau; de 9 h 30 à 11 h 30 sur le marché des hauts de Suresnes.
■ Groupe Pierre-Besnard c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente ML: dimanche, de 10 h 30 à 12 h 30, sur le marché de la place des Fêtes.
Emission sur RL: «Chroniques syndicales», samedi, de 11 h 30 à 13 h 30.

SEINE-MARITIME (76)
■ Groupe Clément-Duval c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.
Vente du ML: samedi, de 10 h 30 à 12 h, sur le marché de la place Nationale.
■ Groupe de Rouen c/o CES, BP 4202, 76723 Rouen cedex.
Ventes ML:
• mercredi, de 11 h 30 à 13 h 30, à la faculté des Lettres de Mont-Saint-Aignan (en période universitaire);
• samedi, de 11 h à 12 h, sur le marché d'Elbeuf;
• dimanche, de 11 h à 12 h, sur le marché du Clos Saint-Marc, à Rouen.

SEINE-ET-MARNE (77)
■ Groupe Sacco-et-Vanzetti c/o GRELE, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

YVELINES (78)
■ Groupe de Versailles c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SOMME (80)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VAR (83)
■ Groupe Nada c/o Collectif libertaire «La Commune», 2, rue F. de Pressensé, 83000 Toulon.

VAUCLUSE (84)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

VIENNE (85)
■ Groupe Alexandre-Berkman c/o FA/CARES, Impasse des Communaux, 86000 Poitiers.
Permanence: mercredi, de 17 h à 20 heures, au CARES, impasse des Communaux (librairie et bibliothèque).
■ Liaison Sud-Vienne c/o FA/CARES, Impasse des Communaux, 86000 Poitiers.

YONNE (89)
■ c/o librairie du *Monde Libertaire*.

ESSONNE (91)
■ Groupe Francisco-Ferrer d'Evry c/o librairie du *Monde Libertaire*.

SEINE-SAINT-DENIS (93)
■ Groupe Henry-Poulaille de Saint-Denis c/o librairie du *Monde Libertaire*.
Vente ML: dimanche, de 10 h 30 à 12h, rue de la République, à St-Denis.

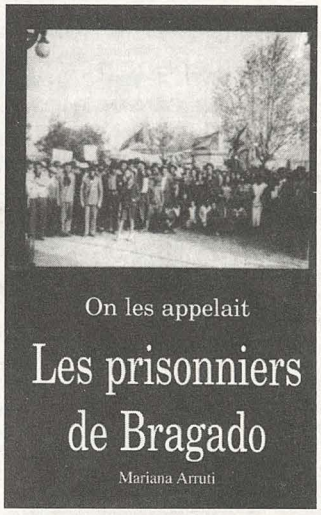
VAL-DE-MARNE (94)
■ Groupe Etoile Noire du Val-de-Marne c/o librairie du *Monde libertaire*.
Vente du ML: dimanche, de 10 h à 12 h, sur le marché près du métro Maison-Blanche.
■ Groupe Elisée-Reclus d'Ivry c/o les amis de Louise Michel. B.P. 55. 94202 Ivry-sur-Seine.

VAL-D'OISE (95)
■ Groupe Ni Dieu ni maître et groupe de Cergy-Pontoise c/o librairie du *Monde libertaire*.

LA REUNION (97)
■ c/o librairie du *Monde libertaire*.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Éditions du Monde libertaire



«Libérez Vuotto, Mainini et De Diago!» a été le mot d'ordre d'une intense campagne qui secoua le territoire argentin pendant plus d'une décennie. Anarchistes accusés injustement d'un crime que d'autres avaient commis, torturés avec cent autres compagnons emprisonnés à la ville de Bragado à la fin de l'hiver 1931, ils ont été condamnés à perpétuité par une justice à la botte des gouvernements conservateurs.

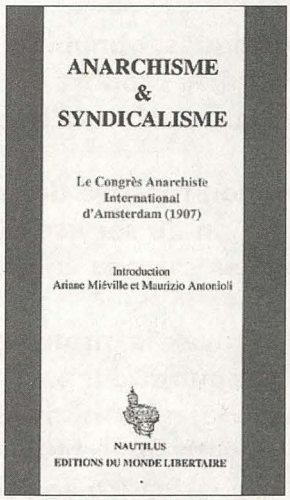
Après onze années de prison, leur peine est commuée et ils retrouvent la liberté. Mais Pascal Vuotto continue à proclamer son innocence et celle de ses compagnons. Il meurt à quatre vingt neuf ans en 1993, sans avoir connu la loi votée par la Chambre des députés de la nation reconnaissant l'innocence des «prisonniers de Bragado».

Présenté sous la forme d'une lettre que la réalisatrice aurait envoyée à Vuotto après sa mort, ce documentaire raconte l'histoire, avec des images de l'époque et des entretiens avec quelques-uns des acteurs de cet événement où l'importance de la campagne de solidarité menée par le mouvement anarchiste, jusqu'à la libération des prisonniers, ressort tout particulièrement. Selon les paroles de Pascal Vuotto: «C'est la solidarité qui m'a rendu la liberté».

Eduardo Colombo

Ce documentaire réalisé par les élèves d'Osvaldo Bayer a obtenu en 1995 le premier prix dans le quatrième festival de cinéma et vidéo à Santa Fé en Argentine. C'est aux efforts de la Fondation Alumbar qui a produit le film et réalisé le sous-titrage en français, ainsi que ceux du CIRA de Lausanne, que les Éditions du *Monde Libertaire* doivent la parution de cette vidéo.

La vidéo est en vente à la librairie du *Monde libertaire* au prix de 90 F + 10% de frais de port.



Dans l'histoire de l'anarchisme, le congrès d'Amsterdam, qui s'est tenu du 24 au 31 août 1907, constitue un des événements les plus significatifs: les délégués de 14 pays participèrent à ce congrès; la présence de figures historiques du mouvement anarchiste international telles que Malatesta, Fabbri, Monatte, Broutchoux, Goldman, Rocker, Cornelissen... lui donna un relief particulier: l'importance des sujets traités: antimilitarisme, anarchisme et organisation, rapport majorité/minorité, anarchisme et syndicalisme, anarchisme et grève générale, l'éducation, la religion... est inédit.

Parmi tous les problèmes débattus, celui qui fera date dans l'histoire de l'anarchisme international fut celui sur le mouvement ouvrier et en particulier sur le rapport entre anarchisme et syndicalisme, entre organisation spécifique et organisation syndicale, de masse. Le débat entre Malatesta et Monatte constitue encore aujourd'hui une référence et un témoignage historique d'une valeur indiscutable pour tout militant investi dans la lutte sociale.

Co-édition Nautilus

En vente à la librairie du *Monde libertaire* au prix de 60 F + 10% de frais de port.

Ecoutez Radio libertaire 89.4 MHz

Pour l'anarchisme

Des raisons d'une révolte...

Un patronat toujours plus arrogant et offensif, des gouvernements qui se succèdent pour mettre en œuvre les mêmes politiques de misère sociale, des inégalités économiques et sociales qui se creusent d'années en années... Nous en avons assez !

Assez d'être continuellement poussé à plus de rentabilité, d'être corvéables à merci au nom de la sacro-sainte flexibilité ; assez d'être soumis au racisme quotidien, aux contrôles policier, au délire sécuritaire...

Assez de cette justice de classe qui condamne à tour de bras les petits délinquants alors que les véritables voleurs, les patrons qui profitent sur notre dos, accumulent les privilèges...

Assez de ces médias du pouvoir et du fric qui manipulent l'information à longueur de journée...

...aux raisons d'une révolution

Sous le prétexte de la crise, les salariés ont été contraints d'accepter des « sacrifices ». Les entreprises n'ont cessé de recevoir des cadeaux de l'État, sous la forme de primes, d'exonérations, de multiples avantages fiscaux et cela sans aucun résultat sur l'emploi ! Mais quelle est donc cette crise ?

En réalité, nous savons qu'il y a suffisamment de richesses produites pour que nous puissions tous vivre mieux ! En fait, il n'existe, si l'on peut dire, qu'un seul problème qui se résume à l'existence d'un système de pouvoir et d'exploitation ! Voilà pourquoi nous sommes partisans d'une révolution sociale et libertaire : pour construire une société organisée par les individus, égaux entre eux, fédérés librement au sein de leurs communes, régions, secteurs d'activité économique...

La lutte de classes, toujours d'actualité !

Dans la lutte contre la bourgeoisie, nous n'avons que faire des partis politiques, obnubilés tous autant qu'ils sont par la conquête de l'appareil d'État. Une seule chose compte : le rapport de force que nous (salariés, chômeurs, précaires, étudiants, lycéens) sommes et serons capables d'imposer face au patronat et aux gouvernements.

Ce sont les luttes sociales qui peuvent nous permettre d'obtenir une réduction massive du temps de travail, uniforme et avec augmentation de notre pouvoir d'achat ; l'extension du service public, une protection sociale répondant à nos besoins et gérée directement par les salariés, une école réellement égalitaire, libérée des contraintes du marché capitaliste.

Ce sont les luttes sociales, et elles seules, qui peuvent permettre d'enrayer la montée des tendances les plus réactionnaires, tenant du néofascisme et de l'ordre moral « pur et dur ».

Pour que ces luttes aboutissent à une nouvelle forme d'organisation sociale, nous n'avons pas d'autre choix que la rupture révolutionnaire ! Et cette alternative révolutionnaire, anarchiste, n'est pas utopique. Car la véritable utopie c'est de croire que l'on peut récolter la justice sociale en ménageant les intérêts des capitalistes, ou en mettant ses espoirs dans de nouveaux chefs d'État...

S'organiser

La Fédération anarchiste, se veut un outil de cette démarche révolutionnaire. Elle ne se veut aucunement une « avant-garde éclairée », cette vision de la politique étant totalement contraire à ses principes. Nous œuvrons pour l'auto-détermination des luttes, par ceux et celles qui les mènent et contre toutes les formes de la récupération politicienne, pour qu'un jour, les bases d'une société libre, sans classes et sans États, soient enfin établies...